LE MONDE LIBERTAIRE

N°1850 MAI 2023 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

NOURRIR DANS LA DIGNITÉ

HISTOIRE p. 7
LES ORIGINES AFRICAINES DE LA DÉMOCRATIE

PASSE-PORTS p. 12
JUSTICE POUR PINAR SELEK

RÉFLEXIONS p. 22
CROSSE EN L'AIR EN UKRAINE COMME AILLEURS

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1850 – MAI 2023

1 **Couverture** Illustration de Frédéric de Haenen, Manifestation du 9 mars 1883*
3 **Édito** Donnons-nous, aujourd'hui, notre pain quotidien.
3 **Faits d'hiver** Il y a ZAD… et ZAD !

TERRAINS DE LUTTES

4 Marseille. Week-End contre le nuk
5 Chômage, RSA, logement une même attaque contre nos droits sociaux
6 Éboueur un métier propre
7 **Faits d'hiver** Qu'on leur donne de la brioche !

HISTOIRE

7 Les origines africaines de la démocratie
10 Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées
11 Témoignage. À propos d'André Breton
11 Notre Histoire

PASSE-PORTS

12 **Turquie** Justice pour Pinar Selek
14 **Israël** La guerre civile ?
15 **Ukraine** Des gentlemen complets

RÉFLEXIONS

16 Les anarchistes et la défense nationale. Entre illusion et hypocrisie (seconde partie)
19 Chronique anthropo-anar. Notre histoire est à lire autrement
22 Crosse en l'air en Ukraine comme ailleurs !
24 De la barbarie à la civilisation. Aller simple ou aller-retour ?
26 Transgenre et identité

NOURRIR DANS LA DIGNITÉ

29 « Du pain, il faut du Pain à la Révolution ! »
31 Manifeste pour des actions coordonnées de guérilla jardinière et de résistance à l'industrie agro-alimentaire.
34 Vers une société paysanne ?
37 Grenouilles façon Élisée Reclus
38 Que sont mes semis devenus ?
40 Poète et paysan
42 Ni bassine, ni terreur : No Darmanan !
43 La goutte de trop ! Retour sur les événements de Sainte-Soline
44 Communiqué des parents de Serge
45 Ceux qui prônent les méga bassines, prônaient le remembrement…
46 FNSEA : quand le libéralisme mafieux implore l'aide de l'État
47 De l'exploitation des travailleurs agricoles en Andalousie

CULTURES

48 Cinéma. Amel & les fauves
49 Appel à contributions sur Michel Ragon
50 Carlos Saura, un cinéaste intrépide, curieux et mélomane

FICHES DE LECTURE

53 Yes ! I am un immense provocateur
53 Sous les cendres de l'Éducation populaire
54 J'ai 8 ans et je ne veux pas mourir
54 Dagerman, autrement

55 **Annuaire** des groupes et liaisons de la Fédération
56 **Librairie Publico** Dernières parutions mai 2023

* Parue dans *Le Monde illustré* du 17 mars 1887 . Pillage d'une boulangerie avec Louise Michel. Le 21 juin 1883 Louise Michel est condamnée à six ans de réclusion pour avoir fait partie des « chefs et instigateurs du pillage » de trois boulangeries.

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Donnons-nous, aujourd'hui, notre pain quotidien.

« *Panem et circenses* » du pain et des jeux du cirque. Ok, les jeux du cirque ont disparu, restent les jeux. Cette expression du poète satyrique Juvénal, était là pour railler les Romains « esclaves maintenant de plaisirs corrupteurs ». L'endormissement des masses par les jeux, on connait... Juillet 98, 2 964 600 demandeurs d'emploi qui rament ne font pas le poids face à 22 gus en bleu qui courent après un ballon.

Et pour le pain ?

Toutes les 4 secondes, un être humain meurt de faim ou affaibli par la malnutrition. Qui n'a pas eu droit enfant, au moins une fois, au « Finis ton assiette, y a des enfants qui meurent de faim ! » Qu'importe ce qu'il y a dans l'assiette, comment cela a été produit, qui a travaillé pour, qui l'a vendu, qui s'est enrichi.

Il faut manger ! Fermons les yeux...

Sortie de la seconde guerre mondiale, il faut nourrir la population et écouler les stocks de nitrates d'ammonium produits pour les militaires... fuite en avant pour les engrais chimiques. Viendront ensuite les pesticides.

Il faut oublier les cartes de rationnement, retrouver le goût de la barbaque à tous les repas... Vive l'élevage intensif.

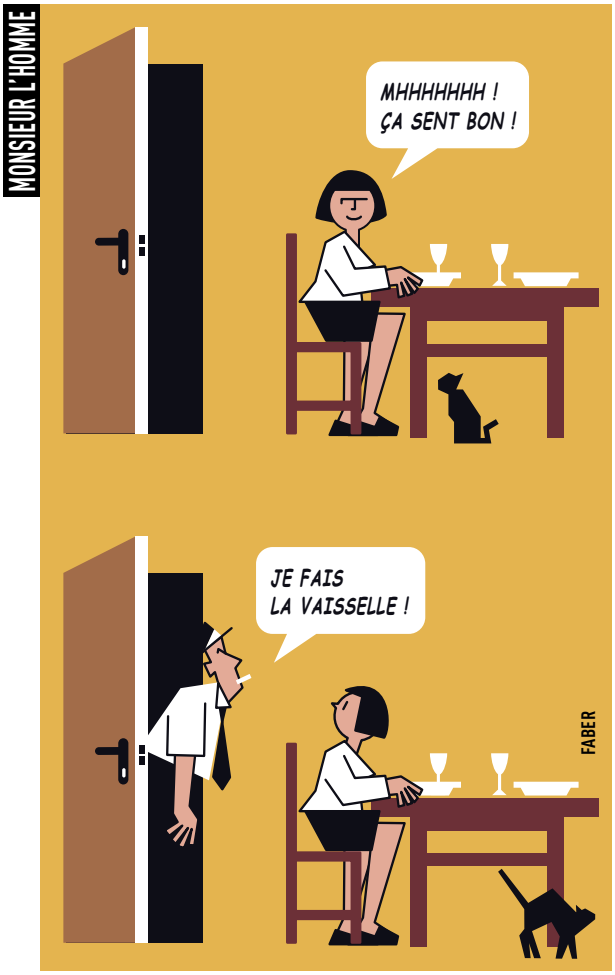
Sivens, il faut un barrage pour faire pousser du maïs pour nourrir les bestioles élevées en tas. Un mort, Rémi Freysse.

Saint Soline... on en reparlera dans ce Monde libertaire. Comme on parlera de la mainmise par le capitalisme, l'agro-industrie sur le bien commun qu'est l'eau.

« Panem et circenses » ... on ne joue plus. On veut savoir ce que l'on mange, le produire ou connaître celui ou celle qui l'a produit pour nous ou avec nous, dignement.

Et on ne veut surtout plus du capitalisme qui nous gave...

Bernard



LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080277

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

FAITS D'HIVER

IL Y A ZAD... ET ZAD !

Notre ineffable ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, montre chaque jour un peu plus les dents, qu'il a fort longues.

Lors de la manifestation de Sainte-Soline contre les bassines, par ailleurs déclarées illégales, il avait déjà fait très fort. 3 500 flics, des blindés, des drones, des hélicoptères, une armada de hyènes en quad tournant sans relâche autour des manifs et tirant, hardi tiens bon, au LBD sur la foule. Et tout cela pour défendre un simple et vulgaire trou. Bilan, 200 blessés graves et deux manifestants entre la vie et la mort. Même le Monde, Témoignage chrétien et Serge July (ex maoïste de 68 et « directeur » de Libération) ont trouvé qu'il avait dépassé les bornes. C'est dire !

Eh bé, cet abruti (dixit certains de ses z'amis politiques) en rajoute encore une couche. « Désormais, a-t-il déclaré, je ne tolérerai plus aucune ZAD (Zone à défendre). » Ah mais ! Comme si à Notre Dame des Landes ou ailleurs les camarades zadistes avaient demandé l'autorisation des z'autorités pour...

Sur cette base, le coup d'après, ou le suivant, il y aura des morts. Et des deux côtés ! Pour ce qui nous concerne, on voudra bien nous pardonner de continuer à participer aux ZAD (zones à défendre) contre les criminels capitalistes et de combattre d'autres ZAD, celles des z'hommes à Darmanin.

Jean-Marc Raynaud

Le 1er avril 2023, deux heures moins le quart avant la révolution

MARSEILLE

WEEK-END CONTRE LE NUK

Dans le cadre de la campagne « *Contre le nucléaire et son monde* » décidée lors de son dernier congrès, la Fédération anarchiste a fait du mois d'avril 2023 un moment fort de cet engagement.

En ouverture de ce mois offensif contre le nucléaire, un week-end d'information et de débats était organisé à Marseille les 31 mars, 1er et 2 avril. Les groupes Oaï, Germinal (Marseille), Gaston Leval (Yvelines) et Makhno (Saint-Étienne) s'étaient associés pour proposer un très riche programme avec projections, conférences et débats. Ces rencontres étaient accueillies au local de la DAR, centre social autogéré, 127 rue d'Aubagne.

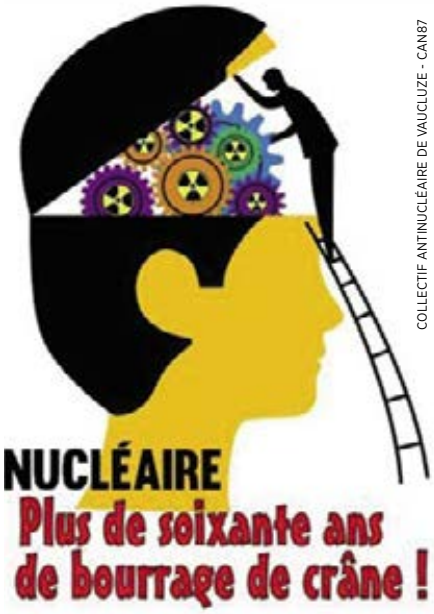
Vendredi soir a été projeté le film « *Notre Ami l'Atome* » de Kenichi Watanabe. Réalisé en 2020, ce documentaire d'une heure retrace un siècle de désastre sanitaire. Alors que les autorités japonaises ont commencé à rejeter à la mer un million de tonnes d'eau contaminée, les récits de victimes et le recensement des mouvements de résistance permettent de dévoiler les mensonges d'État et des nucléocrates.

Désintoxication et information

Le week-end s'est poursuivi au fil de deux après-midis où les intervenants se sont attachés à dénoncer les nombreuses contre-vérités que l'industrie nucléaire tente de propager, à l'aide de ses prêtres dévoués et des médias.

Philippe Pelletier (géographe) a souligné l'usage économique et politique du catastrophisme, et montré combien la promotion de l'électronucléaire repose sur une instrumentalisation de la question climatique.

À sa suite, Thierry Ribault (sociologue) a mis en lumière l'usage de la « Résilience », une notion empruntée à la psychologie et devenue technologie du consentement pour amener les populations à accepter les nuisances et les désastres de la technologie nucléaire. Après le repas pris en commun à la DAR, la soirée s'est poursuivie avec



COLLECTIF ANTINUCLÉAIRE DE VAUCLUZE - CAN87

l'évocation de la lutte contre le projet de site d'enfouissement à Bure.

Une militante a informé des actions en cours. À sa suite, deux acteurs de la Coordination antinucléaire du Sud-Est se sont exprimés. Gilbert Tallent a partagé les résultats de son étude sur l'argilite, un travail qui prend à défaut les propos de l'ANDRA sur la « sécurité » à Bure. Puis Jean Revest a fait part de son expérience sur les stratégies et les actions concrètes à mettre en œuvre contre le délire nucléocrate.

Dimanche, Antoine Calendra et Jean Revest, de la CAN Sud-est, ont apporté des informations concrètes sur les très nombreuses INB (« Installations nucléaires de base ») et les INBS (« secrètes ») militaires en région PACA (Tricastin, Cadarache, Marcoule, Cruas…) et la nécessité impérative de stopper immédiatement une filière qui va durer quelques décennies, mais lègue à des milliers de générations la gestion de ses nuisances morbides et mortifères liée à la radioactivité, même à faible dose.

Jean-Marc Royer, à l'origine, en mars 2012, de l'Appel international « *Hiroshima, Tchernobyl, Fukushima, des crimes contre l'humanité* », a synthétisé les grandes lignes de son ouvrage *Le monde comme projet Manhattan. Des laboratoires du nucléaire à la guerre généralisée au vivant*.

Fruit d'un énorme travail de documentation, ce livre montre comment le complexe scientifico-militaro-industriel a ouvert l'ère nucléaire militaire et civile irradieuse par une expérimentation *« in vivo »* sur un demi-million de cobayes à Hiroshima et Nagasak i. Elle fut saluée par le président des États-Unis Harry Truman : « *Nous remercions Dieu d'avoir mis la bombe entre nos mains plutôt qu'entre celles de nos ennemis et nous prions pour qu'il nous amène à l'employer à Ses fins* ».

Concurrencé par divers événements, à l'heure où le gouvernement légifère à marche forcée sur la mise en chantier de nouveaux réacteurs EPR, force est de constater que le sujet ne mobilise pas suffisamment alors qu'il implique l'existence de tous, et ce pour de nombreuses générations encore à venir. En marge des débats, les discussions se sont prolongées, des contacts ont été pris, ce qui augure positivement de la mise en commun des forces nécessaires à la mise en œuvre des combats contre le nucléaire et son monde. Une certitude partagée par tous les présents, plus que jamais, aujourd'hui comme hier, le Nucléaire c'est NON. À noter que le numéro d'avril du *Monde Libertaire*, présent sur la table de presse, a été particulièrement apprécié.

Les échanges qui se sont tenus à Marseille ont été enregistrés par *Radio Libertaire* qui a commencé à les diffuser sur son antenne, 89, 4 MHz. L'ensemble des enregistrements est disponible sur le site de la radio : https://radio-libertaire.org/speciaux/accueil.php

Réseau Makhno

CHÔMAGE, RSA, LOGEMENT

UNE MÊME ATTAQUE CONTRE NOS DROITS SOCIAUX

Par-delà la réforme des retraites, c'est un vaste plan antisocial que mettent en œuvre Macron et le patronat. C'est par, notamment, le cas de la réforme de l'Assurance Chômage, du RSA qui serait versé en contrepartie d'heures de travail gratuites, la loi immigration Darmanin qui s'inscrit dans la suite des trop nombreuses lois limitant les droits des exilés.

Alors qu'elle est la première caus-e de précarité, le gouvernement sort une proposition de loi très répressive. La loi Kasbarian entend criminaliser les travailleurs pauvres qui ne peuvent se loger décemment.

L'État et le patronat nous attaquent sur tous les fronts : ripostons sur tous les fronts !

Printemps 2006 : un mouvement social fort obtient la suppression du Contrat première embauche alors même que la loi le créant avait été votée et promulguée. C'est un coup d'arrêt à la spirale de la précarisation, c'est une victoire de « la rue » contre « la loi ».

Ce qui était possible hier est possible aujourd'hui ! Mais il nous faut être dans toutes les luttes, sur tous les fronts.

Nouvelle réforme de l'Assurance Chômage

Le nouveau système vise à faire intégrer l'idée que les droits sociaux ne sont pas garantis, ni connus à l'avance, ce qui est une forme de précarité, de difficulté et de violence sociale.

Il crée des inégalités entre les chômeurs, selon la date où ils tomberont au chômage. Sans compter la complexité accrue pour les agents de Pôle Emploi, en sous-effectif et avec de mauvaises conditions de travail.

RSA sous conditions : danger !

Le ministre du Travail a annoncé, le 13 décembre, une liste des territoires retenus pour expérimenter les nouvelles modalités d'accompagnement des allocataires du RSA. Objectif du dispositif :

ILLUSTRATION BANART

comme pour le contrat engagement jeune (de 16 à 25 ans), afin officiellement de leur procurer un emploi, obliger les allocataires du RSA à suivre un « *parcours de retour vers l'emploi* » qui impliquera de travailler gratuitement 15 à 20 h par semaine, simplement pour continuer à toucher le RSA.

R92

Tout bénéfice pour les patrons, dans le privé comme le public, qui n'auraient même pas à passer par les contrats ultraprécaires, payés en deçà du seuil de pauvreté, c'est à dire 800 ou 900 € puisqu'il suffira d'un ou deux RSA conditionnés pour effectuer un même nombre d'heures. Bien entendu, c'est le département ou la collectivité qui paiera.

Logement, loi Kasbarian

Sous couvert de protection des petits propriétaires face au squat de leur domicile, pourtant déjà puni par la loi d'un an de prison, de 30 000€ et d'une expulsion sans jugement en 48h, la proposition de loi Kasbarian s'attaque en réalité à toutes les personnes en situation de pauvreté, de mal logement ou confrontées à un accident de vie.

Ce texte intervient dans une période de forte inflation du coût de la vie, des loyers, des énergies. Beaucoup de familles modestes doivent faire le choix douloureux entre manger, se chauffer, se soigner ou payer leur loyer.

Le rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre est accablant pour le gouvernement et montre l'aggravation constante de la crise du logement avec toujours plus de mal-logés, de sans-logis…

Dans un premier temps, en élargissant la lutte pour nos retraites, en ramenant nos combats aux réelles priorités, nous pourrons gagner tous ensemble et, des graines d'anarchie étant semées, ensuite partir d'un bon pied vers la société libertaire.

Jean-Jacques Chatelux
Groupe Salvador Seguí

ÉBOUEUR
UN MÉTIER PROPRE

« Quand les éboueurs font grève, les orduriers sont indignés. »

Jacques Prévert

La réforme des retraites dont près de 90% des Français ne veulent pas aura permis, grâce notamment à la grève des éboueurs, de montrer que ce métier de forçat est d'utilité publique, devant être valorisé et surtout que les éboueurs sont indispensables à la propreté des villes de France.

Il suffit que les poubelles ne soient pas ramassées pendant une petite semaine pour que les bourgeois et les politicards s'indignent et se mettent à chicoter comme des souris pour ne pas dire comme des rats.

Ces travailleurs sont indispensables pour assurer l'hygiène et faire en sorte que notre quotidien soit respirable.

Ces travailleurs méritent le respect. Il est inadmissible de les considérer comme des sous-hommes tout simplement parce qu'ils exercent un métier que la plupart de ceux qui les critiquent sont incapables de l'exercer car il faut se lever à l'aube, courir derrière un camion, pousser des containers, porter des sacs poubelle souvent très lourds et puants et ce, quelle que soit la météo.

Ces travailleurs de l'ombre et de la nuit font un métier dangereux et pénible. Les risques d'accidents sont énormes tant pour leur santé que pour leur intégrité physique. Ils exercent un métier de salubrité publique qui équivaut à celui de médecin. Ce mot devrait être prononcé avec beaucoup de respect un peu comme lorsque l'on s'adresse à un médecin, avocat, juge, en y accolant Monsieur ou maître…

Éboueur devrait être un nom propre !

Oui, Messieurs et Mesdames les censeurs, pendant que vous êtes encore dans vos lits douillets, les éboueurs et les ripeurs sont au cul des camions poubelle. Et lorsque vous sortirez, vous pourrez vaquer à vos occupations ou vous promener sur des trottoirs. Vous trouverez des rues bien propres, sans vous salir, sans rencontrer des rats et sans risquer de respirer des odeurs nauséabondes.

Le métier d'éboueur devrait être reconnu comme le premier métier de salubrité publique car les éboueurs sont les protecteurs de l'environnement et qu'enlever les « ordures » permet de rendre les villes accueillantes et respirables.

Classe contre classe

D'ailleurs la grève que ces travailleurs mènent aujourd'hui pour sauver le système de retraites par répartition montre que s'ils cessent le travail, ce sont les villes qui croulent sous les immondices et la puanteur… Ce ne serait que justice qu'ils puissent partir en retraite à taux plein et à 50 ans, que leur salaire ne soit plus squelettique mais digne, à la hauteur de la pénibilité du travail, c'est-à-dire de quoi vivre très décemment.

N'en déplaise à cet ancien président de la République, Nicolas Sarkozy qui le 5 juillet 2008 déclarait lors d'un conseil national de l'UMP : « *Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit.* »

Il faudra revoir votre jugement Monsieur Sarkozy, car l'actuelle grève des éboueurs donne des boutons à la bourgeoisie, aux patrons et aux politicards de votre acabit. Pensez donc ces éboueurs que vous méprisez se permettent de faire de nos villes et notamment de Paris les plus grandes poubelles de France et mettent en difficulté ce pouvoir de classe. Je souhaite que ce mouvement aille au bout et que les poubelles ne seront ramassées que quand la réforme des retraites et tous ceux qui l'ont initiée seront dedans.

Justhom

FAITS D'HIVER QU'ON LEUR DONNE DE LA BRIOCHE !

Notre royal président ne comprend rien à ce qui se passe.

« *Merde, j'ai quand même été sacré président avec 23 % des votants au premier tour (soit quand même, malgré 50 % d'abstention, 12 % des inscrits). Et au deuxième tour avec un peu plus de 50 % des votants, soit malgré toujours 50 % d'abstention, 25 % des inscrits. Bon d'accord, ceux qui ont voté pour moi au deuxième tour ont surtout voté contre l'autre. N'empêche, je suis légitime. Mais, alors, que veulent ces manants ? Pourquoi ces gilets jaunes, pourquoi ces jacqueries contre MA réforme des retraites ? Je ne comprends pas.*

Bon, grand seigneur, je leur ferai l'aumône d'un petit (tout petit, car il ne faut pas exagérer) chèque, car, c'est vrai, l'inflation, le coût de l'énergie, la guerre en Ukraine, la sardine bouchant le port de Marseille… c'est un problème quand on demande un crédit pour s'acheter une Rollex. Et puis, comme d'hab, je leur ferai de beaux discours bl a-bla-bla sur la fin de vie, le réchauffement climatique, la problématique de l'eau… Merde, ils ont l'habitude, ça devrait les calmer. »

En 1789, quand le peuple manifestait devant les grilles du palais de Versailles, la reine Marie-Antoinette avait demandé ce qu'il voulait. « *Du pain, majesté, du pain, et il n'y en a plus !* ». « *Ah bon, et bé, qu'on lui donne de la brioche !* ».

On connaît la suite. Visiblement, notre royal président l'ignore puisqu'il ne comprend pas pourquoi autant de manifestants arborent de plus en plus de pancartes représentant une guillotine.

Une royale inattention !

Jean-Marc Raynaud
Oléron, le 2 avril 2023,
deux heures moins cinq
avant la révolution.

Les origines africaines de la démocratie

Le texte qui suit est la traduction d'un article universitaire (nous n'avons pas inclus les notes et citations) publié en anglais par Academia Letters en avril 2021. Bernd Reiter est un professeur de sciences politiques à la Texas Tech University, un auteur de plusieurs livres, un activiste et a déjà publié dans Anarchist Studies.

Dans ce bref essai, j'affirme que la démocratie est née dans l'Afrique ancienne, et non dans la Grèce antique, et donc que la focalisation hégémonique de l'histoire mondiale sur la civilisation s'avère erronée et trompeuse. Cette focalisation, après tout, détourne notre attention collective vers les empires, les royaumes et les dynasties et, ce faisant, occulte une autre histoire, plus pertinente pour la démocratie : l'histoire de l'autonomie, de l'égalitarisme, de la résistance au contrôle de l'État et de la véritable démocratie. La véritable démocratie étant définie ici comme l'autogestion par les citoyens ordinaires, et n'étant pas liée au vote et certainement pas aux élections et à la représentation politique. Elle a vu le jour en Afrique.

La contre-histoire

La plupart des historiographies racontent l'histoire des sociétés humaines comme celle d'une civilisation. Selon l'*Encyclopedia Britannica* : « *En général, la civilisation implique l'émergence d'institutions juridiques et l'acquisition d'un monopole légal de la force par un gouvernement. Ces développements ont rendu possibles les villes et les empires de l'époque classique et la croissance de populations denses* ».

Il y a cependant une autre histoire à raconter : celle des gens ordinaires et de leur résistance contre le type de civilisation caractérisé par la règle, la hiérarchie ●●●

« SOLON DEMANDE DE S'ENGAGER À RESPECTER SES LOIS », ILLUSTRATION DE LIVRE (AUGSBOURG 1832)

Les origines africaines de la démocratie

●●● et l'exploitation. James Scott nous a fourni une telle contre-histoire en décrivant la lutte de sociétés telles que les Gumlao, dans les montagnes Zomia des hauts plateaux birmans. Murray Bookchin a également tenté une contre-histoire de ce type, même s'il se concentre uniquement sur l'Europe et l'Amérique. Ronald M. Glassman a, lui, écrit une monographie en quatre volumes sur les origines de la démocratie dans les tribus, les villes-États et les États-nations, consacrant un volume entier aux origines tribales.

Ce n'est que lentement et à contrecœur que l'on a dû laisser certains individus s'emparer du pouvoir villageois. »

Un traitement plus complet et global des personnes ordinaires qui résistent aux règles et à la hiérarchie doit commencer en Afrique et raconter l'histoire de la résistance contre le pouvoir de quelques-uns sur le plus grand nombre et contre la destruction de l'égalitarisme largement dominant, caractéristique des chasseurs-cueilleurs.

La phase suivante de ce récit historique devrait porter sur des démocraties villageoises égalitaires, que nous devons concevoir comme l'étape historique subséquente de l'histoire de l'humanité, qui, à ce stade, était encore l'histoire de l'Afrique.

Ce n'est que lentement et à contre-cœur que l'on a dû laisser certains individus s'emparer du pouvoir villageois et le concentrer entre leurs mains, après la sédentarisation. Le régime héréditaire a dû constituer l'étape suivante de cette histoire, où chaque étape a dû être contestée et susciter une résistance active, en particulier de la part de tous ceux dont le souvenir de l'égalitarisme avant la sédentarisation était encore vivace. Aujourd'hui encore, on trouve dans différentes régions d'Afrique des villages qui pratiquent la démocratie villageoise, même si la colonisation a fortement dénaturé cette ancienne pratique. Dans des endroits comme le Botswana, par exemple, on trouve de nombreux exemples d'un régime villageois égalitaire ininterrompu.

La démocratie

La démocratie signifie que le pouvoir est exercé par les gens ordinaires. Cette terminologie remonte à la Grèce antique, comme chacun sait. La démocratie n'a rien à voir avec le vote et les élections. Dans la Grèce antique, la plupart des fonctions publiques étaient attribuées par tirage au sort et tous les citoyens, c'est-à-dire les hommes libres nés en Grèce, participaient activement à la prise de décision collective, pratiquant ainsi la démocratie directe, sans intermédiaires, sages ou représentants.

Cependant, la prise de décision collective n'est pas une invention grecque ; elle est beaucoup plus ancienne. En fait, de nombreuses preuves indiquent que les humains ont pris des décisions collectives pendant la majeure partie de leur existence en tant qu'espèce, espèce capable de parler, ce qui fait remonter ceci à 100 ou 160 000 ans !

Les preuves archéologiques disponibles indiquent que les sociétés pré-néolithiques étaient des sociétés égalitaires, sans chefs ni hiérarchies prononcées, et certainement sans représentants. Glassman appelle ce stade de la démocratie précoce « *démocratie au feu de camp* », en se basant sur les sociétés contemporaines de chasseurs-cueilleurs. C'est avec la révolution néolithique et l'établissement des premières colonies que la hiérarchie s'immisce dans les affaires humaines sous la forme de rois, de chefs, d'aristocrates et de tous ceux qui établissent un pouvoir sur autrui. Enfin, c'est dans l'Angleterre médiévale que la représentation politique entre dans l'histoire, lorsque les gens commencent à élire ceux qui les gouvernent.

La Grèce et l'Afrique

On attribue à la Grèce antique, après les réformes menées par Solon en 596 avant notre ère, la fondation de la démocratie. Mais, à y regarder de plus près, ce n'est pas la démocratie elle-même que les Grecs ont inventée, mais l'institutionnalisation de la démocratie. En effet, comme nous venons de le voir, les sociétés préhistoriques étaient démocratiques, selon la définition même que les Grecs donnaient à ce terme, à savoir le « *gouvernement des gens moyens* ». Certaines sociétés sont restées démocratiques et égalitaires, se gouvernant elles-mêmes collectivement jusqu'à aujourd'hui, soit en ne se sédentarisant pas et en évitant donc la condition préalable (la sédentarisation) à tout gouvernement, soit en se cachant dans les forêts et les jungles, soit encore en se retirant dans les montagnes et en échappant aux États et au pouvoir politique. Selon James Woodburn, certains chasseurs-cueilleurs défendent activement l'égalitarisme, et ce, depuis longtemps. Chez les Hazda d'Afrique de l'Est qu'il a étudiés dans les années 1970 et 1980, les institutions politiques s'opposent à l'établissement d'un prestige personnel, d'une hiérarchie et d'une concentration du pouvoir. Le même engagement en faveur de l'égalité et de l'égalitarisme est signalé chez les ! Kung d'Afrique du Sud. Pour Woodburn, « *Chez les ! Kung comme chez les Hadza, les individus qui possèdent des objets dont ils ne semblent pas avoir un besoin immédiat sont très fortement poussés à s'en défaire et de nombreuses possessions sont données presque aussitôt qu'elles sont obtenues. Généralement, je pense, sans aucune*

GROUPE DE HAZDA. PHOTO : ROSHNI LODHIA
LA KGOTLA **OU LIEU DE RÉUNION PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTÉ 24**, MUSÉE NATIONAL DU BOTSWANA

attente de retour ». Les Oromo d'Afrique de l'Est continuent de pratiquer une forme de démocratie de conseil, même si elle a été affaiblie d'abord par la domination coloniale, puis par les impositions de l'État-nation éthiopien.

De même, chez les Tolaï de Papouasie Nouvelle-Guinée, une société matrilinéaire de l'archipel de Bismarck, l'accumulation de richesses personnelles est contrecarrée par des rituels funéraires qui conduisent à une distribution des richesses accumulées par une personne à sa mort. Epstein explique que « *lors des rites mortuaires d'un homme riche, la quasi-totalité de son stock de tambu* [monnaie en coquillages] *était distribuée, ainsi qu'une partie du stock appartenant à ses proches, de sorte que l'arène du pouvoir restait toujours grande ouverte à l'entrée de nouveaux concurrents entreprenants* ».

De nombreuses sociétés autochtones et indigènes des Amériques ont créé des institutions politiques similaires, qui diluent la concentration du pouvoir entre quelques personnes ou un individu, protégeant ainsi l'égalitarisme intergénérationnel et garantissant la participation politique de tous sur un pied d'égalité.

Kgotla

La *Kgotla*[1], un système de démocratie villageoise, a des racines antérieures à la colonisation et a été intégré dans la constitution post-indépendance du Botswana.

Pour de nombreux Botswanais, la *Kgotla* est à l'origine de la démocratie moderne. Lorsqu'il évoque la gouvernance locale au Botswana, K. Sharma constate que *"le Botswana a des antécédents louables en ce qui concerne la croissance et le fonctionnement des collectivités locales dans le contexte africain. Il dispose d'un environnement politique démocratique propice et favorable au développement des collectivités locales. La paix, la stabilité et l'État de droit règnent dans tout le pays. La liberté d'expression, de critique et d'opposition existe également. La participation du public à l'élaboration des politiques publiques, à la planification et à la mise en œuvre du développement s'est accrue régulièrement.* »

Conclusion

Il semble que les véritables démocrates de l'histoire de l'humanité soient les groupes et les sociétés qui ont résisté ou échappé à l'autorité et à la hiérarchie, en maintenant l'égalitarisme jusqu'à aujourd'hui ; des gens comme les ! Kung, les Hazda, les Bambenga, les Mbuti, les Batwa, les Bayaka, et bien d'autres en Afrique, en Asie, et parmi les peuples indigènes et autochtones d'Amérique. Ils ont généralement échappé à l'établissement d'un pouvoir sur les autres en se retirant dans des régions difficiles d'accès : hautes montagnes, comme les Wintukua de Colombie ou les Gumlao, jungles denses (Bambenga, Mbuti et Batwa), ou en ne s'installant pas et en échappant ainsi à l'empiétement du pouvoir de l'État (Hazada et ! Kung).

"Dans certains cas, la démocratie villageoise reste une réalité à ce jour. »

Une fois que les gens ont commencé à se sédentariser, vers 10 000 avant notre ère, la hiérarchie et le pouvoir sur autrui ont commencé à empiéter sur l'égalitarisme. Les Grecs de l'Antiquité ont réussi à institutionnaliser une forme de gouvernement qui permettait un gouvernement direct dans les villes, par l'établissement de lois qui exigeaient la participation active de chacun, organisant la vie collective de telle sorte que si le gouvernement était une réalité, au moins chaque citoyen avait la possibilité, et l'obligation, d'y participer activement, devenant ainsi de temps en temps un dirigeant d'autrui.

Cependant, la démocratie villageoise a été institutionnalisée en Afrique bien avant que Solon ne mène ses réformes à Athènes. Solon lui-même a étudié à Alexandrie avant d'instituer le conseil des 400 à Athènes et nous devons supposer que ses propositions ont été influencées par ce qu'il avait appris en Égypte.

Les données disponibles suggèrent que l'évolution progressive de l'égalitarisme vers l'établissement dans des villages est passée par une phase de démocratie villageoise avant que les rois et les chefs ne soient en mesure d'usurper le pouvoir. Dans certains cas, la démocratie villageoise reste une réalité à ce jour.

L'institutionnalisation progressive de la démocratie villageoise, avec des règles, des lois et des procédures convenues collectivement, a dû se produire pendant la révolution néolithique en Afrique, il y a environ 10 000 ans.

Academia Letters - avril 2021 - Bernd Reiter

Bernd Reiter
Traduit par *N*estor Potkine

1) *Wikipédia* dit ceci de la *Kgotla* : « Au Botswana, la *Kgotla* est une sorte d'agora traditionnelle placée généralement au centre du village. Ce lieu sert de forum, de conseil de communauté et de cour de justice ; il est dirigé par le chef de village. Pour les Botswanais, « *la forme de guerre la plus loyale, c'est le dialogue* » (en Setswana : *ntwa kgolo ke ya molomo*). Dans la *Kgotla*, chaque personne du village a le droit de parler sans être interrompue. Lorsque ces participants sont à l'intérieur de la *Kgotla*, ils ont l'autorisation de s'exprimer parfaitement librement, sans que quiconque puisse leur en tenir rigueur une fois la séance terminée. Néanmoins, toutes les discussions entamées dans la *Kgotla* doivent aboutir à un consensus. » Ndt.

Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées

Les anarchistes existent depuis qu'il y a des raisons de se révolter contre l'inacceptable et l'intolérable de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain. Mais surtout depuis qu'il y a des raisons de penser qu'il pourrait en être autrement.

Y'en a pas un sur cent et pourtant ils existent, chantait Léo Ferré. Ça, c'est pour les bonnes années. Les années en « r » comme révoltes et révolutions. Car, le reste du temps, les années toujours en « r » comme répressions et résignations, on est beaucoup moins. Tellement moins qu'on nous a enterrés cent fois. Mais on n'enterre pas la vie et encore moins l'espoir en une vie digne de ce nom, c'est-à-dire de liberté, d'égalité et d'entraide. L'espoir en cette vie est immortel. Enfin, et c'est nouveau, tant que certains psychopathes, assoiffés de profit et de pouvoir, n'auront pas réussi « l'exploit », suicidaire, de rayer de la carte les conditions (écologiques) même de leur vie, de la nôtre et de la vie tout court. Affreux, sales, méchants et... CONS !

Spartacus, Robin des Bois... c'était nous. Comme la révolution de 1789, la Commune de Paris, la révolution russe de 1917, la révolution espagnole de 1936, Mai 68... Nous, aux côtés de tous les révoltés et au cœur de toutes les révoltes. Nous, surtout, avec des projets, des plans, des solutions, des alternatives... à l'intolérable et à l'inacceptable. Et c'est, bien évidemment, surtout pour cela que nous sommes craints comme la peste par les maîtres du monde et même par une partie, aliénée, manipulée et lobotomisée, des victimes de ces mêmes maîtres du monde. Car, c'est dramatique, mais c'est comme ça, l'être humain aspire autant à la liberté, à l'égalité et à l'entraide, qu'il en a une peur bleue. Car, vieux proverbe, est-ce que dans cette aventure on ne risque pas de perdre le peu que nous avons de moins en moins ?

Reste que si avec les jacqueries, ça se règle à coups de fusil, et si avec les révolutions sociales que prônent les anarchistes ça se règle à coups de canon, ni les coups de fusil, ni les coups de canon ne résolvent le problème des CAUSES des jacqueries et des révolutions sociales. Et c'est là le secret de notre INCREVABILITÉ.

Increvables... jusqu'à ce que vie s'ensuive !

Alors oui, increvables anarchistes, éternels Jacques de la révolte, forcenés de la révolution sociale, irréductibles de l'anti-capitalisme, de l'anti-militarisme, de l'anti-cléricalisme, de l'anti-sexisme, de l'anti-racisme et de l'anti-tout ce qui relève de l'intolérable et de l'inacceptable, éternels troubadours d'un monde désirable, possible et crédible de liberté, d'égalité, d'entraide, refusant le pouvoir (les petits comme les grands) de qui que ce soit sur qui que ce soit... Tellement increvables que nos cimetières débordent depuis toujours de nos défaites.

Alors oui, les anarchistes sont increvables ! Mais, si vous saviez à quel point on souhaiterait n'avoir plus de raisons de l'être ! Si vous saviez à quel point notre rêve se résume à ne plus avoir de raisons d'être d'increvables anarchistes. Si vous saviez à quel point, parce que dévorant, avec tous et toutes, les fruits d'une vie digne de ce nom, nous avons simplement envie de vivre et de remiser l'anarchisme au rayon de l'inutile !

Jean-Marc Raynaud

1871-1914
LES PRÉMICES

1914 -1921
LE CHAOS

1921 -1936
LE TEMPS DES DUPES

1936
LE FRONT POPULAIRE

1936 -1939
ESPAGNE

Témoignage
À propos d'André Breton

En dévorant ce lourd pavé libertaire qu'est *Increvables anarchistes*, je découvre avec plaisir le fac-similé annonçant le décès d'André Breton (page 374). « *André Breton est mort. Aragon est vivant. C'est un double malheur pour la pensée honnête.* »

Ce matin-là, nous étions quelques-uns – rares – à distribuer ce faire-part au cimetière des Batignolles.

Devant le cercueil, les héritiers du mouvement surréaliste se regardaient en chiens de faïence, un peu gênés. Nous étions juste quelques jeunes gens rendant hommage à notre manière à l'immense poète que fut Breton, le révolté, le rêveur éveillé d'un monde à venir. Les argousins voulurent nous évacuer, en vain.

Aube, fille de Breton et femme de mon vieux pote Elléouët, est venue me dire : « *Benoist, André aurait aimé cet adieu* ».

Benoist Rey
Mars 2023

1940-1947
RÉSISTANCES

1947-1967
LE VENT SE LÈVE

Notre Histoire

« Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur… Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé »

1984 - George Orwell

Très bonne initiative donc des Éditions libertaires qui viennent de publier *Increvables anarchistes*. De quoi s'agit-il ? d'un ensemble de textes réunis par Wally Rosell qui nous font revisiter 150 ans d'Histoire(s) de l'anarchisme et des anarchistes. Textes parus dans *Le Libertaire*, puis le *Monde libertaire* et dans diverses revues de notre mouvement. Pour les plus anciens d'entre nous, piqûre de rappel ; pour les plus jeunes, excellent.

Résumé de notre histoire en France et ailleurs

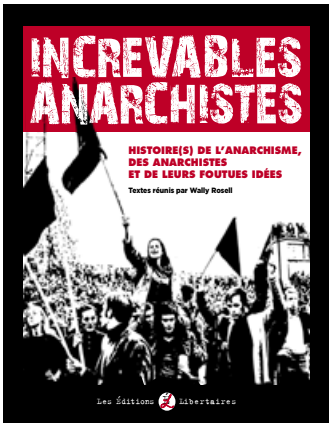
De la Commune de Paris à la Révolution espagnole, en passant par la naissance du syndicalisme révolutionnaire, les Bourses du Travail, la création de la CGT, l'éducation libertaire, la Révolution russe, les deux Guerres mondiales …
Que disaient les anarchistes ? Que faisaient les anarchistes ? Tout est dans cet ouvrage qui s'arrête à l'aube de Mai 68 (rassurez-vous, un second volume est en cours d'élaboration qui nous mènera jusqu'à nos jours).

Increvables ! les anarchistes et leurs foutues idées

Oui, cet ouvrage nous le démontre tout au long de ses 400 pages, soit un vrai pavé (mais pavés et anarchistes ont toujours fait bon ménage). Richement illustrés de reproductions d'affiches, tracts, photos, dessins, les textes soulignent la place que les anarchistes ont toujours occupée dans les luttes sociales et sociétales pour en finir avec ce vieux monde d'inégalités et d'oppressions, et faire advenir un autre futur de liberté et d'entraide. C'est bien pourquoi on retrouve toujours les anarchistes au cœur des révoltes et révolutions, hier comme aujourd'hui.

La lecture d'*Increvables anarchistes* nous le rappelle ou nous l'apprend. Inutile de préciser que l'acquisition de cet ouvrage s'impose, soit en vous le procurant à notre librairie fédérale (145 rue Amelot-75011-Paris) ou en le commandant aux Éditions Libertaires (35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 -Saint Georges d'Oléron).

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí



COLLECTIF
Increvables anarchistes
Histoire(s) de l'Anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées.
Textes réunis par Wally Rosell.
Les Éditions Libertaires.
402 pages richement illustrées,
Format 21 x 26. 35 euros.
En vente à la librairie Publico.

TURQUIE
Justice pour Pinar Selek

Afin d'accroître la visibilité de l'injustice qui frappe Pinar Selek, les différents comités de solidarité avec Pinar ont réussi à mobiliser des universitaires et responsables d'universités, des associations de défense des droits humains, des militantes féministes, des syndicalistes, des maisons d'éditions, des artistes, des journalistes, des député·es, des conseillers municipaux,... de France, Suisse, Belgique, Allemagne, Italie, Norvège,... : ainsi une centaine de solidaires, comme les appelle Pinar, se sont rendu·es à Istanbul, au Tribunal d'Istanbul Adalet Sarayı, aux côtés des avocat·es pour ce cinquième procès qui s'inscrit depuis 25 années dans une mascarade judiciaire. D'autres solidaires étaient auprès d'elle à Paris.

Dans la liste des actions de solidarité, quelques dates en mars 2023 : le 6, le campus de l'Institut national supérieur du professorat et de l'Éducation de l'académie de Nice change de nom et devient le Campus Pinar Selek. Des conférences de presse se sont tenues à Marseille le 11, à Nice le 20 avec une soirée de soutien le 25, puis une autre conférence de presse au Pen Club Français à Paris le 29 et une soirée de soutien à l'Hôtel de Ville de Paris le même jour.

Et le 31, ce fut dans les locaux de la LDH, lieu symbolique de l'affaire Dreyfus, que l'audience d'Istanbul fut suivie à distance dans ses moindres détails. Par ailleurs, Azucena Rubio me confiait que le comité de soutien de Lorient avait prévu une cuvée Pinar Selek auprès des descendants Reclus, vin de Graves bien fameux ! Quant aux universitaires, ils et elles insistent sur l'universalité du savoir et l'inconditionnalité de la liberté d'expression des chercheurs.

Une militante engagée auprès des groupes opprimés

Pinar, née en 1971 à Istanbul, est issue d'une famille engagée à gauche. Son père est avocat, il a passé quatre ans et demi en prison. Sa mère est pharmacienne et reçoit de nombreux·ses militant·es dans sa boutique.

À la fin des années 1980, Pinar s'intéresse aux enfants kurdes ou roms ou enfants de prostituées, en rupture familiale, vivant dans les rues d'Istanbul. Elle leur propose de créer un atelier de rue, en squattant un bâtiment inoccupé au cœur de la ville. Celui-ci leur permet d'exprimer leur créativité par la confection d'objets en papier mâché, en poterie, en peinture : une troupe de théâtre de rue intervient même pour défendre des luttes sociales.

Elle se lie avec des personnes prostituées et réalise une étude sociologique dans une maison close. Puis, elle coorganise un réseau de sortie de la prostitution afin de les aider à se libérer des griffes des proxénètes.

Elle prend fait et cause lorsque les personnes transsexuelles et travesties risquent d'être délogées par les milices fascistes, « les Loups gris », à coups de cocktails Molotov et de bastonnades.

Elle débute ensuite une recherche universitaire sur la résistance kurde, en menant des entretiens avec des militant·e·s kurdes, afin de comprendre les causes sociales et les modalités de leur mobilisation. Là, elle franchit la ligne que le pouvoir turc ne peut accepter : une Turque qui s'intéresse aux Kurdes !

Elle est arrêtée le 10 juillet 1998 par des policiers en civil qui en profitent pour saccager l'atelier de rue.

Persécution judiciaire

Dès lors, Pinar Selek est harcelée par la justice turque. Elle est emprisonnée durant deux ans et demi, pour avoir osé organiser des entretiens avec des Kurdes pour ses recherches sociologiques, et torturée pour avoir refusé de donner leurs noms. Le pouvoir turc décide alors d'en faire une terroriste en fabriquant de toutes pièces des éléments qui montreraient sa responsabilité dans l'explosion du Marché aux épices d'Istanbul le 9 juillet, alors que de nombreux rapports officiels établissent que l'explosion relève d'un accident d'une bonbonne de gaz.

Libérée des geôles turques, elle cofonde en 2001, l'association féministe *Amargi*, afin de lutter contre les violences faites aux femmes, avec la publication d'une revue théorique du même nom, et une librairie féministe.

En 2006, lors d'un premier procès, un témoin, qui l'accusait d'avoir posé la bombe au Marché des épices, se rétracte et confie que ses aveux ont été obtenus sous la torture. Pinar est donc relaxée mais le procureur fait appel. En 2008, elle sera de nouveau relaxée, cependant l'appel de la Cour de Cassation la fait fuir hors de Turquie. Elle travaille, à ce moment-là, sur l'antimilitarisme et l'objection de conscience. Elle en fait un ouvrage en 2008, *Sürüne Sürüne erkek olmak*, (*Devenir homme en rampant. Service militaire en Turquie et construction de la classe de sexe dominante*, traduction, L'Harmattan, 2014) : elle analyse, à partir du service militaire en Turquie, les liens entre la construction sociale des hommes et la production structurelle du pouvoir masculin et de la hiérarchie sociale, au détriment des femmes. Elle découvre aussi l'écologie sociale avec les écrits de Murray Bookchin, et s'engage, à Istanbul, notamment, sur les mutations urbaines. C'est à Berlin qu'elle trouve un premier refuge et bénéficie d'une bourse du Pen Club.

En 2011, après le troisième acquittement, la Cour de Cassation fait à nouveau appel. Et le 24 janvier 2013, Pinar est condamnée à perpétuité par le Tribunal d'Istanbul. Finalement, elle arrive en France en 2012 et soutient sa thèse en science politique à l'Université de Strasbourg en 2014, sur les formes de mobilisation en Turquie. Sa condamnation est annulée en juin 2014 par un quatrième acquittement.

PINAR SELEK (AU CENTRE) LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE À STRASBOURG LE 25 JANVIER 2013. À SA GAUCHE L'ÉCRIVAIN ET JOURNALISTE GÜNTER WALLRAFF.

C'est reculer que d'être stationnaire…

Inlassablement, elle poursuit ses travaux universitaires et publie : *Loin de chez moi mais jusqu'où ?* (Éd. iXe, 2012), *La Maison du Bosphore* (éd. Liana Levi, 2013), *Parce qu'ils sont Arméniens* (Liana Lévi, 2015), et des contes comme *Verte et les oiseaux* (Éd. Les Lisières, 2017), ou *Algue et la sorcière* (Éd. Les Lisières, 2021) ou encore *Azucena ou les fourmis zinzines* (Éd. Des Femmes, 2022) : les fourmis sont peut-être petites mais nombreuses, alors… Elle apparaît ainsi en tant que sociologue, écrivaine, poétesse, antimilitariste, féministe et anarchiste, et continue de s'intéresser à tous les groupes les plus marginalisés et discriminés, à toutes les minorités. Après Strasbourg, elle obtient un poste à l'Université de Nice, grâce aux soutiens universitaires, et reçoit la nationalité française en 2017.

La Cour pénale de Turquie l'a acquittée quatre fois des charges qui pesaient contre elle en 2006, 2008, 2011 et 2014. Mais, elle est condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité pour terrorisme, en janvier 2017, par la Cour pénale d'Istanbul. L'acharnement du pouvoir politique turc est sans limites. L'agence de presse publique turque annonce le 21 juin 2022, l'annulation, par la Cour suprême de Turquie, de la totalité des acquittements. En janvier 2023, est lancé un mandat d'arrêt international pour une énième date d'audience fixée au 31 mars 2023. Dans le contexte politique du régime d'Erdogan, ce sont sans arrêt des restrictions de liberté et une multiplication des violences contre l'ensemble des minorités et des opposants politiques, notamment contre les Kurdes. La date n'est donc pas choisie au hasard : il était important pour le pouvoir turc de condamner la sociologue et de se débarrasser ainsi de ce dossier avant les élections présidentielles du 14 mai 2023.

Le 31 mars, une audience sous haute tension

Le pouvoir turc ne s'attendait pas à un tel soutien sur place. Aussi, il décide de nasser la délégation d'une centaine d'européen·nes venue pour observer le procès, et met à distance les 500 autres manifestant·es. Une présence policière disproportionnée visait à intimider et à empêcher la tenue sur place de la conférence de presse prévue : reconnaissance de la force solidaire et aveu de la faiblesse du pouvoir turc ! La délégation finit par entrer par petits groupes, mais une partie seulement. Les avocat·es font remarquer que l'accusée n'est pas présente et de fait la Cour d'Assises d'Istanbul en sa 15e chambre décide de reporter les débats au 29 septembre 2023, et confirme le mandat d'arrêt international.

À ce jour, il est important que Pinar soit protégée autant du risque d'attentat que celui d'extradition. Elle doit pouvoir continuer à circuler librement. Aussi, l'ensemble des solidaires ainsi que sa famille et ses avocats continuent de lutter activement pour le droit et la justice.

Inquiétude et espoir, le combat continue

À Nice, Pinar poursuit ses recherches tout en s'engageant dans un collectif féministe œuvrant sur la solidarité avec les femmes migrantes, notamment sur la frontière Italie-France. Sans cesse, elle explore pour faire advenir un monde libéré de toutes les dominations patriarcales, capitalistes et écologiques et aussi nationalistes, tout en faisant le lien entre toutes ces luttes.

« Jusqu'à aujourd'hui, j'ai résisté pour ne pas me soumettre, mais aussi face à la répression pour continuer à créer, à travailler sur des questions de recherche[…]*, à réfléchir, à agir et à vivre* […] *»,* dit-elle.

Pinar, c'est le courage, la ténacité, la combativité, la joie de vivre malgré toutes les épreuves. Elle ne se soumettra jamais ! Elle ne lâchera rien ni pour elle ni pour tous les opprimé·es.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

www.pinarselek
Guillaume Gamblin, *Pinar Selek, une résistance créative par-dessus les frontières*, *Casse-rôles* n°6.
Communiqué de la Coordination des Collectifs de solidarité avec Pinar Selek : *Inquiétude mais aussi espoir après l'audience du 31 mars à Istanbul, le combat continue*.

ISRAËL
La guerre civile ?

Un homme ne veut pas aller en prison. Il se bat. Il s'allie. Il prend dans son camp des hommes dangereux. Ces derniers le font chanter. Soit il accepte leurs conditions, soit il va en prison, ce qui n'est pas forcément sûr mais une possibilité. Cet homme au faîte de son pouvoir ne peut accepter cela. Son nom ? Tout le monde le connaît ! Il s'appelle Netanyhaou. Les deux hommes qui le font chanter se nomment Itamar Ben Gvir, Bezalel Smotrich, accompagnés de leur affidé Arié Dery. Cela vaut le coup de s'arrêter sur la biographie de chacun d'entre eux.

Itamar Ben Gvir, poursuivi comme émeutier, a été nommé ministre de la Sécurité publique. Il vient d'échanger son soutien à la pause annoncée par Nethanyaou contre la promesse de créer une Garde nationale. Selon le chef de la police israélienne, « *Ben Gvir veut former une milice privée pour ses besoins politiques* » et « *recruterait dans ses rangs, la Jeunesse des collines* », des colons extrémistes.

Bezalel Smotrich, extrémiste religieux comme Ben Gvir, a été nommé ministre des Finances en charge de l'administration de la partie occupée de la Palestine et donc du développement des colonies de peuplement. Pour lui, le peuple palestinien n'existe pas. C'est une invention.

Arié Deri, condamné à trois ans de prison pour corruption, a été nommé ministre de l'Intérieur et de la Santé. Sa nomination a été invalidée par la Cour suprême. Malgré cela, Nethanyaou l'a nommé observateur au cabinet spécial de sécurité.

Les religieux font la, ou plutôt les lois

Cette invalidation est venue alimenter la haine de ces extrémistes religieux envers cette institution qui ne rend de compte à personne. Ils veulent soumettre la nomination des juges au Parlement, c'est à dire à la majorité qu'ils contrôlent. Voilà pourquoi la rue israélienne s'agite.

Laissons la parole à une chroniqueuse de droite, Sara Haetzni-Cohen. Elle vient de déclarer « *qu'un tel suicide de la part de la droite n'a jamais été observé ici depuis longtemps* ». Elle a ajouté qu'il n'était pas seulement question de la Cour suprême mais aussi d'autres décisions, comme la loi qui autorise les cadeaux faits aux fonctionnaires, sans contrôle, la loi qui accorde l'immunité face aux poursuites à un Premier ministre, la loi sur les enregistrements qui interdit aux journalistes de diffuser, sans leur consentement, les enregistrements de politiciens, la loi Deri qui autorise les politiciens condamnés par la justice à occuper un poste de ministre, la loi sur le département des enquêtes de la police qui affaiblit la supervision de la police dans les cas de violences policières, la loi préavoyant la prise de contrôle de la Commission centrale électorale, la loi sur le Mur des Lamentations qui rend passible d'une peine de prison le port d'une tenue vestimentaire « indécente »

pour les femmes qui se rendent sur le lieu saint, la loi sur le *hametz* qui permet aux hôpitaux d'interdire l'entrée de produits alimentaires non-casher à Pessah (la Pâque juive). Il y a des lois qui sont dangereuses, comme le projet de loi sur « *l'immunité des soldats de Tsahal* », qui pourrait, amener « les *meilleurs de nos fils et de nos filles* » devant le tribunal de La Haye. Dernière en date, la ministre de la Santé a appelé à « *révoquer les permis d'exercer* » de tous les médecins qui ont participé à la grève contre le projet gouvernemental.

Le risque d'une guerre civile est annoncé par beaucoup, Nethanyaou lui-même décide de faire une pause pour éviter « la *guerre civile* ».

Sur le site K-La revue, il est possible de lire un article très argumenté dont voici quelques extraits ; « *Aujourd'hui, pour la première fois en 74 ans d'histoire d'Israël, on entend parler de la possibilité d'une guerre entre frères ou d'une guerre civile.* [...] *la crainte des Israéliens que le seuil de non-retour n'ait déjà été franchi.* » Dans ce même article il est fait référence à la destruction du deuxième Temple : une secte, les Zélotes voulaient hâter la réalisation des promesse divines. Massacre des grands prêtres et prise de Jérusalem. Les Romains répriment et, en 70, le deuxième temple est détruit. L'auteur de l'article rappelle qu'aucun royaume juif post-biblique n'est parvenu à survivre à la huitième décennie de souveraineté.

Dans toutes ces manifestations, il n'est jamais revendiqué l'extension effective des droits démocratiques aux Arabes israéliens ou aux Palestiniens. Israël est au bord du précipice.

Pourtant écoutons Yuval Dag, refuznik, qui déclare : « *Je refuse de donner mon corps et ma vie à n'importe quel système, pour n'importe quel pays, et dans la situation actuelle, surtout pas à l'État d'Israël et à l'armée israélienne* »

Pierre Sommermeyer
Individuel.

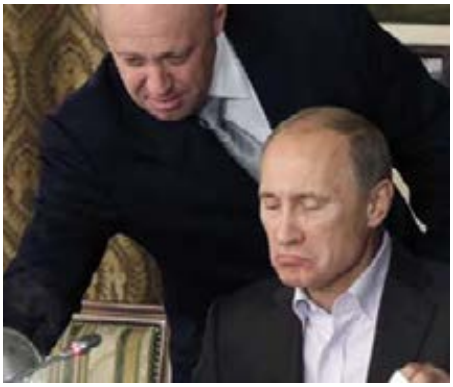
UKRAINE
Des gentlemen complets

Il y a des livres qu'on recommande de lire, mais pas d'acheter. *Moi, Marat, ex-commandant de l'armée Wagner* de Marat Gabidullin, en fait partie. Donner de l'argent à un ex-mercenaire, non merci. D'une part, le Groupe Wagner est, on le sait, une armée de mercenaires qui permet au Kremlin d'accomplir tel ou tel acte militaire en prétendant n'en rien savoir. D'autre part, en particulier aujourd'hui en Ukraine, cette entreprise de services militaires, désormais célèbre, permet d'envoyer au casse-pipe des gens dont la mort n'occasionnera en Russie guère de chagrin, et aucune réaction populaire. Surtout, et enfin, elle permet de mettre la main sur des ressources minières, à nouveau sans acte russe officiel. Les bénéfices considérables retirés de ces vols ne garnissent pas que la bourse de Prigojine, le dirigeant du groupe, mais aussi celle de Poutine, le *capo di tutti capi* de la Russie.

On sait maintenant par exemple que les débuts d'expulsion des Français de plusieurs de leurs « anciennes » colonies africaines a moins à voir avec un honorable désir d'indépendance qu'avec un meilleur pourcentage, pour les dictateurs africains, sur le vol des ressources de ces pays. À la condition que ces vols s'accomplissent sous la protection de Wagner. « Protection » au sens mafieux du terme. En général, 25% des profits des mines partent très officiellement dans la poche de Prigojine, quoique l'on ignore quel pourcentage il reverse à Poutine.

Le retour de cette version nue, évidente, éhontée, sans masque, du capitalisme-gangster (pardon du pléonasme) a déjà de quoi écœurer. Le livre de Marat Gabidullin, publié en russe en 2021 - donc avant l'invasion de l'Ukraine - dévoile toutefois un pas de plus dans l'abjection, de la part de Prigojine comme de celle de Poutine.

Car, en bons capitalistes, ils traitent leur main-d'œuvre le plus mal et, en tout cas, le moins cher possible. Les armes des Wagner s'avèrent de mauvaise qualité, vieilles, mal entretenues. Les matériels modernes sont réservés aux troupes de l'armée régulière (enfin, lorsque les officiers réguliers ne les ont pas revendus…). Les munitions sont également antiques et souvent n'explosent



PRIGOJINE ET POUTINE. CAPTURE D'ÉCRAN D'UN REPORTAGE D'EURONEWS : « MERCENAIRES WAGNER : UN PROCHE DU KREMLIN RECONNAÎT EN ÊTRE LE FONDATEUR »

pas, ou explosent trop tôt, ou trop tard. Exactement comme on le voit à présent dans l'agression contre l'Ukraine, les mercenaires servent de chair à canon, premiers à l'attaque, derniers au mess. Mauvais logements, mauvaise nourriture, à moins bien sûr que les mercenaires ne s'invitent chez l'habitant. Gabidullin ne mentionne pas les pires agissements, mais l'on sait que, depuis des millénaires, soldats et mercenaires en résidence temporaire volent, pillent, violent, torturent, incendient et tuent. Il faut bien se détendre un peu. Ces petits plaisirs ne coûtant rien à l'employeur, pourquoi en priver les employés ?

On reste donc coi devant l'ampleur des profits réalisés par le groupe Wagner : pour des salaires dérisoires, moins que des SMIC pour les bidasses, et des salaires à peine un peu plus élevés pour les sous-officiers, et pour des dépenses de matériel réduites au maximum, toucher 25% des profits de mines d'or, de diamants, de métaux rares, voire de sel comme aujourd'hui près de Bakhmut où une énorme mine de sel vient de tomber aux mains des Wagner. La baisse tendancielle du taux de profit, c'était tellement URSS des années 70 ! Non, aujourd'hui, Poutine fait dans le moderne et la croissance.

Quant aux raisons pour lesquelles des êtres humains choisissent de gagner leur vie en anéantissant celle des autres, on ne sera pas surpris du manque de pénétration psychologique de l'auteur. Pris entre le marteau de son ignorance probable, et l'enclume du désir de ne pas montrer sa profession sous son vrai jour, il reste d'une navrante banalité dans ses analyses. On voudrait pourtant comprendre les motivations réelles des mercenaires. Nulle difficulté à pénétrer celles des soldats mobilisés, probablement avant tout la peur d'aller en prison et/ou celle de fuir à l'étranger, en particulier pour les moins éduqués et les plus pauvres. L'adhésion à la propagande gouvernementale joue son rôle. Plus grand certes chez les volontaires, par ailleurs souvent attirés par la discipline militaire qui permet d'éviter de se poser des questions, de faire des choix, de prendre des risques et des responsabilités.

Mais les mercenaires ? Qui décide de devenir un assassin officiel ? Pourquoi ? Pur sadisme ? Inadaptation radicale à la vie civile… et à l'hyper-formalisme des armées officielles ? Échouage après échec ?

Ce qui suit suffira à montrer qui sont vraiment les mercenaires.

À l'été 2015, Gabidullin et son unité partent à Louhansk, une ville d'Ukraine à présent bien connue et qui, à l'époque, venait juste de tomber aux mains des miliciens séparatistes pro-russes. Citons ce que Gabidullin découvre à l'hôpital central :

« Le médecin de garde m'a tout de suite expliqué qu'en réalité le service le plus chargé n'était pas la traumatologie, comme on aurait pu s'y attendre si près du front, mais la chirurgie maxillo-faciale. "Tu crois que ce sont des combattants qui ont reçu une balle ou un éclat dans la mâchoire et qui se requinquent là ? Eh bien, non. Dans tous ces lits, ce sont principalement des femmes, les épouses ou compagnes de nos rebelles. Le mari revient du front de mauvaise humeur, il se bourre la gueule et commence à taper sur tout ce qui bouge. La femme est un être faible, et c'est sur elle qu'il passe sa colère." J'ai passé une tête dans le service. Il avait dit vrai. Les chambres étaient pleines de femmes, avec des attelles aux mâchoires et des pansements couvrant les blessures. »

Nestor Potkine
dont le pseudonyme célèbre l'Ukrainien Nestor Makhno et le Russe Pierre Kropotkine

Les anarchistes et la défense nationale

Entre illusion et hypocrisie

(seconde partie)

Quelques pistes pour une autre défense nationale.

Celle-ci ne peut être spontanée même si cela en ferait quelque chose de très sympathique. Il faut prendre en compte ceux qui viendront en face, c'est-à-dire les envahisseurs potentiels qui eux seront organisés.

Un système de défense par la désobéissance civile ne pourra être mis en pratique que si se trouvent d'abord réalisées quatre conditions qui s'enchaînent, la réalisation de la première entraînant progressivement celle des trois autres par l'effet même de la dynamique même du refus organisé.

a. La désobéissance civile ne pourra avoir l'efficacité nécessaire face à une invasion que si elle est menée par une population bien informée des principes et des techniques de la non-participation à la violence armée. La désobéissance civile ne peut pas davantage s'improviser que les autres systèmes de défense. La désobéissance civile pourrait être enseignée dans les écoles, les lycées, les universités en même temps que la pratique en serait enseignée, dans la vie active, par les groupes déjà convaincus.

b. Au fur et à mesure que s'effectuera ce travail d'information se réalisera également la deuxième condition nécessaire, c'est-à-dire la reprise en main par les individus et les collectivités d'une grande partie de leurs responsabilités actuellement abandonnées à l'État.

L'habitude de l'action de désobéissance civile fera mieux connaître aux citoyens les rouages politiques et économiques de leur pays. L'actuelle passivité civique de la grande majorité des Français est en grande partie provoquée par un profond sentiment d'impuissance et de dégoût face à la politique. En donnant des moyens d'action aux citoyens et en restituant à la politique son vrai sens et sa noblesse, la désobéissance civile est un puissant moyen de formation civique. Or, des citoyens pourvus d'un sens réel de leurs responsabilités et habitués à l'action politique de désobéissance civile seraient, pour un envahisseur, de redoutables adversaires.

c. Un des ressorts de la désobéissance civile étant la tension vers une réelle justice sociale, la désobéissance civile une fois mieux connue, jouerait d'abord en faveur des couches les plus défavorisées de la société, et cela de deux façons : en donnant aux plus démunis les moyens de défendre leurs droits légitimes et en poussant les classes moyennes à se préoccuper du sort des plus défavorisés.

Un des effets de la vulgarisation de la désobéissance civile serait donc de réduire les écarts de salaire et de niveau de vie, de supprimer des situations scandaleuses d'injustice et de donner ainsi à notre société une texture plus égalitaire et communautaire qui, en cas d'invasion, renforcerait ses possibilités de résistance (les dépenses entraînées par la course aux armements, au contraire, contribuent à ruiner l'esprit de résistance en détériorant la situation sociale).

d) La dynamique de la désobéissance civile ne peut qu'amener les citoyens (elle le fait déjà dans les groupes qui la mettent en pratique) à exiger de leur gouvernement une politique extérieure réellement orientée vers la justice et la paix : désarmement progressif, création d'un service civil international destiné à se substituer au service militaire, achat à leur juste prix des matières premières produites par les pays du Tiers-Monde, accueil et formation des travailleurs étrangers, échanges culturels fréquents avec tous les pays étrangers, etc.

La mise en place d'un tel réseau international de sympathies entrecroisées rendrait la tâche plus difficile à un gouvernement qui chercherait à obtenir un soutien populaire pour une politique belliciste et favoriserait la solution pacifique d'éventuels conflits.

Ceux qui seraient tentés de douter de cette « dynamique de la désobéissance civile » doivent tenir compte d'un fait important : le pouvoir réel que ce type d'actes donne aux gens les plus conscients et les mieux informés.

Ceux-ci, habituellement, ne disposent pas des moyens d'information qui leur permettraient de se faire entendre. Ils sont ainsi condamnés à crier dans le désert quand ils ne se résignent pas à se taire. Les techniques de désobéissance civile leur donnent, au contraire, la possibilité de se faire entendre. Qu'on songe au prestige qu'a acquis, en quelques années, Gandhi dans son pays, sans autres moyens que sa pratique de l'action directe non-violente, son courage et son intelligence.

QUAND ON PENSE DÉSOBÉISSANCE CIVILE, ON PENSE AUX NOMBREUSES MARCHES POUR LE SYMBOLE DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE NON VIOLENTE. UNE DES GRANDES MARCHES POUR LE LARZAC.

Schéma d'une défense populaire de désobéissance civile

Tout ce qui a été dit jusqu'ici concernait l'action de désobéissance civile en temps de paix. Comment cette forme d'action pourrait-elle être utilisée face à une invasion ? Nous proposons ici quelques principes généraux qui n'ont rien de dogmatique mais qui visent seulement à préciser la forme que pourrait prendre une stratégie de défense de désobéissance civile.

Trois phases doivent être distinguées :

a. Pendant l'invasion.

Si, malgré tous les efforts de la diplomatie pacifique destinée à l'empêcher, une invasion se produit, la défense de désobéissance civile sera aussi impuissante à l'arrêter que la défense militaire. L'absence de toute résistance armée rendra seulement cette première phase du conflit beaucoup moins meurtrière que les invasions auxquelles l'histoire nous a habitués. Il est même fort probable que très peu de violences seraient commises, l'envahisseur tenant toujours à se présenter comme un libérateur. Si toutefois les troupes d'invasion se livraient à ce moment-là à des violences sur la population, les méthodes d'auto-défense indiquées plus bas devraient alors être employées.

Mais de façon générale, on éviterait les affrontements avec l'armée tant que les troupes ne seraient pas stabilisées et n'auraient pas eu le temps de connaître la population telle qu'elle est en réalité et non telle que la propagande la leur avait présentée.

Une autre différence essentielle avec la défense militaire serait que toute la population, hommes compris, resterait et résisterait sur place, là où sa résistance serait la plus efficace. Le moral de la population serait ainsi préservé, alors qu'il est déjà fortement entamé par une mobilisation qui brise la plupart des familles. Les troupes d'invasion, composées de soldats déracinés, arrachés à leurs familles par la mobilisation, se trouveraient donc face à une population dont la texture sociale serait intacte et qu'une longue habitude de l'action de désobéissance civile aurait accoutumée à ne pas trop s'émouvoir d'affrontements avec la police et avec l'armée.

L'invasion aurait sans doute pour effet de souder la population contre l'envahisseur et de donner ainsi plus de cohérence à l'action de désobéissance civile.

b. Pendant l'occupation militaire.

Une fois les troupes stabilisées, commencerait la deuxième phase de la résistance qui comporterait elle-même deux aspects : l'un défensif, l'autre offensif.

La tactique défensive consisterait à interdire à l'envahisseur toute atteinte aux droits de l'homme et à défendre pied à pied les libertés publiques. Un système de liaison et de transmission rapide devrait être organisé d'avance, de telle façon que la moindre atteinte aux droits de l'homme, la moindre arrestation soit immédiatement suivie de manifestations de masse, de grèves générales, de campagnes de désobéissance civile. Dans les cas très graves (tentatives de déportation massive par exemple), des sabotages non-meurtriers pourraient être organisés par des commandos spécialisés de façon à interdire aux troupes d'invasion la réalisation de leurs projets.

Il faut insister sur le fait que cette tactique ne pourrait avoir d'efficacité que dans la mesure où la population aurait été habituée de longue date à l'action de désobéissance civile, à la vigilance civique et à la pratique de la solidarité.

Mais la stratégie de désobéissance civile comporterait aussi un aspect offensif qui renforcerait d'ailleurs l'efficacité de la tactique défensive.

Le but de la tactique offensive serait de désolidariser les troupes d'invasion de leur gouvernement, d'une part en ●●●

Les anarchistes et la défense nationale

Entre illusion et hypocrisie.
(seconde partie)

●●● manifestant aux soldats de l'armée d'invasion la plus grande amitié en tant que personnes, d'autre part en leur opposant systématiquement le plus ferme des refus d'obéissance toutes les fois qu'ils agiraient en tant que soldats aux ordres de leurs chefs et de leur gouvernement. Alors que la stratégie militaire, qui consiste à faire violence aux soldats, renforce le plus souvent la chaîne hiérarchique qui les unit à leur gouvernement, la stratégie de désobéissance civile consisterait à affaiblir cette chaîne en forçant les soldats à prendre conscience de l'injustice des ordres qui leur sont donnés. La population deviendrait alors, pour le moral des troupes un véritable bain d'acide dans lequel aucun gouvernement ne pourrait longtemps se permettre de faire tremper son armée de peur d'ennuis sérieux au moment du retour des troupes dans leur pays.

c. Après l'occupation militaire

Or, dans ces deux cas, la résistance avait été improvisée par des populations qui n'étaient nullement préparées à utiliser une telle forme de résistance. On peut légitimement penser qu'une population aguerrie à la pratique de la désobéissance civile constituerait un danger redoutable pour le moral d'une armée d'invasion. A des soldats qui sauraient n'être nullement menacés dans leur personne, mais qui sauraient également que la population refusera constamment et amicalement de leur obéir, il serait en tout cas très risqué d'ordonner une répression féroce.

C'est en cela que la tactique offensive renforcerait la tactique défensive et qu'en définitive la résistance de désobéissance civile permettrait beaucoup mieux que la résistance armée de protéger la population.

Il est évident que le risque majeur dans une résistance de ce type serait la provocation, attentats ou pseudo-attentats commis contre les troupes d'invasion ou par les troupes d'invasion pour provoquer une révolte violente de la population, qui justifierait ensuite, une répression impitoyable. Mais la résistance à la provocation fait partie du B.A. BA de la désobéissance civile.

De même, toute violence exercée sur la population serait suivie de manifestations de masse et surtout chacun serait bien conscient que, même si la résistance de désobéissance civile devait coûter des vies humaines, ce qui ne peut être exclu, toute forme de résistance violente en coûterait bien davantage.

Un autre risque découlerait très certainement de la propagande adverse. C'est de ce côté-là que serait le danger, plutôt que du côté des violences que commettraient les troupes d'occupation. La lutte deviendrait rapidement une lutte d'ordre politique. En ce sens, la capacité de résistance de la population dépendrait strictement de sa cohésion morale, ce qui serait d'ailleurs excellent à tous points de vue.

Il est évident qu'une telle forme de résistance ne peut, pas davantage d'ailleurs que la résistance militaire, être assurée d'un succès immédiat, mais il est certain qu'on voit mal comment elle pourrait avoir des résultats aussi catastrophiques que la défense armée.

PRAGUE. FOULE DE MANIFESTANTS ENTOURANT DES CHARS SOVIÉTIQUES DURANT LES PREMIERS JOURS DE L'INVASION.

On peut légitimement penser que, face à une résistance collective de désobéissance civile aussi dangereuse pour le moral de l'armée que pour la réputation internationale de l'État agresseur, celui-ci préférerait mettre en place un gouvernement de collaboration qu'il chargerait du maintien de l'ordre. La résistance se ramènerait alors à une lutte politique intérieure de type révolutionnaire à laquelle la désobéissance civile fournirait son esprit et ses techniques.

Il semble donc bien que nous n'ayons aucune raison valable d'accepter plus longtemps les démissions de la conscience morale qu'exige de nous la préparation de la défense militaire (essais nucléaires et ventes d'armes en particulier) ni les atteintes à la personne humaine et les atrocités que comporte toujours sa mise en pratique.

La défense militaire mérite-t-elle en effet la confiance qu'on lui accorde et les sacrifices de toute espèce (financiers, intellectuels, moraux) qu'on lui consent ? Du moment qu'il existe une autre voie dont tout permet de penser qu'elle serait moins dangereuse et plus noble que la défense armée.

Pour terminer en continuant

La pratique utilisée et développée par les groupes radicaux écologistes, Alternatiba, Extinction Rébellion, et bien d'autres, comme en Allemagne, Ende Gelände, ouvre la voie à une autre façon d'envisager une défense nationale qui ne soit pas nationaliste.

Cette façon de faire a des précédents. En Norvège, en 1942-1943, les troupes allemandes se sont heurtées à la résistance passive déclenchée dans la population par le mouvement de désobéissance civile des professeurs norvégiens. En 1968, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, les États du Pacte de Varsovie ont dû rapatrier des troupes complètement démoralisées par la résistance de désobéissance civile à laquelle elles s'étaient heurtées. L'échec de cette résistance tchécoslovaque n'en fut pas un. Une opposition souterraine n'a pas cessé d'exister jusqu'en 1989. En Allemagne de l'Est, ces pratiques ont ressurgi préparant la chute du Mur.[1]

De la même façon qu'une résistance armée, révolutionnaire ou pas, exige un entraînement, cette façon de faire l'exige aussi. Refuser l'arme atomique, refuser la protection de l'OTAN, être contre l'armée de métier ou pas nous oblige à trouver une autre façon de faire ou à nier nos principes libertaires.

Pierre Sommermeyer
Individuel

1. *Trois histoires de résistances sans violence contre la domination,* Collectif Désobéissance libertaire. Jan

Chronique anthropo-anar

Notre histoire est à lire autrement

Dans cette *Nouvelle histoire de l'humanité*, il s'agissait, avant tout, pour David Graeber (anthropologue) et David Wengrow (archéologue), d'ébaucher une autre image du passé, de réécrire l'histoire, mais sans traiter directement des problèmes des origines de l'inégalité sociale, questionnement jusque-là récurrent.

Durant une dizaine d'années, ils ont poursuivi un dialogue, écrivant ensemble en s'appuyant sur les toutes dernières données scientifiques, conscients que, jusqu'à il y a peu, ils étaient « prisonniers d'un carcan conceptuel » et enfermés dans de multiples théories simplifiées qui n'avaient que peu de rapport avec la réalité ; entre autres celles d'un Hobbes ou d'un Rousseau, sur la bonté ou la méchanceté des êtres humains, ou piégés par l'idée d'un âge d'or des chasseurs-cueilleurs égalitaires que l'apparition de l'agriculture créant la propriété, l'esclavage, les premières villes, l'avènement de la « civilisation » et de l'État, etc. aurait réduit à néant.

À noter que de nombreux spécialistes ont offert leurs compétences à l'ouvrage.

Réécrire l'histoire ?

D'abord dire ce qu'elle n'a pas été et tenter de décrypter les investigations en cours par le moyen d'une érudition sans pareille et d'un foisonnement de connaissances à n'en plus finir.

Nous nous trouvons donc devant une étude si fouillée – « *Mais nous nous égarons* », interviennent un moment les auteurs –, devant un tel éparpillement d'informations sur tous les pays du monde – impossible à rapporter ici – que l'on pourra peiner à trouver un fil conducteur. À la lecture de certains passages, attractifs mais longs, on en oublie l'essentiel. Cependant, en prenant seulement un peu de recul, une histoire nouvelle s'éclaire qui n'est ni linéaire ni trop simple et qui ne donne pas qu'une seule réponse aux questions posées.

« *En un mot, il n'existe pas de schéma unique. Le seul phénomène commun à toutes ces configurations, c'est la transformation même et la conscience qu'elle fait naître des diverses sociétés possibles.* »

Mais, dans leur manière d'écrire, n'y a-t-il pas, de la part des auteurs, une volonté délibérée de procéder par un dialogue souvent décousu, par une conversation non construite à l'image de certaines interminables palabres où l'on ne se coupe pas la parole et d'où peut apparaître la réalité vraie, ou bien d'où une décision collective peut naître. Pouvait-il en être autrement ?

Dans un autre ouvrage, *L'Anarchie pour ainsi dire,* Graeber publie de même des « conversations » avec trois autres interlocuteurs accoucheurs d'idées.

Une évolution des sociétés à réétudier

Finalement, c'est au fil de la lecture que l'on discernera que l'humanité s'est toujours trouvée devant des alternatives, des « possibles », quand bien même, actuellement encore, nous semblons cantonnés dans une société verrouillée ; les témoignages historiques et les archives ethnographiques montrent que « *les auteurs de la critique indigène*

avaient parfaitement conscience des alternatives politiques existantes ».

Aussi faut-il accepter de se perdre, avec patience, dans ce qui peut paraître un fouillis de récits, et on comprendra que ces recherches ont permis d'identifier, dans d'autres sociétés que la nôtre, « *comme les premiers frémissements du rationalisme, du droit, de la démocratie délibérative, etc.* », et ne pas laisser ces valeurs au seul crédit d'une « *civilisation occidentale* », et cela en occultant totalement les « *penseurs indigènes* ».

Car c'est déjà à la fin du XV[e] siècle, avec la découverte des civilisations chinoise et indienne et la conquête des Amériques, que les penseurs occidentaux vont se trouver devant une autre compréhension du monde qui va bouleverser les intelligences et annoncer les Lumières.

À l'appui de ce propos, entrent en scène, dans ce livre, deux personnages remarquables qui illustrent la ●●●

Chronique anthropo-anar

Notre histoire est à lire autrement

●●● « critique indigène » : Kandiaronk (1649-1701), un Huron-Wendat, et le baron de Lahontan (1666-1716), et sont cités, entre de nombreux autres textes, les *Relations des jésuites* (de 1632 à 1672) qui avaient bien remarqué que les sociétés qu'ils découvraient avaient été produites par des siècles d'affrontements politiques et de discussions et que « *beaucoup d'entre elles plaçaient même l'aptitude au débat raisonné au sommet de leur échelle des valeurs* ».

Un Kandiarok inspirateur de Montesquieu et de son Esprit des lois ?

Lahontan publia en 1703 ses *Dialogues avec un sauvage* qui n'était autre que Kandiaronk, un sauvage parlant vraisemblablement le français et qui était venu à Paris ; un Kandiaronk très critique des mœurs européennes, tant en matière de politique, de religion, de santé que de sexualité.

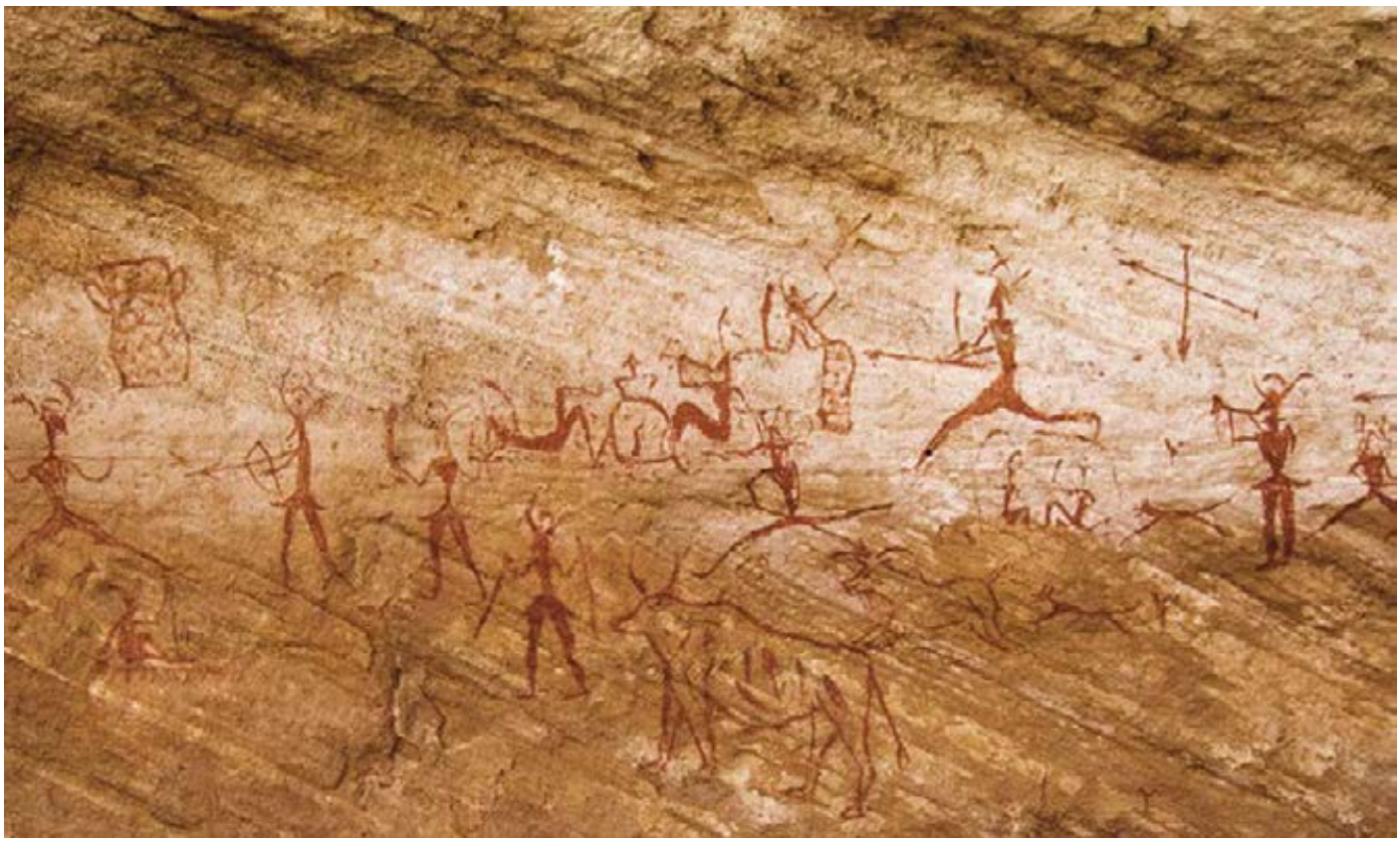
Les recherches sur la vie des peuples anciens font ainsi apparaître que les structures sociales pouvaient être modifiées en fonction des variations saisonnières et de la quête de la nourriture, la collectivité se dispersant ou se regroupant en une communauté compacte suivant la nécessité, d'où la prise de conscience que d'autres agencements sociaux étaient envisageables, que d'autres possibles pouvaient voir le jour, d'où la perception de ce qui est nommé la « conscience politique ». Marcel Mauss et Robert Lowie avaient déjà mis l'accent « sur la souplesse inhérente aux sociétés "primitives" et leur faculté de développer de multiples formes d'organisation différentes ».

Parler aujourd'hui de sociétés égalitaires n'a plus grand sens. Pour l'anthropologue Eleanor Leacock, ce serait « *moins l'égalité en soi qui compte pour la majorité des membres des "sociétés égalitaires" que ce qu'elle nomme l'"autonomie"* ». Nous dirions la liberté.

Notons au passage que, « *chez les Haudenosaunees, donner des ordres passait pour une offense presque aussi grave que de manger de la chair humaine* ».

Il est largement argumenté que les chasseurs-cueilleurs-pêcheurs, contrairement à l'enseignement classique, ont mis beaucoup de temps à « basculer » dans la culture des céréales, car les ressources naturelles demandaient moins d'efforts à se procurer que l'agriculture et ils pouvaient se satisfaire d'une « agriculture par intermittence », d'une sorte de jardinage itinérant.

SITE RUPESTRE DU TADRART ACACUS (LIBYE). CRÉDIT : LUCA GALUZZI



> **“La construction d’énormes monuments et de "villes" contredisant une version conventionnelle des villes conséquences de la "révolution industrielle"”**

Sur ce sujet, quelques pages mettent en valeur « la femme, cette scientifique », extrait publié par *Casse-rôles,* n° 23 (dossier Écoféminisme) de février-avril 2023.

À propos de l’esclavage, quasiment toutes les sociétés anciennes, peu ou prou, ont connu cet état ; et tout autant certaines formes de propriétés soit individuelles, soit associées à un culte, cela sans pour autant que l’on puisse parler de capitalisme. De même des sociétés ont montré un certain goût pour la hiérarchie et la guerre : « *C’est au sein des groupes les moins dépendants de l’agriculture, ceux des hauts plateaux, que la stratification sociale et la violence se sont enracinées.* »

Depuis quand les villes ?

Il est noté la construction d’énormes monuments comme Stonehenge et de « villes » comme Çatal Höyük ; pour cette dernière, « *pendant plus de mille ans, la vie culturelle de cette communauté est restée obstinément tournée vers la chasse et la cueillette* », contredisant une version conventionnelle des villes conséquences de la « révolution industrielle ».

En outre, sont mis en avant la recherche archéologique et certains témoignages écrits – laissés de côté parce que ne répondant pas à la doxa officielle –, comme le texte de Cervantes de Salazar (*Crónica de la Nueva España*) concernant la ville de Tlaxcala (Mexique), qui « *ne décrit pas le fonctionnement d’une cour royale, mais bien celui d’une assemblée urbaine mature qui cherchait à atteindre le consensus par un débat raisonné, même lorsque c’était au prix de semaines de délibérations* ».

Nos deux auteurs, qui déplorent être « *aux prises avec de puissants mythes modernes qui, non contents de dicter ce qui peut être dit, ont le pouvoir de décréter ce qui doit être tu* », multiplient à l’envi références et citations dans le labyrinthe quelquefois rébarbatif de leur texte.

Quant à la propriété à proprement parler, il est écrit : « *L’histoire des sociétés agraires nous apprend que les peuples ont toujours trouvé des moyens de diversifier leurs cultures de manière soutenable sans pour autant privatiser les terres ni confier leur gestion à des contremaîtres. Régimes fonciers communaux, “champs ouverts”, redistribution périodique des parcelles, gestion coopérative des pâturages sont autant de formules qui ont été appliquées pendant des siècles dans certaines régions.* »

Pour autant, une agriculture excessive a globalement pris le dessus.

Et l’état, dans tout ça ?

Quant à la « construction étatique », les auteurs déclarent se retrouver devant *« un nombre déconcertant de réalités différentes* » ; pour cela, ils développent un très long chapitre intitulé « *Pourquoi l’État n’a pas d’origine* ». Le terme « État » daterait plus ou moins du XVI[e] siècle, mais l’Égypte antique est souvent vue comme le premier véritable État de l’histoire. L’État aurait pour base trois formes de domination opposées à trois formes de libertés fondamentales : « *la liberté de quitter les siens, la liberté de désobéir aux ordres et la liberté de reconfigurer sa réalité sociale* ».

James Scott est cité dans une note ; pour lui, l’État *« n’était qu’une institution saisonnière* ». L’État serait « *un amalgame d’éléments qui se sont réunis à un moment donné de l’histoire* [...] *peut-être en train de se dissocier de nouveau aujourd’hui* » (voir l’Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, des bureaucraties planétaires sans principe de souveraineté globale).

Comme l’agriculture excédentaire, la forme étatique serait un aboutissement de l’histoire, les États se caractérisant « *la plupart du temps par une céréalisation intensive, un monopole juridique de l’usage de la force, une administration professionnelle et une division du travail complexe* ».

Pourtant, les auteurs avancent, entre de nombreux autres exemples, le déjà petit mini-royaume de Calusas, tout aussi « bloqué » que nous actuellement et décrit au XVI[e] siècle comme un royaume de quasi droit divin où les chasseurs-cueilleurs-pêcheurs n’auraient « *jamais semé une graine ni attaché une bête au bout d’une longe* ».

Oui, de nos jours, nos sociétés se sont verrouillées à cause de l’augmentation de la population qui se sédentarise, de l’accroissement des forces de production et ses excédents, cela, de façon telle que les individus se retrouvent coincés dans un système de domination et de subordination permanentes. Le développement d’une agriculture intensive et industrielle, une des causes du dérèglement climatique et de l’effondrement du vivant, aurait permis ce passage et, en quelque sorte, ce... cul-de-sac. Une telle situation est-elle inéluctable ?

Question qui amène nos deux auteurs à écrire :

« *À quoi bon emmagasiner tout ce savoir nouveau s’il ne nous sert pas à revisiter l’idée que nous nous faisons de ce que nous sommes et de ce que nous pourrions encore devenir – s’il ne nous permet pas de redécouvrir la signification de notre troisième liberté élémentaire, la liberté d’inventer des réalités sociales jamais expérimentées à ce jour ?* »

André Bernard

David Graeber & David Wengrow
Au commencement était...
Une nouvelle histoire de l’humanité
Les liens qui libèrent, 2021, 752 p.

Crosse en l'air en Ukraine comme ailleurs !

Antimilitaristes, déserteurs, pacifistes, militants contre le SNU, exigeons l'arrêt de toutes les guerres. Mobilisons-nous pour transformer en actions nos idées antimilitaristes et antiguerres. C'est urgent !

Exiger l'arrêt de la guerre e1n Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, a provoqué un choc puissant. Nul ne pouvait prévoir ce scénario catastrophe, nous espérions une résolution rapide du conflit et une mobilisation antimilitariste forte dans les pays européens.

Une fois de plus, les médias et la propagande impérialiste et capitaliste ont anesthésié les opinions publiques et la mobilisation antiguerre s'est avérée inversement proportionnelle à l'escalade militaire.

Face à l'inertie qui s'installe, il devient urgent de nous organiser sur des bases antimilitaristes, et antiguerres en créant une force fédérée dans un collectif, qui se donne les moyens d'organiser des actions transversales nationales et internationales. Ce collectif pourra rejoindre et compléter les mobilisations d'autres mouvements pour la paix en France et à l'étranger.

Une escalade militaire hors de contrôle

Les accords de Minsk II (2015) ont échoué. Minsk II prévoyait notamment la mise en place d'une réforme constitutionnelle en Ukraine reconnaissant un statut spécial aux régions séparatistes de langue russe, et des élections qui auraient envoyé des députés au parlement ukrainien. Le gouvernement ukrainien et l'Europe n'ont pas voulu jouer le jeu, et ont préféré la militarisation à la paix.

La Suède et la Finlande qui se sentent menacées par la Russie ont demandé leur adhésion à l'OTAN. La Finlande est devenue le 31ème membre le 4 avril 2023.

La guerre en Ukraine est de plus en plus meurtrière. Des armes lourdes en provenance des USA et d'Europe (chars, chasseurs, canons, munitions) sont déjà utilisées en Ukraine, bientôt ce seront des missiles. Ce surarmement et le renforcement de l'OTAN laissent pressentir l'avènement d'une troisième guerre mondiale.

Une guerre qui détruit l'Ukraine et tue les Ukrainiens

La violation de l'article 2 de la charte des Nations-Unies (principe de l'égalité souveraine) par la Russie sur l'Ukraine doit être dénoncée. En parallèle, les États-Unis et l'Union Européenne, via l'OTAN, ont créé les conditions préalables pour provoquer l'agression russe en Ukraine.

L'Ukraine et les Ukrainiens sont utilisés par l'OTAN, bras armé des USA, pour abattre le concurrent Russe. L'escalade militaire voulue par l'OTAN promeut une vision unipolaire du monde qui rend la diplomatie inaudible et muselée.

Il faut arrêter cette guerre destructrice qui tue les populations et détruit l'Ukraine. La gestion des stocks d'armes existant, la production massive de nouvelles et la reconstruction programmée des infrastructures viennent sciemment enrichir le capitalisme mondial.

Il faut privilégier un monde multipolaire et devenir acteurs d'une désescalade militaire et d'une résistance offensive.

La stabilité européenne explose

La géopolitique européenne sera déstabilisée par l'adhésion à l'OTAN des pays neutres, la Suède et la Finlande.

La Commission européenne envisage l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne de manière rapide et le Conseil de l'Europe a salué, le 24 mars 2023, « … *les progrès de l'Ukraine accomplis en matière de prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs en Ukraine…* » (sic).

Les sanctions économiques et politiques prises à l'encontre de la Russie ruinent aussi l'économie et la politique européenne (crise économique, sabotage du gazoduc Nord Stream 2, arrêt des échanges économiques et culturels).

Les Européens sont soumis aux décisions inconsidérées de leurs gouvernements qui promeuvent et subventionnent la guerre et stoppent toute avancée sociale.

Les populations de part et d'autre s'appauvrissent en raison de l'augmentation exponentielle du prix de l'énergie, des denrées alimentaires, des matières premières et des budgets consacrés à l'armement et à la sécurité au détriment de l'éducation et de la santé.

L'antichambre de la troisième Guerre mondiale

L'OTAN s'est renforcé face à la Russie après la réunification des deux Allemagne

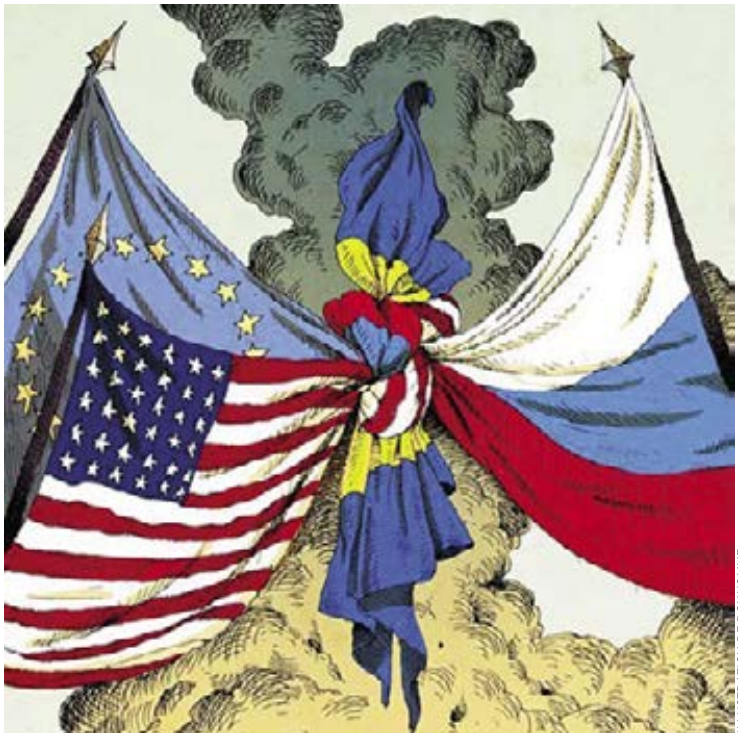


ILLUSTRATION DE BONHOMME

et la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991. Une baisse des budgets militaires s'en est suivie, accentuée par différentes crises économiques. Alors que la dissolution de l'OTAN était annoncée, les USA ont décidé de son maintien en invoquant la guerre du Golfe, la situation post-attentat du 11 septembre, le nucléaire iranien, la guerre en Irak. Puis l'Europe a poursuivi avec la guerre de Bosnie et, aujourd'hui, la guerre en Ukraine.

Les USA qui consacrent près de 3, 5% de leur PIB aux dépenses militaires ont imposé aux pays membres de réserver au minimum 2% de leur PIB à l'armement.

Le soutien massif de l'OTAN à l'Ukraine, par un armement de plus en plus lourd venu d'Europe et des USA, et les appels belliqueux de l'Europe contribuent à une escalade frontale entre ces deux blocs dont le paroxysme pourrait être le déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Parallèlement, la montée des autoritarismes à travers le monde et de l'extrême droite en Europe a contribué à renforcer le rôle des armées et à favoriser le réarmement de l'Union européenne.

Dénoncer l'OTAN

L'OTAN a pour objectif de préparer la prochaine guerre. Pour préparer une guerre, il faut un ennemi et les USA ont un ennemi, la Russie, et il le restera quoi qu'il advienne.

C'est une alliance politique militaire dans laquelle existe une armée permanente intégrée et un commandement militaire opérationnel.

Le commandant suprême, chef d'état-major de tous les pays de l'alliance atlantique, est un Étasunien qui agit pour l'intérêt économique des USA au détriment du reste du monde.

L'OTAN s'autoproclame organisation pacifiste, alors que son but est de préparer des guerres avec des alliances et des logistiques au profit du capitalisme (une base militaire permanente vient de s'ouvrir en Pologne).

Arrêter cette guerre nationaliste

L'Ukraine, en guerre, partiellement occupée par l'agresseur russe mène, tout comme la Russie, une guerre nationaliste. Or, ces guerres nationalistes ne font que renforcer les États.

La dérive autoritaire de Zelenski dans son pays est réelle :

Les accords de Minsk ont été sabotés

Les députés de l'opposition ne siègent plus au Parlement

Les droits du travail sont bafoués

La culture russe sous toutes ses formes est interdite

L'extrême droite se renforce tel que le Bataillon AZOV (groupe néonazi qui a combattu, en 2014, l'invasion de la Crimée par la Russie dans la ville de Marioupol)

Le gouvernement, nationaliste, ultra-conservateur polonais issu du parti Droit et justice (PiS) prend une part croissante dans la politique européenne conservatrice et d'extrême droite (refus du droit à l'avortement, politique des familles nombreuses…).

La Pologne a transféré à l'Ukraine des chasseurs MIG-29. La Hongrie soutient la Pologne.

De même, la Slovaquie est le deuxième pays de l'OTAN à envoyer des MIG-29 à l'Ukraine. La Slovaquie a reçu une offre d'armes étasunienne d'une valeur d'un milliard de dollars.

Organiser une réponse spécifique

La domination des États impérialistes eurocentrés et russes est responsable de la guerre. Il faut exiger de manière ferme l'arrêt d'envoi d'armes qui tuent les populations et enrichissent le capitalisme.

Plusieurs mouvements pour la paix, en France et dans le monde, ont lancé des actions (manifestations, pétitions, appels) restées sans réponse.

A nous d'impulser des mobilisations d'ampleur, de réinventer des modes d'action, de nous structurer en un mouvement horizontal, autogéré et de nous fédérer.

Ce texte, début d'une réflexion, va nous conduire à l'organisation d'un collectif pour la paix. Nous vous tiendrons informés, entre autres, dans les prochains numéros du *Monde libertaire* de l'évolution de ce projet.

S. et E.

De la barbarie à la civilisation
Aller simple ou aller-retour ?

Certains pensent qu'il suffirait de transformer les rapports sociaux de production pour asseoir une société plus juste ; d'autres prétendent que la multiplication des technologies vertes pourrait assurer un avenir décent. Autant de cautères sur une jambe de bois. Si l'émancipation est encore à l'ordre du jour, les mesures cosmétiques proposées par les uns et les autres ne serviront à rien. Ce qui est en jeu, c'est l'idée de civilisation, c'est-à-dire une construction réalisée par les classes dominantes prétendument supérieures en vue de défendre leurs intérêts, et associée au progrès technologique. Quand ce passage en force des « civilisés » conduit à des violences plus dommageables que celles des « barbares » qu'ils dénoncent – au point d'ouvrir la perspective d'un effondrement – il est temps de s'interroger.

La civilisation, c'est top !

L'histoire est toujours écrite par les vainqueurs ; celle de la civilisation occidentale sera forgée, dans le sillage des missionnaires, des explorateurs, des aventuriers, par les élites aux nombreux privilèges, les juges autoproclamés, les classes aisées, instruites, les mâles blancs, qui reléguèrent dans des statuts d'infériorité les « barbares », les sauvages, les étrangers, les indigènes, les paysans, les femmes, tous ceux qui ne sont guidés que par l'instinct, l'impulsion, le caprice, l'émotion ! Comme le rappelle Th. Patterson dans *L'invention de la civilisation occidentale* (Éditions Libre), la civilisation naît avec les Babyloniens, les Perses et les Égyptiens, se prolonge en Grèce et à Rome pour s'épanouir plus tard en Europe puis aux États-Unis. Il faut voir dans la hiérarchisation sociale, l'expansionnisme et la conquête de la nature, ses marqueurs principaux.

Aujourd'hui, soutenue par un « optimisme rationnel », suspendue à la croissance du PIB mondial et shootée aux calories, aux watts ou aux giga-octets, la société marchande s'affiche comme « la plus haute condition à laquelle l'homme pouvait aspirer ». Dès 1767, l'abbé Baudeau écrivait : « *La propriété foncière* [...] *constitue un pas très important vers la forme de civilisation la plus parfaite* ». Heureux hasard ! Vision mécanique du monde, croyance en le progrès, développement linéaire, innovation technologique, expansion des forces productives, croissance économique, perpétuation des inégalités... Avec le matraquage adéquat : la vie était autrefois terrible, les pauvres sont incapables de jugement, le désir d'accumulation résulte du processus naturel de l'évolution, l'État est essentiel au maintien de l'ordre... Même « *l'excès de démocratie est dangereux* » (Huntington). Le darwinisme social fournira une légitimation scientifique à l'exploitation et à la domination. Le raffinement de cette civilisation « universelle », nécessairement désirable et bénéfique, de cette société rationnellement organisée, nécessairement supérieure, aurait dû conduire à la félicité. Et pourtant...

Vraiment ?

Au fil des siècles, le doute s'installe sur la prétendue supériorité de cette civilisation occidentale, l'illusion se dissipe, le vernis s'écaille, son caractère artificiel se révèle. Les supposés bienfaits sont loin de compenser ce que nous avons perdu. Le coût du « confort » devient exorbitant. Le futur merveilleux tarde à venir. Ladite civilisation se voit reprocher assez tôt des contradictions de plus en plus évidentes : esclavage, pratiques ethnocidaires du colonialisme, brutalité, propriété privée qui condamne une part du genre humain au travail, à la servitude et à la misère, clergé qui enseigne aux populations à accepter leur sort, perte de valeurs (simplicité, connaissances et expériences de la vie quotidienne, culture, créativité, autonomie, courage...), assujettissement à des désirs artificiels, aliénation, frustrations, mal-être... Concernant le XX^{e} siècle particulièrement ensanglanté, on parlera même de la « barbarie de la civilisation ».

Le faible degré de violence devrait être considéré comme un critère pertinent pour qualifier la « civilisation ». C'est le récit que tentent d'inculquer ses défenseurs. La caricature la plus achevée étant l'œuvre de Steven Pinker, professeur de psychologie à Harvard, qui écrit sans honte : « [...] *aujourd'hui il se pourrait bien que nous vivions l'époque la plus pacifique depuis que le genre humain existe* ». Le « doux commerce » et même le « guerrier éthique » assureraient le déclin régulier de la violence, établiraient une « longue paix » depuis 1945, alors que le « complexe militaro-industriel structure au contraire fortement les sociétés modernes.

> « La violence ne se manifeste pas que sous la forme de conflits armés. »

C'est d'abord minimiser l'horreur industrielle des deux guerres mondiales. Minimiser aussi (quitte à manipuler les chiffres ou à déformer l'histoire) ou justifier (légitime défense, lutte contre le terrorisme, arriération culturelle) les guerres dévastatrices menées principalement par les États-Unis (Corée, Vietnam, Afghanistan, Congo, Irak...), puisqu'il s'agit de blanchir le capitalisme américain. L'installation de régimes militaires et de gouvernements fantoches, la lutte contre les mouvements indépendantistes, l'incarcération massive des minorités ethniques, les massacres arbitraires de civils, l'usage banalisé de la torture, l'amplification des

> « La plupart des dangers contre lesquels nous luttons aujourd'hui ont été créés par la *civilisation* elle-même. »

PHOTO G. C.

PHOTO HERBERT BIESER

mouvements migratoires, la multiplication des bidonvilles, le racisme au quotidien, la privatisation des biens communs, l'accaparement des ressources, les inégalités croissantes font-ils partie des règles de bienséance de la « civilisation » et de la « longue paix » prétendument installée depuis trois-quarts de siècle ? Et la guerre infligée à l'Ukraine par Poutine prolonge-t-elle ce raffinement et cet état de grâce ?

Mais la violence ne se manifeste pas que sous la forme de conflits armés, de bombardements, d'invasions ou de spoliation. La violence structurelle du capitalisme et de l'État ignore la physiologie du corps humain et des processus psychiques. L'artificialisation de l'espace, l'inactivité, les niveaux de stress et de pollution, l'uniformisation des modes de vie, les régimes alimentaires sont devenus largement pathogènes en nous éloignant toujours plus d'une relation harmonieuse avec le monde. Et on peut affirmer que, dans un monde où tout s'accélère, la plupart des dangers contre lesquels nous luttons aujourd'hui ont été créés par la « civilisation » elle-même. Parallèlement au développement de l'univers concentrationnaire du milieu urbain où s'entasse désormais plus de la moitié de la population mondiale, la disparition de la paysannerie nous a privés des savoirs et savoir-faire de la terre.

Un inventaire sévère peut être dressé : des dizaines de millions de morts dans des accidents de la route, domestiques ou du travail, 7 millions de personnes en France souffrent de solitude, 7 % de la population adulte déclare avoir fait une tentative de suicide au cours de sa vie, 94 000 femmes majeures déclarent avoir été victimes de viol ou de tentative de viol sur une année, près de 130 000 filles et 35 000 garçons sont harcelés, battus ou violés. Au niveau mondial, le nombre de personnes en état de surpoids ou d'obésité pourrait atteindre prochainement les 4 milliards. De plus en plus d'enfants sont en grand danger de surdité précoce ou atteints de myopie. Une part croissante de nourriture frelatée, contaminée, s'avère cancérogène, mutagène ou reprotoxique. La consommation d'antidépresseurs et d'anxiolytiques augmente un peu partout, notamment à cause de la souffrance au travail. Les chiffres ci-dessus sont essentiellement tirés d'un article de N. Casaux *Et d'autres formes de violence* et de *Civilisés à en mourir* de Ch. Ryan. Bien entendu, la liste pourrait être prolongée à souhait, de la perte de sens du travail à la destruction des solidarités en passant par les pathologies modernes ou les dégâts du numérique.

L'œuvre « civilisatrice » ne se limite évidemment pas au naufrage anthropologique ; elle s'étend au saccage de la planète pour lequel nous avons peut-être atteint un point de non-retour. Déforestation, destruction des terres arables, pollution des différents milieux, érosion de la biodiversité, épuisement des matières premières, raréfaction de l'eau, dérèglement climatique, acidification des océans… témoignent d'une civilisation qui se consume elle-même en empruntant à l'avenir.

> « Faire avec la part sauvage du monde. »

Ch. Ryan écrit : « *Il n'est guère surprenant que nous cherchions notre avenir dans notre passé* ». Boaventura de Sousa Santos, sociologue militant portugais, affirme ; « *Nous devons affronter des problèmes modernes dont les solutions ne viendront pas de la modernité* ». Or précisément, comme le montrent les travaux de P. Clastres, M. Sahlins, J. Scott ou D. Graeber, le passé est d'une richesse insoupçonnée. Ch. Ryan ●●●

De la barbarie à la civilisation

Aller simple ou aller-retour ?

●●● soutient que la vie des chasseurs-cueilleurs, loin d'être une lutte désespérée pour la survie, était caractérisée par « *l'égalitarisme, la mobilité, le partage obligatoire d'une propriété minimale, le libre accès aux nécessités de la vie et un sentiment de gratitude envers l'environnement qui fournissait tout le nécessaire* ». En décourageant souvent les attitudes arrogantes et dominatrices ! Écolos et partageux, voire libertaires ! La honte pour nous ! Il s'agissait, pour des communautés qui connaissaient intimement leur milieu, de ne pas perturber un équilibre précaire dont elles savaient dépendre. Les chasseurs-cueilleurs, ce sont des centaines de milliers d'années, le pétrole, ce sera deux siècles ! Vous avez dit « développement durable » !

De l'histoire de ces « sauvages », nous avons beaucoup de leçons à tirer concernant notre rapport à la nature. En premier lieu, avoir conscience de nos origines, cesser de penser la Terre comme un « système » vu de l'extérieur, abandonner ce rêve de « maîtrise rationnelle totale », cette logique extractiviste qui nous fait percevoir la planète comme un réservoir de ressources dans lequel on peut puiser sans limites. « *Concevoir des limites à l'empire humain* » (E. Jourdain) et mettre fin à une colonisation qui a fait passer la part des humains dans la biomasse totale des mammifères de 3 % à l'aube de l'agriculture à 36 % aujourd'hui. Partager des milieux de vie, des territoires habitables en acceptant que les « non-humains » puissent « faire sans nous ». C'est-à-dire construire une organisation économique et sociale alternative à celle qui détruit le monde actuel à une vitesse sidérante. Se réapproprier collectivement, pas seulement les moyens de production et de distribution, mais la capacité à percevoir ce futur monde. La tâche peut paraître rebutante, il n'y aura, de toutes façons, pas de lutte de classes sur une planète morte.

Jean-Pierre Tertrais
Mars 2023

Transgenre et identité

Après la lecture d'un texte circulant sur Internet intitulé les *Femmeslistes*, après avoir vu la vivacité des débats qu'il provoquait si ce n'est l'agressivité, il nous (les coauteurs) a paru nécessaire de réfléchir à cette nouvelle question émergente. Nous nous rendons bien compte des risques que nous prenons, c'est pour cela que nous allons d'abord décliner notre identité.

Qui sommes-nous ?

Deux mecs, âgés, blancs, militants de la sphère libertaire. Nous ne sommes pas des universitaires, juste des prolétaires,... l'un menuisier, l'autre photographe. Nous sommes des spécialistes de rien, nous sommes juste un petit bout de l'humanité et c'est à ce titre que ce qui se passe, et qui en déborde, dans le milieu féministe nous concerne.

Leçon de vocabulaire

Un jour il y a eu deux sexes, les femmes et les hommes. C'était une question de chromosomes, les unes portaient un xx et les autres un xy. Ce qui entraîne, pour les unes, la production d'œstrogène et, pour les uns, celle de testostérone avec des conséquences tant sur l'apparence physique que sur la répartition des fonctions dans la continuation de l'espèce humaine.

Femmes et Hommes, jusque-là les choses étaient claires. Même s'il y avait des anomalies comme l'hermaphrodisme (anomalie tout à fait exceptionnelle caractérisée par la coexistence chez un même sujet de tissu testiculaire et de tissu ovarien) ou le phénomène de la dysphorie de genre (détresse cliniquement significative ou une altération fonctionnelle associée à une incongruence entre le sexe expérimenté/exprimé et le sexe attribué à la naissance).

Le mouvement féministe, universaliste, qui réclamait pour toutes les femmes du monde entier des droits égaux à ceux des hommes, s'est constitué sur cette base. Mais dans ce mouvement féministe, une phrase, de Simone de Beauvoir, changea considérablement cette première approche : « *On ne naît pas femme on le devient* ».

Se superposèrent alors aux combats féministes (d'abord aux États-Unis), les études de genre. Théorie qui, sans nier les différences biologiques entre hommes et femmes, veut en dévoiler l'origine éminemment sociale et donc le caractère en réalité arbitraire de l'inégalité des sexes dans de multiples domaines.

Cette théorie, le genre, a alors beaucoup évolué. Sur la vague des mouvements de libération des années 70 (féminisme, homosexualité, droits civiques...) apparut la volonté de ne plus être catalogué·es et enfermé·es dans des stéréotypes. Certains étendirent cela aux hommes, on ne naît pas homme,

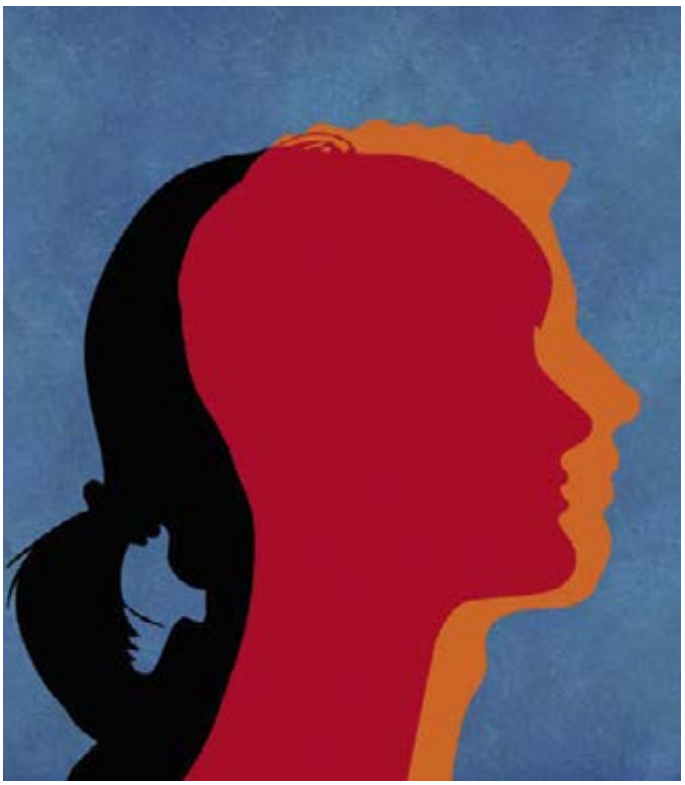


ILLUSTRATION GERD ALTMANN

on le devient. Donc foin des apparences, on peut tout changer.

Le mouvement homosexuel (Lesbienne et Gay) qui s'identifiait déjà avec les victimes du racisme, s'ouvrit alors aux autres variations des sexualités (Bisexuel·le) puis du genre lui-même (Transsexuel·le). Naquirent alors des mots comme transgenre, transgenrisme, transphobie.

La question des limites « trans »

Il advint dans les années 80-90, en même temps que l'expansion numérique quittait les mondes universitaires, qu'un nouveau terme fit une apparition fracassante, le transhumanisme. De la même façon qu'il était possible en laboratoire de combiner et recombiner l'ADN, il suffisait de pouvoir faire cela avec notre corps et la mort pourrait être vaincue. Max More (*Principes de l'Extropie*. 1988) en donne plus qu'une définition, une fonction, celle d'anticiper les changements radicaux de la nature et des possibilités de nos vies provoqués par diverses sciences et techniques. Ainsi, la porte était ouverte pour justifier de façon idéologique les passages d'un état à un autre. Les nécessités thérapeutiques, remplacement d'un organe malade par un organe sain, pouvaient laisser la place, idéologiquement parlant, au transfert d'un organe jeune en place d'un organe usé et vieux. Faut-il rappeler que l'idéologie est le discours que produit la classe sociale au pouvoir afin d'asseoir sa domination sur la classe dominée ?

Il est temps de revenir sur le flot de termes qui nous inonde et qui nous intime l'obligation ou la nécessité de nous identifier. Comment avons-nous réagi la première fois que nous avons rencontré ce sigle LGBTQ++ et encore plus celui-là LGBTQQI-2SAA+ ? Nous nous sommes demandé : et nous, où sommes-nous ? C'est ainsi que nous apprîmes que nous étions cis-genre, c'est à dire que notre sexe « assigné » à la naissance était identique à notre genre actuel. De la même façon nous avons appris que l'arc en ciel était leur emblème et non plus un phénomène physique qui nous remplissait de plaisir, quand le soleil succédait à la pluie.

Puis vint le terme de Trans qui se dit de quelqu'un qui veut passer d'un sexe à un autre de façon physiologique par une intervention artificielle, chirurgicale ou médicamenteuse. Le substantif étant transgenre. Ce genre de transformation peut provoquer dans leur environnement des actes de rejet, c'est ce que l'on nomme la transphobie. L'idéologie justifiant de telles opérations et développant un discours d'autodéfense et de revendication a pour nom le transgenrisme.

Il s'agit bien sûr d'une toute petite minorité de gens qui se revendiquent trans. Iels se sont organisé·es, sont apparu·es comme une minorité opprimée et luttent. Ce qui est incontestable. Pour terminer, l'acronyme TERF a fait son apparition pour qualifier celles qui refusaient de reconnaître comme elle le voulait cette minorité. Trans-exclusionary radical feminist (« Féministe radicale excluant les personnes trans »). Donc les TERFS sont des féministes qui excluent les femmes trans des luttes féministes.

C'est bien ce conflit et la violence qui en émerge que nous voudrions explorer.

Les appellations et l'identité

Derrière toutes ces appellations, comment ne pas voir que, au-delà de la liberté et des luttes légitimes contre toutes les discriminations, elles en arrivent à une idéologie de l'identité.

Nous émettons l'hypothèse de l'existence d'une date pivot au-delà de laquelle la quête d'une identité particulière est apparue. Il s'agit de la « Marche des beurs » en 1983. Elle se déroule du 15 octobre de cette année-là jusqu'au 3 décembre suivant. Durant l'été précédent, des affrontements violents avaient opposé polices et jeunes de la banlieue lyonnaise. Entre cinq et vingt-et-un maghrébins avaient été tués pour des motifs racistes. C'est de Marseille que part la marche. La cité phocéenne vient d'être le théâtre du meurtre d'un enfant de treize ans. Parmi les dix-sept personnes qui sont au départ, il y en a neuf issues du quartier des Minguettes à Lyon et trois membres du clergé à l'origine de l'idée. De ville en ville, le groupe des marcheurs grossit. Ils et elles auront été quarante à marcher de façon permanente jusqu'à Paris. Le 3 décembre, à l'appel des forces de gauche, un défilé triomphal de 100 000 personnes a lieu. Alors que cette mobilisation ouvrait la voie d'une profonde remise en cause des différences entre Français avec des slogans comme : *« La France, c'est comme une mobylette, pour qu'elle avance, il faut du mélange* », la démarche antiraciste de SOS racisme « *Touche pas à mon pote* », fonctionnant sur un moralisme réducteur, ramena cette lutte sur le terrain de l'indignation et surtout permit une récupération politique qui laissa sans voix et sans perspective les militants beurs. D'où leur repli. Il n'y aura donc pas de suite. ●●●

Transgenre et identité

●●● Les gouffres entre les militants se sont petit à petit ouverts avec les replis identitaires. L'afro-féminisme (mouvement militant qui lutte à la fois contre les systèmes d'oppression sexiste, négrophobe et parfois capitaliste). L'apparition du terme « intersectionnalité » : (situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société) devient, dans les milieux universitaires, un mantra obligatoire. Dans la gauche politique, le primat de la lutte sociale sur les luttes identitaires s'est maintenant quasiment inversé. C'est de cet échec qu'est sorti l'identitarisme (de gauche) qui saucissonne maintenant toutes les luttes.

Le slogan « *Travailleurs français ou immigrés, même patron même combat.* » a fait son temps.

Les identités sexuelles

C'est à cette période que surgissent les combats qui tournent autour de la reconnaissance publique de l'homosexualité. Les gay, hommes ou femmes, sortent de la clandestinité, obtiennent des droits, difficilement, et le manifestent de façon éclatante dans les Gay-pride ou Marche des fiertés. Si elles commencent en rassemblant peu de monde, elles deviennent rapidement un évènement incontournable. En son sein apparaissent depuis une dizaine d'année des revendications trans.

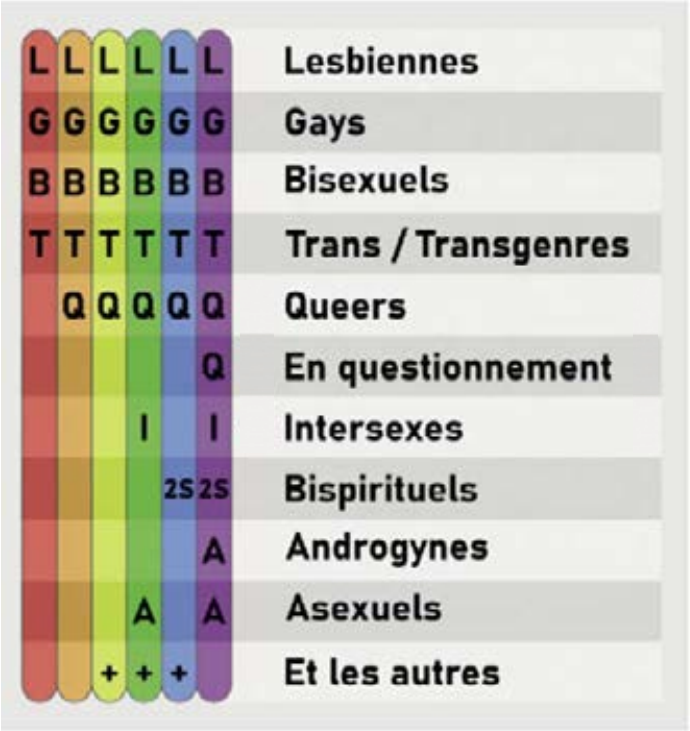
S'il n'y a plus de problème légal pour les femmes qui peuvent se marier entre elles-eux et procréer par le biais de la PMA (Procréation Médicalement Assistée), maintenant légale, il n'en est pas de même pour les couples hommes qui devraient pour cela passer par la GPA (Gestation Pour Autrui) qui n'est pas du tout légale en France et qui pose d'autres problèmes éthiques. Mais qu'en est-il pour les individu-e-s qui, refusant leur sexe de naissance, décident d'en changer ?

Les progrès techniques de la médecine comme l'évolution idéologique permettent ces changements profonds. Se pose alors la question de savoir quel est le statut civil de ces personnes.

Un homme devenu femme par le biais de la chirurgie qui commet un délit, doit-il aller dans une prison d'hommes ou de femmes ? Une femme qui devient homme, suite à une intervention chirurgicale, mais qui gardant son utérus procrée, quel est son statut et celui de son enfant ?

Un intellectuel franco-espagnol, Paul Preciado, né femme, présente dans son dernier livre *Dysphoria Mundi* les personnes transgenrées comme l'avant-garde d'un monde en transition :« *La dysphorie de genre serait l'expression du décalage entre les anciennes conceptions héritées de la modernité occidentale et de nouvelles façons de voir le monde* »

En opposition frontale à cette position, on trouve un collaborateur des Éditions LIBRE et animateur du site Partage-le.com, très présent sur Facebook, Nicolas Casaux. Pour lui,



DRAPEU-LGBT.FR

P. Preciado, sous son identité première, Beatriz, « *veut utiliser les « bio-technologies de sexe » (chirurgie, hormones…) pour « queeriser » la nature, de sorte que le corps ne puisse* [jamais] *reconduire l'idée d'une cohérence masculine ou féminine* ». Pour Casaux il ne fait aucun doute que le tranhumanisme, idéologie dominante à l'ère des technologies convergentes, favorise ce genre de démarche intellectuelle. Il continue en se demandant *« De quel taux d'idéologie (et de testostérone) faut-il être intoxiqué pour diffuser avec tant d'aplomb de telles fausses nouvelles* ? » en citant ce texte de Preciado : « *En termes biologiques, affirmer que l'agencement sexuel d'un homme et d'une femme est nécessaire pour déclencher un processus de reproduction sexuelle est aussi peu scientifique que l'ont été autrefois les affirmations selon lesquelles la reproduction ne pouvait avoir lieu qu'entre deux sujets partageant la même religion, la même couleur de peau ou le même statut social […]. Homosexuels, transsexuels, et corps considérés comme "handicapés", nous avons été politiquement stérilisés ou bien nous avons été forcés de nous reproduire avec des techniques hétérosexuelles.* ».

Casaux sera, pour ces positions, accusé de transphobie par Pierre Madelin de la revue d'écologie politique *Terrestres*. Ce dernier ira jusqu'à avancer que pour s'être « *un peu intéressé à l'antisémitisme, je vois des liens évidents entre les formes les plus virulentes de LGBTphobie présentes chez certains écologistes radicaux – par exemple Casaux – et l'antisémitisme, non pas bien sûr dans le contenu, mais dans la mécanique affective et cognitive à l'œuvre*. » Le point Godwin est franchi !

De la violence des propos

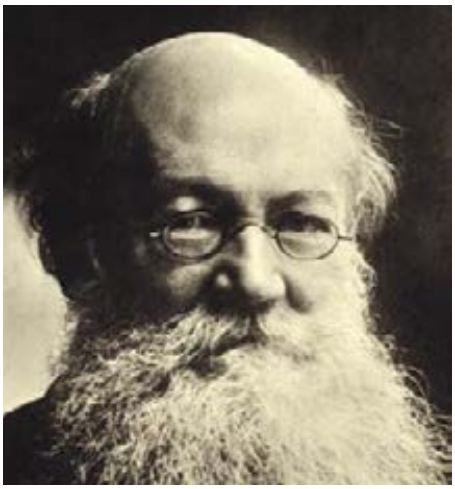
En l'absence de perspectives révolutionnaires, les disputes identitaires de tous bords, intersectionnelles, racisées, trans (philes ou phobes) etc. empruntent les voies de l'affrontement ultime. Les luttes de classe qui traversent tous ces groupes sont niées.

Pierre S. et Caillou

« Du pain, il faut du Pain à la Révolution ! »

Si la prochaine révolution doit être une révolution sociale, elle se distinguera des soulèvements précédents, non seulement par son but, mais aussi par ses procédés. Un but nouveau demande des procédés nouveaux.

Les trois grands mouvements populaires que nous avons vus en France depuis un siècle diffèrent entre eux sous bien des rapports. Et cependant ils ont tous un trait commun.



Le peuple se bat pour renverser l'ancien régime ; il verse son sang précieux. Puis, après avoir donné le coup de collier, il rentre dans l'ombre. Un gouvernement composé d'hommes plus ou moins honnêtes se constitue, et c'est lui qui se charge d'organiser : la République en 1793 ; le travail en 1848 ; la Commune libre en 1871.

Imbu des idées jacobines, ce gouvernement se préoccupe avant tout des questions politiques : réorganisation de la machine du pouvoir, épuration de l'administration, séparation de l'Église et de l'État, libertés civiques, et ainsi de suite.

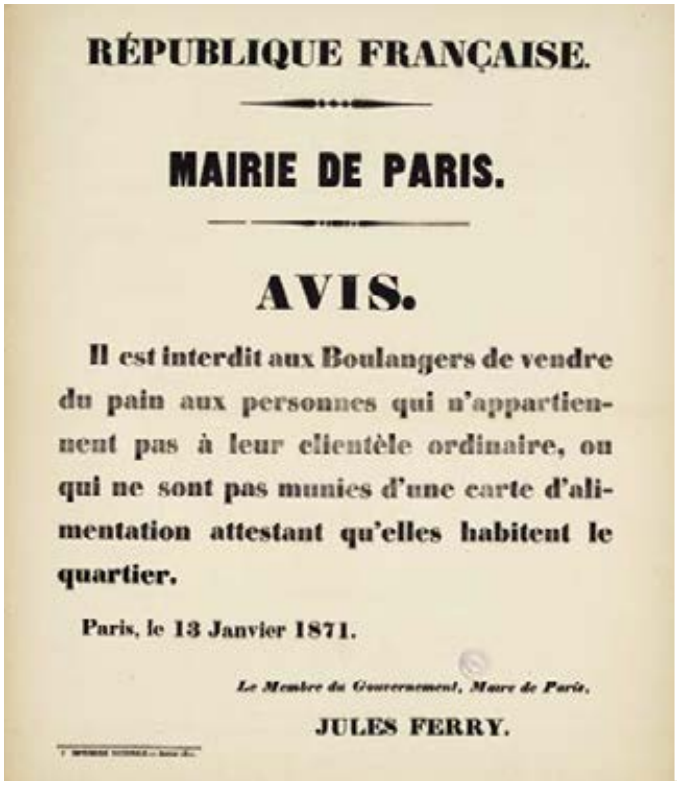
Il est vrai que les clubs ouvriers surveillent les nouveaux gouvernants. Souvent, ils imposent leurs idées. Mais, même dans ces clubs, que les orateurs soient des bourgeois ou des travailleurs, c'est toujours l'idée bourgeoise qui domine. **On parle beaucoup de questions politiques - on oublie la question du pain.**

De grandes idées furent émises à ces époques - des idées qui ont remué le monde ; des paroles furent prononcées qui font encore battre nos cœurs, à un siècle de distance.

Mais le pain manquait dans les faubourgs.

Dès que la révolution éclatait, le travail chômait inévitablement. La circulation des produits s'arrêtait, les capitaux se cachaient. Le patron n'avait rien à craindre à ces époques : il vivait de ses rentes, s'il ne spéculait pas sur la misère ; mais le salarié se voyait réduit à vivoter du jour au lendemain. La disette s'annonçait.

La misère faisait son apparition - une misère comme on n'en avait guère vu sous l'ancien régime. "Ce sont les Girondins qui nous affament ", se disait-on dans les faubourgs ●●●



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Il est interdit aux Boulangers de vendre du pain aux personnes qui n'appartiennent pas à leur clientèle ordinaire, ou qui ne sont pas munies d'une carte d'alimentation attestant qu'elles habitent le quartier.

Paris, le 13 Janvier 1871.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,

JULES FERRY.

DEUX MOIS AVANT LE DÉCLANCHEMENT DE LA COMMUNE DE PARIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

TAXE DU PAIN

LA COMMUNE DE PARIS,

Vu la loi des 16-24 août 1790;
Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1870, qui a rétabli la taxe du pain à Paris,

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER.

Le prix du kilogramme de pain, à Paris, est maintenu à

50 CENTIMES LE KILOGRAMME

ART. 2.

Les quantités de pain à livrer au détail, pour des prix déterminés de 10, 15 et 20 centimes, sont réglées ainsi qu'il suit, savoir :

Pour 10 centimes. . . . 190 grammes.
Pour 15 centimes. . . . 290 grammes.
Pour 20 centimes. . . . 390 grammes.

ART. 3.

Le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché partout où besoin sera.

Paris, le 8 mai 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

PENDANT LA COMMUNE DE PARIS

« Du pain, il faut du Pain à la Révolution ! »

ILLUSTRATION DE MANOLO PROLO

●●● en 1793. Et on guillotinait les Girondins ; on donnait pleins pouvoirs à la Montagne, à la Commune de Paris. La Commune, en effet, songeait au pain. Elle déployait des efforts héroïques pour nourrir Paris. À Lyon, Fouché et Collot d'Herbois créaient les greniers d'abondance ; mais, pour les remplir, on ne disposait que de sommes infimes. Les municipalités se démenaient pour avoir du blé ; **on pendait les boulangers qui accaparaient les farines - et le pain manquait toujours.** Alors, on s'en prenait aux conspirateurs royalistes. On en guillotinait, douze, quinze par jour, - des servantes avec des duchesses, surtout des servantes, puisque les duchesses étaient à Coblentz. Mais on aurait guillotiné cent ducs et vicomtes par vingt-quatre heures, que rien n'aurait changé.

La misère allait croissant. Puisqu'il fallait toujours toucher un salaire pour vivre, et que le salaire ne venait pas, que pouvaient faire mille cadavres de plus ou de moins ?

Alors le peuple commençait de se lasser. "Elle va bien, votre Révolution ! "soufflait le réactionnaire aux oreilles du travailleur. "Jamais vous n'avez été aussi misérable ! "Et peu à peu, le riche se rassurait ; il sortait de sa cachette, il narguait les va-nu-pieds par son luxe pompeux, il s'affublait en muscadin, et il disait aux travailleurs : "Voyons, assez de bêtises ! Qu'est-ce que vous avez gagné à la Révolution ? Il est bien temps d'en finir ! "

Et le cœur serré, à bout de patience, le révolutionnaire en arrivait à se dire : "Perdue encore une fois, la Révolution ! "Il rentrait dans son taudis et il laissait faire.

Alors la réaction s'affichait, hautaine. Elle accomplissait son coup d'État. La Révolution morte, il ne lui restait plus qu'à piétiner le cadavre.

Et on le piétinait ! On versait des flots de sang ; la terreur blanche abattait les têtes, peuplait les prisons, pendant que les orgies de la haute pègre reprenaient leur train.

Voilà l'image de toutes nos révolutions. En 1848, le travailleur parisien mettait "trois mois de misère "au service de la République, et au bout de trois mois, n'en pouvant plus, il faisait son dernier effort désespéré - effort noyé dans les massacres.

Et, en 1871, la Commune se mourait faute de combattants. Elle n'avait pas oublié de décréter la séparation de l'Église et de l'État, mais **elle n'avait songé que trop tard à assurer le pain à tous**. Et on a vu à Paris la haute gomme narguer les fédérés en leur disant : "Allez donc, imbéciles, vous faire tuer pour trente sous, pendant que nous allons faire ripaille dans tel restaurant à la mode ! "On comprit la faute aux derniers jours ; on fit la soupe communale ; mais c'était trop tard : les Versaillais étaient déjà sur les remparts !

"Du pain, il faut du Pain à la Révolution ! "

Que d'autres s'occupent de lancer des circulaires en périodes éclatantes ! Que d'autres se donnent du galon tant que leurs épaules en pourront porter ! Que d'autres, enfin, déblatèrent sur les libertés politiques !...

Notre tâche, à nous, sera de faire en sorte que, dès les premiers jours de la Révolution, et tant qu'elle durera, il n'y ait pas un seul homme sur le territoire insurgé qui manque de pain, pas une seule femme qui soit forcée de faire queue devant la boulangerie pour rapporter la boule de son qu'on voudra bien lui jeter en aumône, pas un seul enfant qui manque du nécessaire pour sa faible constitution.

L'idée bourgeoise a été de pérorer sur les grands principes, ou plutôt sur les grands mensonges. **L'idée populaire sera d'assurer du pain à tous.** Et, pendant que bourgeois et travailleurs embourgeoisés joueront les grands hommes dans les parlotes ; pendant que les gens pratiques discuteront à perte de vue sur les formes de gouvernement, **nous, « les utopistes », nous devrons songer au pain quotidien.**

Nous avons l'audace d'affirmer que **chacun doit et peut manger à sa faim, que c'est par le pain pour tous que la Révolution vaincra.**

Nous sommes des utopistes - c'est connu. Si utopistes, en effet, que nous poussons notre utopie jusqu'à croire que la Révolution devra et pourra garantir à tous le logement, le vêtement et le pain - ce qui déplaît énormément aux bourgeois rouges et bleus car ils savent parfaitement qu'un peuple qui mangerait à sa faim serait très difficile à maîtriser.

Eh bien ! Nous n'en sortons pas **: il faut assurer le pain au peuple révolté, et il faut que la question du pain les prime toutes. Si elle est résolue dans l'intérêt du peuple, la révolution sera en bonne voie ; car, pour résoudre la question des denrées, il faut accepter un principe d'égalité qui s'imposera à l'exclusion de toutes les autres solutions.**

[...]

Piotr Kropotkine

Extrait de ***La Conquête du pain***

Manifeste pour des actions coordonnées de guérilla jardinière et de résistance à l'industrie agro-alimentaire.

Il y a 19 ans « Sème ta zone ! » lançait le…

PETIT GUIDE PRATIQUE DE GUÉRILLA JARDINIÈRE

QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE NOTRE ASSIETTE ?

Avertissement ! Ce qui suit n'est qu'une courte perspective critique face à l'industrie agro-alimentaire. Chaque argument mériterait d'être détaillé longuement pour ne pas être assimilé à de la simple propagande. De nombreux ouvrages politiques, scientifiques et historiques le font très bien. Vous trouverez en note un certain nombre de références où trouver plus d'informations.

La production alimentaire capitaliste implique, entre autres, un usage massif de pétrole, de pesticides et d'emballages plastiques, le transport des aliments sur des milliers de kilomètres, la réduction de la biodiversité, la destruction des sols et des cours d'eau, la mise en esclavage de millions de sans-papier-e-s et pauvres en Europe et dans le monde.

Accepter le contrôle des ressources alimentaires par quelques grands groupes industriels est un suicide social, écologique et sanitaire à court terme.

Les millions qu'ils dépensent en propagande pour laver le cerveau des consommateurs-trices (ils se sont encore récemment auto-proclamés « *industriels de la protection des plantes* ») ne nous feront pas oublier que les Dupont, Syngenta, Monsanto, Novartis, Bayer et autre Dole sont en fait parmi les plus grands criminels et pollueurs de la planète, détenant industrie pharmaceutique, production de semences, de produits chimiques, d'armements…

Hors des pays « riches », le développement de l'agriculture industrielle et productiviste ruine les modes d'agricultures vivrières et fait disparaître les paysan-nes (la moitié de la population mondiale ne vit pas dans les villes), les exilant par millions vers les bidonvilles, où ils/elles ne peuvent plus subvenir à leurs besoins.

La minorité qui conserve une exploitation agricole devient totalement dépendante de la machinerie et de la chimie des grands groupes et de leurs volontés. Ils produisent en masse des plantes destinées à l'exportation et à la grande distribution, abusant souvent de sans-terres pour les basses tâches. L'extension du mode de production industriel dans les pays du sud est ainsi responsable d'exodes et famines massives. Il détruit les communautés et les pratiques sociales qui échappent encore aux logiques de compétition et de profit. Dans les pays riches, les quelques agriculteurs-trices qui subsistent et concentrent les terres deviennent de simples agents techniques sous contrôle.

L'industrie biotechnologique parfait ce système totalitaire en produisant des semences stériles et des OGM qui vont se croiser avec les autres espèces et rendre toute autre forme d'agriculture inenvisageable. Et ce, alors qu'il est aujourd'hui totalement impossible d'en calculer les dangers ou de stopper après coup la pollution génétique. ●●●

Manifeste pour des actions coordonnées de guérilla jardinière et de résistance à l'industrie agro-alimentaire.

●●● Les brevets sur le vivant vont permettre en parallèle aux firmes transnationales de disposer de droits exclusifs sur les plantes, animaux et gènes. À l'heure actuelle, les paysan-nes ne peuvent déjà plus utiliser une partie de leur propre récolte comme semence : ils/elles doivent racheter chaque année à des industriels des graines hybrides, conçues pour ne plus produire de semences valables (ce qui entraîne aussi la disparition de multiples variétés et une impossibilité de s'autonomiser vis à vis de grands groupes).

Les mythes scientistes du « progrès » et du « développement » visent à empêcher tout raisonnement lucide sur les dangers et l'irréversibilité des biotechnologies et de la production agricole industrielle…

Quant aux consommateurs-trices des villes ou des campagnes, nous vivons le plus souvent coupé-es de tout rapport concret à la production de notre alimentation et sommes à la merci de ces logiques…

La guérilla jardinière : une lutte et une pratique concrète !

A l'initiative de divers projets de potagers, collectifs militants et lieux autogérés, une initiative a été lancée pour des journées coordonnées de guérilla jardinière à travers les villes et espaces péri-urbains. Il s'agit de se balader en « repiquant » des légumes et en semant des graines sur tous les « p'tits bouts de vert » qui jalonnent la ville : plates-bandes délaissées, terrains en friche, jardins publics et autres bouts de bitume à ébrécher…

La mise en place de ces multiples petits potagers sauvages est une manière de résister à l'empire des biotechnologies :

> La guérilla jardinière et les potagers urbains permettent de sortir du rôle de simples consommateurs·trices, d'échanger des savoirs-faire, de découvrir le plaisir de faire « pousser » et de produire des légumes gratuitement.

> Les semences plantées seront de préférence non-brevetées et non-hybrides. Leur échange et leur prolifération permettra ainsi de sauvegarder des espèces illégales aux yeux de l'industrie (vous pouvez refaire chaque année des graines en laissant certaines des plantes « monter en graines »).

> Ces pratiques sont aussi un acte de solidarité avec toustes les paysan-nes en lutte, une façon de les sortir de leur isolement en montrant que d'autres se préoccupent de ces problèmes et de recréer des liens urbain-es/ruraux-ales.

> À l'heure où le moratoire européen sur les OGM risque d'être levé et les cultures transgéniques se démultiplier, la guérilla jardinière est une action complémentaire de toutes sortes d'initiatives de sabotages sur les laboratoires et champs d'OGM.

> La « guérilla jardinière », outre un travail de sensibilisation, devrait viser à inscrire des occupations de terrains dans la durée. Il est possible de s'entendre avec des gens du quartier pour occuper un petit bout de friche et en faire un potager plus permanent près de chez vous (des potagers collectifs squattés se multiplient actuellement autour de divers collectifs ou lieux de vie autogérés). Il existe aussi bien sûr encore quelque potagers associatifs et jardins ouvriers en milieu urbain, louables pour une bouchée de pain.

> C'est enfin une excellente façon de se réapproprier un espace urbain réservé à la vente, à l'exploitation salariée et à la circulation automobile ; un espace dont la concentration et l'organisation sociale sont des facteurs majeurs de dépendance. Pour s'autonomiser vis à vis du capitalisme, transformons et réapproprions nous la ville, produisons nous-même, désurbanisons !

Ces expériences d'agriculture urbaine peuvent paraître anecdotiques quant à l'enjeu de nourrir une population entière. Il est en effet nécessaire d'envisager une révolution des espaces urbains, ruraux et de nos modes de vie. Cependant de petites parcelles, pots, toits ou terrains abandonnés et bien exploités peuvent d'ores et déjà apporter, outre un peu de nourriture, des contacts et savoirs-faire.

Un grand nombre de plantes nécessitent peu de travail pour pousser et se reproduire : épinards sauvages, menthe, topinambours, mâche, courges, choux et bien d'autres…

Vous pouvez y amener quelques sacs de compost, faire de temps à autre un petit tour à vélo de vos endroits préférés, ou les placer au fil de vos parcours quotidiens pour en prendre soin. Ouvrez l'œil, des tas de compost vont s'élever et des légumes pousser dans les rues. Ils n'attendent que d'être entretenus, de se reproduire librement ou d'être ramassés !

POST SCRIPTUM MÉDICAL

Alors que les multinationales pharmaceutiques laissent mourir des millions de personnes à travers le monde et fabriquent des maladies autant qu'elles les soignent afin d'écouler leurs stocks, il est possible aussi de retrouver des pratiques d'automédication à base de plantes faciles à faire pousser ou à trouver en se baladant juste en dehors des villes.

11 IDÉES POUR ORGANISER UNE ACTION COLLECTIVE DE GUÉRILLA JARDINIÈRE PAR CHEZ VOUS…

Voici une petite fiche pratique réalisée à partir de quelques expériences de guérilla jardinière. Il ne s'agit pas d'un modèle à suivre mais de quelques conseils sur une certaine manière d'envisager la guérilla jardinière (à travers des *manifest-actions* publiques). Il y en a bien d'autres.

1. Choisir une période propice de l'année, de mars à juin suivant les régions pour bon nombre de légumes.

2. Se renseigner sur les coins en friche du quartier. Aller voir à la communauté urbaine, au cadastre, à la mairie, enquêter

auprès du voisinage… pour savoir à qui ils appartiennent, s'il y a des projets en cours.

3. Faire un repérage des coins jardinables, et des coins a priori non jardinables mais transformables par la verdure. Prévoir un parcours avec des arrêts réguliers et éventuellement, en fin, un espace où rester un peu plus longtemps, pique-niquer et dans lequel pourrait éventuellement se mettre en place un projet suivi.

4. Vous pouvez privilégier les espaces, bouts de parcs un peu cachés, mal entretenus, friche de quartiers ou parcs de banlieue, où vos légumes auront plus de chances de persister et grandir. Les plantations dans les plates-bandes aseptisées et millimétrées du centre-ville seront moins durables mais plus visibles. Pensez aussi aux interstices dans le béton, aux petits recoins, aux pavés manquants, aux endroits incongrus (une crête verte de blé sur une cabine téléphonique ou une statue, une plante totalement envahissante dans une brèche…), bref, transformez la ville ! Attention, les trottoirs en pavé ou en sable sont généralement passés au désherbant chaque année.

5. Vous pouvez repiquer des plants et des graines. Les graines c'est plus discret, les plants c'est plus visible et joli. Pour les plants, il faut y songer entre un et deux mois à l'avance si vous voulez qu'ils soient prêts et repiquables. Des tables de plants, c'est facile à faire chez soi en grande quantité, en plein air, sous bâche transparente, sous vitre ou en intérieur, dans des bacs en polystyrène, petits pots…

6. Pour obtenir des semences ou des plants, vous pouvez demander à des maraîchers bios du coin, ils ont souvent des plants en trop ou des semences qu'ils ne peuvent plus réutiliser dans un cadre commercial et qu'ils seront éventuellement ravis de donner pour un projet militant et pour aider des gens à se mettre au potager. C'est aussi possible de produire des semences soi-même, d'en prendre à des personnes qui jardinent (car la pratique de faire ses propres graines est loin d'avoir disparu).

7. Prévoir beaucoup d'eau (bidons de récup nettoyés, arrosoirs, pour pouvoir arroser abondamment après semis ou repiquage) et repérer d'éventuelles fontaines et points d'eau sur le parcours… surtout si cela se déroule en mai/juin. Prévoir un éventuel ré-arrosage le lendemain. Emmener aussi des sacs de terre, compost, fumier pour en rajouter dans les endroits pauvres ou presque dépourvus de terre ou totalement dépourvus de terre mais biens quand même.

8. Contacter les personnes et assos du quartier à l'avance, dans les hall d'immeuble, les boîtes aux lettres… C'est le genre d'initiatives que beaucoup trouvent plaisantes et un type de manifestation dans laquelle tout le monde peut faire de l'action directe et transformer l'espace sans prendre trop de risques.

9. Amener avec vous et demander par tract aux manifestant-e-s d'amener des brouettes et caddies pour transporter les plants, des cuillères et autres petits outils pour les repiquer.

10. Prévoir éventuellement des petits panneaux à mettre à côté des plants pour y indiquer le nom des variétés repiquées et les visibiliser dans les jours suivants. Par le passé, à côté du nom des plants nous avions collé une photocopie avec le texte ci-joint :

« Je suis une semence sauvage.
Contre les biotechnologies et les géants de l'alimentation capitaliste, les mini-potagers urbains, sauvages ou non, permettent de sortir du rôle de simple consommateurs-trices, d'échanger des savoirs-faire et de retrouver petit à petit des possibilités d'autonomie alimentaire. C'est un acte de solidarité avec les paysan-ne-s en lutte et une façon de faire proliférer des plantes jugées comme illégales par l'industrie.
Sème ta zone et fais pousser ! »

10. Si la guérilla jardinière peut aboutir à une discussion sur « que faire ensemble après ? », c'est encore mieux…

La betterave rouge et le radis noir vaincront le capital !

« Sème ta zone ! »

Vers une société paysanne ?

Au regard de la relation « harmonieuse » entre les chasseurs-cueilleurs et les milieux dans lesquels ils évoluaient, la naissance de l'agriculture a été perçue par plusieurs scientifiques comme « le premier faux-pas de l'humanité ».

Au fil des millénaires suivants, les masses paysannes, dont la longue histoire est celle de leur dépossession, seront contraintes de servir les intérêts des classes dominantes, malgré de nombreuses révoltes pour la défense de « biens communs ».

Depuis, l'industrialisation de l'agriculture par les apprentis sorciers du capitalisme, en imposant un seul type de rationalité économique, a engendré un tel massacre – du social comme du vivant – que, paradoxalement, une société « paysanne », alliant émancipation humaine et préservation des capacités nourricières, pourrait constituer la seule chance de surmonter le chaos actuel.

Dans une débauche d'objets connectés et dans le contexte des « *smart cities* », l'idéal du XXIe siècle serait-il réduit à éviter que la famine n'affecte trop l'humanité ?

Le désastre de l'agriculture capitaliste

Pour mieux illustrer le fiasco, rappelons les propos tenus par H. Kissinger, une crapule de grande envergure, lors d'une Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 à l'initiative de l'ONU et de la FAO : « *Nous devons proclamer un objectif audacieux : que dans dix ans aucun enfant ne se couche plus le ventre vide* ».

Un demi-siècle plus tard, malgré l'orgie de calories fossiles déversée dans le système, près d'un milliard d'habitants souffre de malnutrition chronique ! Parce que l'objectif de l'agriculture n'est plus de nourrir, mais de produire de la plus-value. Le terrain était préparé depuis des siècles : seigneurie comme système de domination et d'exploitation, enclosures (privatisation des parcelles) entraînant la mise en cause des droits d'usage collectifs et la prolétarisation du monde agricole…

La volonté d'intensifier la production des terres, l'évolution du machinisme (les prix élevés interdisant l'achat par les petites fermes) et l'exacerbation de l'individualisme possessif vont favoriser l'hécatombe : de 5.700.000 exploitations en 1892, la France passe à 2.300.000 en 1950.

Mais le capitalisme ne fonctionnant qu'à des échelles grandissantes et exigeant une croissance économique continue, la tendance à l'agrandissement, à la concentration ne pouvait que s'accélérer jusqu'à l'absurde, le capital des exploitations atteignant des proportions ahurissantes.

Fruit à la fois du « rayonnement et de l'impérialisme, la vocation exportatrice de l'agriculture – c'est-à-dire une logique de surproduction - allait être portée par les hauts fonctionnaires et une technocratie arrogante.

« *Tout ce qui est techniquement possible sera réalisé* » ! Une fuite en avant meurtrière et suicidaire.

La loi de « modernisation » de l'agriculture voulue, en France, par De Gaulle, et pilotée par deux polytechniciens, J. Rueff et L. Armand, allait engager un processus d'élimination performant : favoriser ceux dont le système avait besoin ; rendre les conditions de travail des autres de plus en plus difficiles, fragiliser et écarter les moins compétitifs.

D'où les prêts avantageux aux premiers, les « novateurs », les multiples aides, primes, subventions, les finanAcements occultes, le laxisme et même la complicité des pouvoirs publics permettant aux moins scrupuleux de conquérir des parts de marché, le remembrement aggravant le « développement inégal cumulatif » (17 millions d'ha remembrés, avec de nombreux travaux connexes nourrissant les ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts d'indemnités compensatoires)…

La recherche et l'action p ublique allaient s'inféoder totalement aux intérêts à court terme de l'économie et de la finance. Émouvante symbiose entre bureaucratie et loi du marché. Le vivant s'adaptera ! D'ailleurs, la carcasse d'un animal doit correspondre aux standards de la boucherie ![1]

Le bilan est connu depuis longtemps, dans lequel le télescopage entre le temps urbain accéléré et le temps rural plus

CAPTURE D'ÉCRAN ÉMISSION SUR ARTE. *SACRIFICE PAYSAN* À PROPOS DE JÉROME LARONZE, PAYSAN ABATTU PAR UN GENDARME.

PHOTO TIRÉE DE L'ÉPISODE ***LE SACRIFICE DES PAYSANS*** DU FEUILLETON *NEUMATT*

lent a pesé lourdement. Un coût social et humain exorbitant, la charge de travail (des semaines de 60 à 70 heures) comme le chômage conduisant en définitive aux mêmes conséquences (solitude, sentiment d'inutilité, perte de dignité, état dépressif, suicide). La santé menacée : accidents, intoxications, cancers induits par les pesticides, nourriture appauvrie de l'agro-industrie. Une désertification rurale accrue, la régression des territoires habités ; fermeture d'écoles, de services publics, disparition d'artisans, de commerces, perte de savoir-faire, altération du patrimoine culturel… Une grande vulnérabilité du milieu urbain : collecte des déchets, approvisionnement en nourriture (l'Île-de-France n'est autosuffisante sur le plan alimentaire qu'à hauteur de 1 %!). Des atteintes graves à l'environnement : gaspillage de l'énergie, notamment par les transports à longue distance, les circuits de distribution complexes, la climatisation, la surgélation, pollution des eaux, compactage du sol, épuisement des nappes phréatiques, destruction du paysage bocager, érosion de la biodiversité (selon la FAO, au cours des cent dernières années ont disparu 75 % des variétés agricoles et alimentaires)… Un appauvrissement génétique, des crises sanitaires, une maltraitance animale par le biais d'élevages concentrationnaires et de fermes-usines (lorsqu'un animal parcourt un mètre, il perd 0, 2 calorie !). Le pillage de l'agriculture des pays pauvres, ou plutôt appauvris, notamment par les mécanismes de l'endettement. Et le gaspillage de l'argent public à travers le budget européen.

Spéculation, financiarisation et accaparement sont les trois mamelles…

Le capitalisme étant insatiable, il fallait atteindre une autre dimension. Dans la plus grande opacité, l'accaparement des terres agricoles par des sociétés d'investisseurs et des entreprises s'accélère un peu partout, mais aussi en France. Ces pratiques, dénoncées entre autres par *Terre de liens* ou *Les Amis de la Terre*, contribuent à augmenter la distance entre celui qui travaille la terre et celui qui la possède. La SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), qui devrait réguler l'achat de foncier et empêcher la concentration des terres, est au mieux complice, au pire écartée par des opérations de montages financiers permettant de contourner la réglementation. Grâce aussi à la cogestion syndicale des notables de la FNSEA. Or les deux tiers des terres qui changent de main vont à l'agrandissement, empêchant l'installation de nouveaux paysans. La France a ainsi perdu plus de 100 000 fermes en dix ans, et 80 000 emplois agricoles (recensement de 2020). En effet, une grande exploitation de cent ha emploie en moyenne 2, 4 personnes, tandis qu'une petite en emploie 4, 8 (en sachant que certaines dépassent les 1 000 ha). Parce que certains achètent des « parcelles à prix d'or » (plus de 10 000 €/ha), les agriculteurs les plus endettés sont contraints de vendre leurs terres et de devenir salariés. En 2017, un conglomérat d'investisseurs chinois avait acquis plus de 1 700 ha de terres agricoles dans l'Indre !

Si les impacts sociaux sont lourds, les conséquences environnementales, y compris climatiques, ne le sont pas moins. Les objectifs de rentabilité conduisent à favoriser la monoculture, à intensifier la mécanisation, à adopter des pratiques agro-industrielles polluantes et destructrices des sols, au détriment des principes agroécologiques, et en totale contradiction avec la prétendue « transition ».

Des « semeurs d'espoir » ?

Qu'on les qualifie de « *néo-paysans* » ou de « *paysans alternatifs* », des individus, des collectifs tentent de résister au modèle productiviste, contestent l'ordre social dominant à partir des années 1960-1970, dans le sillage du militant et syndicaliste B. Lambert, auteur de *Les paysans dans la lutte des classes,* et cofondateur, en 1987, de la Confédération paysanne. Les statistiques manquent pour évaluer ce que pèsent ces « rebelles » : le Réseau agriculture durable comptait 22 groupes à la fin des années 1990, contre 46 aujourd'hui (environ 10 000 adhérents).

Travaillant en partie « à côté » du système, dans l'hybridation de la tradition et de la modernité, ce mouvement est prêt, vers la fin des années 1980, à constituer une « alternative » au système (« *minoritaires mais pas marginaux* »)[2]. Au cours de son histoire, il intègre plusieurs dimensions : les préoccupations écologiques, la revalorisation de la place des femmes, l'intégration dans des réseaux associa-

SALLE DE GAVAGE POUR CANARDS DESTINÉS À L'INDUSTRIE DU FOIE GRAS, ÉQUIPÉE EN CAGES INDIVIDUELLES - SUD-OUEST DE LA FRANCE, 2004

ÉPANDAGE. ENGRAIS OU PESTICIDES ? PHOTO FRANCK BARSKE

tifs et coopératifs, l'ouverture à d'autres groupes sociaux et à la culture.

L'objectif global est une transition vers des systèmes économes et autonomes ; refus de la confiscation des activités par des spécialistes, construction d'outils conviviaux - au sens d'I. Illich[3] – polyvalents, utilisables par tous, réparables, partage des tâches pénibles, entraide, réappropriation des savoirs et des savoir-faire. Cette critique de la technique va de pair avec une critique du travail (expérimentation, créativité, recherche de sens, diversité des travaux…) et un autre rapport au temps (respect des cycles de la nature contre le processus continu d'accélération).

Vers une nouvelle condition paysanne ?

Mais la démarche souvent courageuse d'individus désertant le marché du travail pour renouer avec les saisons, travailler le vivant, recréer un lien conscient à l'alimentation à travers la permaculture, les circuits courts, la vente directe, les AMAP ou les marchés locaux ne suffira pas à « faire société ». Ne pas se satisfaire d'occuper les interstices du système productiviste, passer d'une juxtaposition d'expériences même enthousiasmantes au projet d'une « société paysanne » devra répondre à un certain nombre de conditions dont l'émergence est loin d'être assurée. Pour sortir d'une société atomisée fondée sur la concurrence, la hiérarchie, et même la haine, il faudra commencer par (ré)apprendre à vivre ensemble, et donc à s'écouter et à se respecter. Depuis des millénaires, le pouvoir politique n'a de cesse d'opposer des egos souvent surdimensionnés ; d'où l'impératif de refonder une cohésion sociale, de réfléchir ensemble, de reconstruire du commun, de mutualiser des savoir-faire locaux, d'élaborer un projet collectif, de privilégier la coopération comme moteur de l'histoire. Quand on constate les querelles intestines qui rongent les milieux associatifs et militants eux-mêmes, on mesure le chemin qui reste à parcourir.

Ensuite, être clair sur le nécessaire abandon progressif d'une société industrielle qui, aveuglée par l'obsession d'extraire la plus grande puissance potentielle du sous-sol et mue par la seule loi du profit, a transformé la personne en pur sujet économique, n'a engendré que l'asservissement à l'outil, la subordination à la machine, programmé l'obsolescence de l'homme et l'agonie de la vie sauvage. Le souci de quantifier le monde a éliminé l'expérience sensible au profit d'une « raison instrumentale » et le « confort » de la vie quotidienne a discrètement provoqué l'amputation de nombreuses facultés humaines. I. Illich qualifie de « convivial » le niveau technologique maîtrisable par le plus grand nombre.

La prétention imbécile d'affranchir l'homme de toutes les contraintes a fabriqué des individus « hors-sol », et l'hypermobilité est vécue par beaucoup comme un arrachement, avant de devenir une errance. En aucun cas, l'homme déraciné ne peut servir de tremplin à une société épanouissante. L'artificialisation acharnée du monde a détruit le lien intime avec le paysage, et contrairement à ce que nous serinent les partisans d'un progrès promu au rang de religion, l'ancrage dans la vie biologique n'est pas synonyme d'entrave ou d'obstacle ; il permet précisément de retrouver le sens des limites. L'attachement à une communauté et à une terre et la volonté de rester maître de sa vie sont des marqueurs forts de la condition paysanne. C'est pourquoi, comme l'exprime J-P Berlan : « *Il n'y a rien de plus insupportable pour l'industrie semencière que la gratuité du vivant* ».

« Qui est prêt à abandonner l'univers aliénant mais feutré des écrans pour aller travailler respectueusement la terre ? »

Face aux dégâts de plus en plus préoccupants, et à plus long terme insoutenables, causés par la mécanisation, la motorisation, l'emploi de produits chimiques et la génétique, il est vital de restaurer et de maintenir les équilibres des agroécosystèmes. Et donc de réhabiliter des connaissances et des pratiques accumulées depuis des millénaires, complétées par des savoirs nouveaux (cultures associées et rotation, non-labour, lutte biologique, couvert végétal, semences et matériels adaptés, énergies alternatives, agroforesterie…). C'est-à-dire insérer l'activité agricole dans une approche plus vaste de la nature. Familiale ou coopérative, l'agriculture paysanne peut obtenir des résultats comparables à ceux de l'agriculture conventionnelle… sans les conséquences désastreuses. Et, de toutes façons, ce n'est que localement que l'on peut décider ce qu'il est nécessaire et possible de produire.

Et si une société paysanne suppose peut-être 10 ou 20 % de la population contribuant à la production agricole (au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'agriculture représentait 36 % de la population active), il va falloir un tsunami dans les mentalités et des « recompositions sociales majeures »! Vaincre le mépris séculaire qui a humilié des générations de « ploucs », de « péquenauds », de « cul-terreux » dont le patois attestait de l'obscurantisme. En sachant que c'est sur le terreau de ces offenses que prospère le fascisme. Qui est prêt à abandonner l'uni-

vers aliénant mais feutré des écrans pour aller travailler respectueusement la terre ?

Dans un livre remarquable *Le sacrifice des paysans* (Éditions L'Echappée), P. Bitoun et Y. Dupont répertorient les oppositions entre les valeurs du « paysan » - qu'il va falloir redécouvrir – et celles d'une modernité mystificatrice. L'unité spatiale et temporelle du travail, de la fête, des rapports humains contre la fragmentation des sphères de la vie sociale. La paysannerie comme mode de vie, rapport au monde, condition sociale contre la division du travail et l'hyperspécialisation. L'espace limité, la lenteur, l'acceptation de la puissance de la nature et la succession des saisons contre l'illimitation, la vitesse et le projet prométhéen. L'attachement à la terre et la stabilité contre le hors-sol, l'agitation maladive et la soif de colonisation. Le contact direct avec l'organique contre l'obsession hygiéniste d'un monde aseptisé. L'auto-organisation politique contre la domination de l'État et du capitalisme.

Enfin, si la question de l'accès au foncier est généralement évacuée, c'est bien parce qu'elle constitue l'obstacle le plus ardu à surmonter. Il faut cesser de croire en la générosité subite des propriétaires terriens ou en la volonté farouche des politiciens d'engager des réformes agraires « justes ». Les hectares nécessaires à l'installation d'un million de « paysans » - ou plus – il faudra, avant de les gérer collectivement, les arracher aux agri-managers. Concevoir la ruralité comme espace de lutte et de résistance : il s'agit bien d'une révolution.

Jean-Pierre Tertrais

1. « […] Au CFPPA, on m'enseignait que, pour finir un agneau en quatre à six mois, de façon que sa carcasse corresponde aux standards de la boucherie, il fallait lui fournir une alimentation riche en céréales, c'est-à-dire presque à volonté ; […] ». *Le ménage des champs*, Xavier Noulhianne - Éditions du bout de la ville. Page 22

2. « *Des paysans minoritaires mais non marginaux* » titre du premier chapitre, page 15, de *Paysans alternatifs, semeurs d'avenir*- Estelle Deléage - Le bord de l'eau

3. « *J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil.* » Ivan Illich - 1926-2002 - *La convivialité* – 1973

ÉLISÉE RECLUS, PAR NADAR, 1889

Grenouilles façon Élisée Reclus

Cet article est paru dans le Monde libertaire de décembre 2018. Nous le republions avec gourmandise.

Plat de « résistance » pour les végétariens. Depuis six siècles et plus, nos ami.e.s d'outre-Manche aiment à nous appeler *Frogs*, *Froggies*, ou *in-extenso* « *Frog Eaters* » - les horribles « Mangeurs de grenouilles ».

Il est vrai que c'est bien en France que ce plat est le plus consommé avec plus de 3 000 tonnes par an, et à tel point que tels les dodos de l'île Maurice, nos amis batraciens ont disparu de Martinique et de Guadeloupe.

C'est peut-être ce qui a motivé Élisée Reclus (1839-1905), grand activiste et théoricien de l'anarchisme du XIX[e] siècle à mobiliser de concert ses convictions de légumiste[1] et un certain respect de notre tradition culinaire pour imaginer puis diffuser, non sans humour, la recette végétarienne des grenouilles aux épinards.

On doit cette trouvaille au journaliste Adolphe Brisson (1860-1925) qui fait le récit de sa découverte, dans un petit livre de préparations culinaires pour végétariens qui « traîne » sur le bureau du poète Maurice Victor Bouchor (1855-1929).

La recette des « Grenouilles Élisée Reclus aux épinards » décrit la préparation de petites farces composées de pain, persil, cerfeuil, œufs et beurre, et qui n'ont bien sûr de la grenouille que la taille. Si l'on ne doute pas dans ces pages de l'inexistence de Dieu, on ne peut être hélas tout aussi certain de l'inexistence de son compère le Diable qui aime, on le sait, à se cacher dans les détails. C'est pourquoi le *Monde Libertaire* vous offre le protocole très précis qui vous permettra de réussir à coup sûr ce mets tout autant délicieux que révolutionnaire et respectueux du bien-être de nos amies les bêtes.

Nuage Fou

1. On dirait maintenant « végétarien ».

Ingrédients

- Deux petits pains à un sou
- Deux cuillères à soupe de persil haché et autant de cerfeuil
- Cinq œufs
- Vingt grammes de beurre frais
- Une bonne assiette d'épinards

Procédé

1. Les feuilles d'épinard doivent être échaudées et placées sur un tamis.

2. Coupez les petits pains en tranches fines et trempez-les dans du lait ; exprimez-en ensuite le lait qui est de trop.

3. Ajoutez le persil dans le cerfeuil, qu'on aura fait d'abord mijoter dans un peu de beurre.

4. Prenez trois œufs, faites-en des œufs brouillés, et ajoutez-les à la masse ainsi que les autres œufs et le beurre frais, en prenant soin de bien remuer.

5. La farce ainsi obtenue est enveloppée dans chaque feuille d'épinard. On replie les feuilles avec soin, de façon que la farce ne puisse pas passer pendant la cuisson.

6. Prenez une casserole. Beurrez-la, ajoutez-y un peu d'eau, mettez-y vos grenouilles, que vous laissez ainsi pendant une demi-heure.

Servez chaud avec une sauce blanche bien relevée ; mort aux vaches et longue vie aux grenouilles !

Que sont mes semis devenus ?

Au XVII^e siècle, des paysans anglais, les *Diggers*, « les bêcheurs », se sont mis à occuper illégalement des terres. Apparaît alors le terme de « squat » du verbe *to squat*, s'accroupir. Ce terme de squat désigne l'occupation « *sans droit ni titre* » d'un lieu sans l'accord du propriétaire légal.

Revenons aux *Diggers* en train de s'accroupir ou de bêcher. Et si c'était simplement pour semer et planter ?

Au XVII^e siècle, de l'autre côté de l'Atlantique, la ville de Nouvelle-Amsterdam occupe l'île de Manhattan pour devenir plus tard New-York. Le dernier gouverneur hollandais, Peter Stuyvesant, possédait une grande ferme. Cette grande ferme n'a pas survécu à l'urbanisation et à l'industrialisation qui allaient suivre.

Au XX^e siècle, début des *Seventies*, il ne reste plus de la ferme qu'un terrain jonché de gravats, restes des nombreux bâtiments détruits.

En 1973, une habitante du quartier – Liz Christy – voit ce vaste terrain, à l'angle des rues Houston et Bowery. Bowery est la forme anglicisée de *bouwerie* qui, en néerlandais signifie… ferme. Alors pourquoi pas !

En fait, Liz Christy et sa bande de joyeux activistes avaient créé une nouvelle forme d'action en milieu urbain : connus sous le nom de *Green Guerillas* – les guérilleros verts – ils plantaient des jardinières, ils revégétalisaient des terrains vagues avec un procédé datant de l'Antiquité, les « bombes à graines ».

À propos des bombes à graines

Si, dans l'Égypte ancienne, elles étaient utilisées pour remettre en état les terres dévastées par les crues annuelles du Nil, elles sont de nos jours utilisées pour permettre à la végétation de se réinstaller dans des zones dévastées le plus souvent du fait de l'action de l'Homme. Pour reboiser des zones sinistrées par des feux de forêts, les boules de graines peuvent être larguées par avion ou par hélicoptère mais pour les terrains vagues, les friches ?

C'est là que les *Green Guerillas* interviennent…

Pour réaliser une bombe à graines - *seedballs* ou *seed bomb* - mélangez deux volumes d'argile, un volume de terreau ou de compost, quelques graines, mais pas trop, et malaxez le tout avec un peu d'eau pour obtenir des boules de la taille de balles de ping-pong**,** ou de falafels aux graines de sésame pour les gourmands.

Ça y est, elles sont prêtes à être lancées…

Vous remplacerez alors le bousier et ses boules d'excréments remplies de graines… Très utile en plein effondrement de la biodiversité. Mais pas que…

« *Semer en utilisant des bombes à graines est une façon de s'accaparer l'espace public et de lui rendre ainsi sa fonction première de lieu de vie communautaire.* » Julien Hoffmann, naturaliste

Revenons à New-york en 1973, à Liz Christy et les *Green Guerillas*, et à ce vaste terrain. Les gravats et les ordures sont virés, de la terre végétale est répandue, une clô ture entoure le tout. Les premières plantations peuvent commencer. En avril 1974, la ville de New-York, par le biais du bureau de la préservation et du développement du logement, accepte la location du site qui devient *les « Bowery Houston Community Farm and Garden »* (Ferme et jardin communautaires de Bowery Houston) pour la somme symbolique de 1 dollar par mois.

BANSKY

LIZ CHRISTY DANS LE PREMIER JARDIN COMMUNAUTAIRE À NEW YORK EN 1973 (PHOTO : DONALD LOGGINS)

Expérience unique ?

Que non, trop tentant pour des habitants d'autres quartier de la *Big Apple*. Les *Green Guerillas* sont alors sollicités. Ils organisent des ateliers, revégétalisent des parcelles expérimentales avec un large éventail de plantes, apprennent à cultiver là où rien ne devrait pouvoir pousser.

Le jardin communautaire de Bowery devient le lieu de mutualisation des savoirs, d'échanges et de dons de plants et de graines, de partages des envies. De nouveaux jardins communautaires fleurissent dans toute la ville.

Un accord est signé en 2002 entre la ville de New-York et le procureur général de New-York, prévoyant la préservation du jardin Liz Christy, premier jardin communautaire.

Qui avait germé dans la tête de joyeux activistes.

Autres lieux, autres jardins communautaires, autres traitements.

Juin 2021, Rouen, des habitants du quartier Saint-Nicaise vont squatter un immense espace à l'abandon avec un double objectif : contrer un projet immobilier et surtout revégétaliser et créer des jardins partagés, lancer une production légumière locale.

Depuis l'abandon du foyer en 2015, la nature ayant repris ses droits, le « *Collectif des Jardins Joyeux* » dispose de 3 à 4.000 mètres carrés de jardins cultivables, riches en bonne terre végétale. Oubliés les fertilisants.

Le promoteur entreprend alors rapidement les démarches nécessaires à l'expulsion des squatters. Le juge des contentieux lui donne raison le 29 octobre 21 : le *Collectif des Jardins Joyeux* doit aller voir ailleurs…

La préfecture de Seine-Maritime indique alors que « *comme dans toute affaire de ce type, et dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de libération volontaire, ni de suite donnée au commandement de quitter les lieux délivré par l'huissier,* [elle] *pourrait être saisie afin d'apporter le concours de la force publique, dernier recours prévu par l'ordonnance.* »

Le collectif demande un délai que lui accorde la cour d'appel : expulsion reportée au 10 janvier 2022. Mais maintenue… En pleine trêve hivernale, une vingtaine de personnes qui vivaient sur place parmi lesquelles deux familles avec enfants, voient débarquer une nuée de flics à 8h du mat.

Mais la lutte continue…

Au final, avec le soutien de la municipalité, le collectif n'a pas tout perdu. Le promoteur, grand seigneur, garde pour lui le patrimoine bâti pour son projet immobilier mais « *rétrocède la partie occupée par les jardins*. » Y a plus qu'à replanter.

« Tout ça en autogestion (assemblées plénières, chantiers collectifs, marchés). »

Quelques années avant, mars 2010, à Dijon, quelques 200 joyeux manifestants armés de fourches ne font pas un remake de 1789.

La mairie souhaitait bétonner d'anciennes zones maraîchères à l'abandon. C'est donc fourches en mains que des « guérilleros verts » ont défriché les terres en question pour faire revivre ces terrains… Le *Quartier libre des Lentillères* était né, et avec lui le Le Pot'Col'Le ou « Potager collectif des Lentillères », un collectif ouvert à celles et ceux qui souhaitaient s'engager sur le *Quartier Libre des Lentillères* le temps d'une saison ou plus.

Ça se passe comment ? Il y a le Jardin des Maraîchères, sans salariés, qui permet d'alimenter des marchés hebdomadaires non lucratif à prix libre. Et puis des dizaines de petits jardins familiaux, des constructions de cabanes, des lieux entretenus par tous et toutes et ouverts à tous et à toutes pour la promenade, pour des ateliers d'échanges de savoirs divers et variés, des concerts ou des fêtes. Tout ça en autogestion (assemblées plénières, chantiers collectifs, marchés). Mais les vautours veillent : la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SPLAAD) et le Grand Dijon « *n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux* ». Ils veulent remplacer ce quartier libre par l'« écocité des maraîchers » bien dans les clous. Et puis « éco », ça fait penser à de la verdure ou à de l'argent…

« Des graines d'autogestion, de resocialisation de l'espace urbain, d'expérimentation des possibles ont germé. »

Ce furent des années de résistance pour enfin obtenir en novembre 2019 l'abandon par la mairie du projet immobilier. Gagné ? Pas tout à fait… Le maire PS, François Rebsamen, se la joue NDDL : les squatters sont priés d'aller s'inscrire sur un registre début 2020 sinon c'est l'expulsion. Alors ?

« Depuis 10 ans, nous construisons concrètement dans ce quartier libre et autogéré l'autonomie alimentaire dont se flattent les élus. La victoire ne fait que commencer ! »,

Le 21 mars 2022, lors du conseil municipal, le maire et son équipe sortent de leur manche un nouveau projet ressemblant fort à une nouvelle attaque : un *« front bâti »* sur deux des huit hectares des Lentillères. Sont de nouveau menacés tout ce qui a été auto construit y compris les habitations. Histoire de nettoyer le *« bidonville »* des Lentillères que les braves gens ne sauraient voir.

La lutte n'est donc pas terminée… Les occupants du Quartier libre des Lentillères proposent à la mairie la création d'une Zone d'écologies communale (ZEC). Pas de réponse…

Depuis, les résistants persistent à résister. L'autogestion va bien, merci pour elle. Ainsi, entre la rédaction de ce papier et la sortie du *Monde libertaire* de mai, aura eu lieu « ***Le Chantier des Communs*** ». Une idée de ce qui est prévu :

- une journée de chantier mini-golf
- une journée de clean de la grange ou autre prépa du style en vue de la fête
- chaque jour, du chantier côté cantine / angle : installation de la plonge (plomberie, soudure, structure bois) ●●●

●●●, aménagement du grenier de la Maison de l'Angle (rangement, clean et élec), broderie

- chaque jour, pose des bottes de paille de la Maison Commune et pré-enduisage une fois posé

- chaque jour, démontage d'une charpente qui menace de s'effondrer (plus éventuellement rangement alentour)

- une journée de mise en place d'une haie dans le verger.

Et, n'oublions pas que nous parlons de guérilla jardinière, un week-end naturaliste et bourse aux plantes.

La lutte n'est donc pas terminée…

Précarité et résistance

Les trois exemples cités soulèvent une remarque nécessaire. Dans ces trois lieux – New-York, Rouen et Dijon – des « guérilleros verts », des habitants de quartier, des militants ont semé. Et cela ne s'est pas limité à à une simple entreprise de revégétalisation : des graines d'autogestion, de resocialisation de l'espace urbain, d'expérimentation des possibles ont germé.

En face, les gestionnaires zélés d'un mode de vie déshumanisé ont toute une palette de lois, règlements, décrets avec leurs flics, huissiers et autres chiens de garde de l'ordre établi.

À New-York, la décision finale est revenue à la municipalité et au procureur général. À Rouen ce sont la municipalité et le promoteur qui se sont arrangés. À Dijon, la municipalité est toujours prête à bondir…

Les îlots de résistance ne parviendront pas, seuls, à enrayer la mécanique capitaliste. Les réseaux sont plus que nécessaires, le fédéralisme, la solidarité…

La lutte n'est donc pas terminée…

Biscotte

Poète et paysan

Qui l'eût cru ? L'Union S oviétique vit encore ! Staline et Brejnev ont beau n'être plus que microbiote d'intestin de lombric, le Parti et ses candidats uniques restent parmi nous. Oui, en France. Non, ne pensez pas sur-le-champ à Renaissance, le Parti de Josef Djougachvili Macronovitch, Elizabeth Trébornétova, Gérald Béria et Gabriel Vichinsky, non, le véritable hériter français du Parti communiste de l'Union soviétique, c'est la FNSEA. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, dont la démocratie interne s'avère tout aussi démocratique que la constitution soviétique de 1937 : Staline et Yéjov juraient qu'elle était la plus démocratique du monde !

On en veut pour preuve la candidature unique d'Arnaud Oulianov, pardon Arnaud Rousseau. Personne d'autre n'a osé se présenter et personne ne semble imaginer que les fabricants de rots de vaches et d'huiles à diabète ne le propulsent pas à leur tête.

Arnaud Rousseau après Christiane Lambert, c'est un peu comme Andropov après Brejnev, comme Macron après Hollande : on sent la structure vibrer, les étais craquer, les rouages grincer, alors on resserre les boulons.

L'agriculture des usines à lisier, des champs de pesticides et des tomates de tennis souffre d'un déficit d'image, comme on dit chez McKinsey ? Revenons derechef aux vraies valeurs !

Arnaud Rousseau se décrit, en conséquence, comme un « agriculteur ». On imagine aisément un homme aux ongles noirs, au parler dru, aux bottes de caoutchouc boueuses sous une combinaison bleue. Allons donc, il y a agriculteur et agriculteur.

Arnaud Rousseau, en agriculteur de pointe, en pionnier de la production, en explorateur du futur, a fréquenté l'*European Business School* de Paris (50 000 euros de frais de scolarité). Pierre Bourdieu avait pris l'ESB comme

exemple de ces écoles de commerce qui rattrapent les rejetons faiblichons des familles riches et leur vendent un diplôme d'apparence prestigieuse. Les Parisiens (pas les agriculteurs) connaissent bien ces ados farauds où l'acné le dispute à l'ambition. Puis notre chevalier blanc des laboureurs devint militaire, et termina sa carrière avec le grade de capitaine.

Des protéagineux pour un max de blé

Il se lança ensuite dans l'agribusiness, avec un succès certain : nous ne parlons pas des 170 000 euros par an de subventions européennes touchés par son exploitation de 700 hectares, mais de son poste de dirigeant *« d'un mastodonte de l'économie française : Avril-Sofiprotéol, le géant de ce que l'on appelle les oléagineux et protéagineux (colza, tournesol, soja et protéines végétales de type luzerne, féverole, pois…), fondé par le syndicat de la filière. Rien de moins que le 4e groupe agroalimentaire français. On trouve ses produits dans nos assiettes, dans les rations d'élevage, dans l'industrie cosmétique, à la pompe… Les huiles Lesieur, Isio 4, Puget, les œufs Matines, l'agrocarburant Diester : tout cela vient d'Avril-Sofiprotéol et de ses usines de transformation de colza, de tournesol et de soja. Le groupe est immense. En plus de six usines en France, Avril-Sofiprotéol s'est progressivement implanté à l'international ces quinze dernières années. Il a racheté des sociétés et des terres au Sénégal, au Maroc, en Tunisie, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Europe centrale, en Roumanie, au Royaume-Uni… et au Brésil, où il a fait l'acquisition, en 2016, du groupe de nutrition animale Salus. Au total, il est implanté dans dix-neuf pays. Il produit aussi des engrais chimiques et investit dans la recherche sur le génome.* » (*Mediapart*, Amélie Poinssot).

« Ça eut payé »… mais ça paye encore plus !

En 2021, le chiffre d'affaires d'Avril-Sofiprotéol a dépassé 6, 9 milliards d'euros, 4e groupe de l'agro-alimentaire français. Rien à côté des géants américains, mais pas des cacahuètes quand même. *Mediapart* nous rappelle que la gestion de ce groupe a inspiré à la Cour des comptes, en 2002, les mots *« légalité douteuse »* et *« trésorerie surabondante »*. Bel éloge de l'ascension de l'ado faraud.

Mais l'agression poutinienne de l'Ukraine, en faisant soudain peser un énorme risque sur la non moins énorme production céréalière de ce pays, donne un vigoureux coup de fouet à cette ascension : car la *« souveraineté alimentaire »* passe par, a déclaré Monsieur Acné : *« une agriculture offensive (…) qui refuse de se laisser enfermer par les idéologies, les violences inacceptables, et les sirènes de la décroissance ».*

Une brève traduction donnera « une agriculture qui produit le plus possible quoi qu'il en coûte, qui refuse de se laisser intimider par les écologistes, qui exige qu'on la protège au moyen de grenades de désencerclement, et qui sait que la croissance infinie est parfaitement possible dans un monde fini ».

Le capitaine Rousseau a révélé qu'un jour, il a chuté, de neuf mètres, dans l'un de ses silos à grains (la chose arrive plus fréquemment qu'on ne croit). Il raconte avec fierté que, malgré deux jambes cassées, il a réussi à remonter à la force des bras plutôt que par l'opération du Saint-Esprit. L'épisode démontre que les silos français souffrent d'un grave défaut de conception : leurs parois ne sont pas assez glissantes.

Il va sans dire que no tre capitaine (d'industrie) en homme positif, optimiste, dit OUI à l'avenir : il se pose donc en ferme partisan des OGM (qu'il a peut-être découverts dans son récent pèlerinage à pied à Saint-Jacques de Compostelle), il clame un oui enthousiaste aux mégabassines, puisqu'en vrai réaliste, il affirme qu'il faut produire « plus de protéines ». Hormis la rime, on ne voit pas très bien le lien entre les mégabassines et les protéines, mais cela prouve que l'on peut être capitaine, catholique et poète.

Nestor Potkine
qui propose d'installer un silo à grains devant l'Élysée.

« L'AGRICULTEUR DU 21E SIÈCLE ». ARNAUD ROUSSEAU COMMANDANT DE BORD DE SON MÉGA TRACTEUR. CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE.

Ni bassine, ni terreur : No Darmanan !

LA BANDEROLE DU COLLECTIF LIBERTAIRE NI MAÎTRE NI BASSINE

La violence d'État a atteint un paroxysme depuis quelques semaines : répression démesurée des manifestations contre la réforme des retraites, quasiment des attaques guerrières à Sainte-Soline, un discours outrancier du premier flic de France. Et tout cela pour un trou vide… de vie, d'herbe, d'eau !

200 blessé·e·s dont plusieurs grièvement. Serge est encore dans le coma, son pronostic vital est toujours engagé au moment de la rédaction de ces quelques lignes. **3 200** gendarmes, **1 140** OPJ, **7** hélicoptères, **5 000** grenades envoyées en deux heures, des dizaines de tirs de LBD. Des policiers allemands, italiens, la Guardia civil espagnole participent au repérage des manifestant.es.

Le gouvernement lève le menton, fait entendre le bruit des quads, motos… mobilise des robocops. Personne ne doit s'approcher à moins de 150 mètres d'un trou, un simple trou empli de vide, de futures désespérances agricoles, de prochains bénéfices agroalimentaires.

Le vide coûte des centaines de blessures profondes, des mutilations, des traumatismes divers.

Une revanche sur l'intelligence collective.

Depuis 2017, des habitants, associations environnementales, syndicats, élu.es du territoire concerné s'élèvent contre les projets des bassines. Petit à petit, suite au refus systématique de lancer un moratoire sur l'eau (au jour d'aujourd'hui 158 élus des Deux-Sèvres le demandent) de la part des institutions concernées (services de l'État, FNSEA, régie de l'eau…), la lutte s'élargit et se… radicalise. Même les associations environnementales les plus éloignées des engagements politiques (telle l'association de pêche de Charente-Maritime) s'opposent au remplissage des bassines et à de nouvelles constructions. Bloquées par le carcan de la légalité, la volonté étatique de passer en force malgré des décisions de justice, par-delà des victoires juridiques, No bassaran se tourne vers des stratégies liées à la légitimité de la lutte. Les participants aux rassemblements sont de plus en plus nombreux : les mobilisations s'égrènent sur l'ensemble des registres, balades pédagogiques, canyoning, manifestations, rassemblements, sabotages et débâchages de bassines, le tout lié à des recours à la justice. Et la mayonnaise prend.

Par-delà la problématique de l'eau, de l'impossibilité de faire coexister deux types d'agriculture : l'une exploitant la terre et sous perfusion de subventions, l'autre plus respectueuse du terroir. Les populations concernées : le monde agricole, les habitants, l'ensemble des professions de la terre et de la mer, les élu.es, madame et monsieur tout le monde d'ici et d'ailleurs savent qu'il s'agit en tout premier lieu d'un changement de paradigme.

« Pas d'espace de négociations possible, pas de monde multiple à construire. Le bleu, le gris emplissent les lignes d'horizon. »

Au fil des ans, la gendarmerie, les gendarmes mobiles, malgré leur « savoir-taper », seront dépassés. A trois reprises,

LE 26 MARS 2022 À LA ROCHÉNARD © QUENTIN VERNAULT / REPORTERRE

PHOTO ANNA

ils seront débordés malgré la hausse continue des moyens répressifs ou l'interdiction de manifester. Mauzé, Rochénard, Sainte-Soline, à chaque fois la joie, la volonté, la mise en symbiose des énergies prévalent sur les techniques urbaines de maintien de l'ordre. Un général dans « La voix du gendarme » demande un allégement du matériel porté par les militaires et des quads, propose une situation politique où toute contestation devient impossible et renforce l'anti-ZADisme du gouvernement. Il y a une revanche à prendre du côté du manche : plus aucune ZAD, aucune opposition populaire ne peut être tolérée. Pas d'espace de négociations possible, pas de monde multiple à construire. Le bleu, le gris emplissent les lignes d'horizon.

Un déferlement de bruit, de fureur.

Un seul mot d'ordre : quoi qu'il en coûte : no passaran. Mais tout commandant, même d'une cellule ministérielle, ne peut se prévaloir de Miaja, général défenseur de Madrid en 1936. Il s'agit de faire peur, de casser le consensus dans ce mouvement anti-bassine. Emmanuelle Dubée, préfète des Deux-Sèvres, interdit toute opposition : aucune autorisation de manifester près d'une bassine. Les cortèges sont arrêtés, même en Charente-maritime, pas de moyens de locomotion collective. Elle participe à l'interdiction de la prise en charge des blessé.es. Il faudra l'intervention de son homologue de Charente pour que le Samu puisse enfin secourir les victimes.

Personne, même pas les organisateurs, n'était préparé à un tel déferlement mortifère. Aucun manifestant ne pensait subir un tel déchaînement guerrier. Il ne s'agissait pas d'une opération de maintien de l'ordre et lequel ? Ni de protéger la société des casseurs : il n'y avait rien à casser ! Il s'agissait d'apeurer, de terroriser, de montrer ce qu'il en coûtait d'être en désaccord avec la politique gouvernementale.

Pour quel résultat ? Peu d'arrestations, une pompe de démontée et une fracture nette entre la société civile et l'État.

Darmanin aura beau réinterpréter cette opération guerrière, menacer la Ligue des Droits de l'Homme, témoin de ses exactions. La messe est dite : aucune opposition à la politique gouvernementale ne sera acceptée.

Les lois anti-terrorisme sont des outils efficaces à cette mise sous tutelle sociétale.

The totalitarism is watching you !

Une seule réponse : no Darmanan !

Thyde Rosell
ayant participé au rassemblement au titre du collectif libertaire Ni maître ni bassine

La goutte de trop !
Retour sur les événements de Sainte-Soline

Après l'amertume et la colère laissées par le déchaînement des forces de l'ordre bourgeois, une unique question sortait de la bouche de tous·tes les camarades : que fait-on avec ça ? Il est plus qu'évident qu'en plus des nombreux·ses blessé·es, à qui le soutien doit être immodéré, cette journée marquera l'ensemble des participant·es à vie.

Seulement pour comprendre ce qui s'est passé, il faut revenir sur l'ensemble du week-end et ce qu'il dénonçait. Et non simplement sur la symbolique du cortège vers la méga-bassine.

Dès le vendredi, des compagnon·nes de différents endroits du monde étaient venu·es manifester leur soutien, ●●●

SUITE PAGE 45

Communiqué des parents de Serge

(lu lors de la soirée de soutien aux Soulèvements de la terre à Paris)

La menace de dissoudre un des collectifs qui ont appelé à manifester contre les bassines, le 25 mars, est une nouvelle illustration du mépris que ce régime exprime envers quiconque veut faire barrage à la politique qu'il mène au service de la bourgeoisie. Il s'agit en effet pour lui d'accréditer l'idée que les milliers de manifestants présents à Sainte-Soline auraient été des enfants sans aucune autonomie, arrivés là sous l'influence de quelque puissance occulte.

Menacer de dissoudre des structures qui organisent la solidarité contre la répression est un autre reflet de ce mépris consistant à faire croire que les gens eux-mêmes, à la base, sont incapables de s'organiser pour se défendre.

Or c'est tout le contraire qui se passe aujourd'hui en France.

A Sainte-Soline, il n'y a pas eu, d'un côté, les « bleus » et les « noirs » et, de l'autre, les « familles ».

Les dizaines de milliers de personnes participant à cette manifestation interdite savaient que les plus mobiles se trouveraient dans le cortège chargé d'ouvrir le chemin vers la bassine, et nul ne dissociait les « non-violents » des « violents », les « bons » manifestants des « mauvais ». La complicité entre les uns et les autres était évidente. Ces dizaines de milliers de personnes ont agi ensemble, chacune selon ses possibilités, contre le modèle capitaliste que représentent les bassines et malgré les menaces de répression émanant de l'État. Et elles ont été capables, ensemble, de résister physiquement au bras armé de cet État.

La violence a été du côté des forces de l'ordre, qui ont visé l'ensemble des manifestants.

Les 200 blessés de Sainte-Soline – dont notre fils Serge et Mickaël, les plus gravement atteints – ne sont pas le résultat d'une « mauvaise gestion de l'ordre », d'erreurs de tel ou tel, ou simplement le fruit du hasard. Le responsable de ces 200 blessés, c'est un État qui a pour seul objectif, dans la période actuelle, de mettre à genoux toute contestation sociale afin de mieux gérer l'exploitation du travail dans les années à venir, face à la crise que connaît le capitalisme pour se perpétuer.

La répression policière et juridique est omniprésente et se répand comme la misère sur le pauvre monde, mais nous ne nous laisserons pas enfermer dans un combat contre cette répression qui accaparerait tous nos espaces et notre vision de la vie. Car notre monde, c'est aussi celui de la lutte, et la lutte c'est la fête. La fête, ce sont les barbecues des gilets jaunes sur les ronds-points ; ce sont les cris et les chants lors des manifestations contre la réforme des retraites ; c'est l'expression créative et colorée que peuvent avoir les manifestations des femmes ou des homos ; ce sont les grèves ou les occupations dans lesquelles les salariés se découvrent sur leur lieu de travail ; ce sont les blocages joyeux de routes ou de lycées…

Contre la répression, ces espaces de lutte et de fête témoignent que le monde doit changer de base, et que nous avons en nous, dès maintenant, la capacité d'y parvenir en les mettant en valeur et en les élargissant.

Nous n'avons besoin d'aucune « figure » ou d'aucun parti pour nous indiquer la voie à suivre tout en nous prenant par la main.

Nous maintiendrons notre union dans un même combat contre l'aménagement capitaliste du territoire, et notre solidarité contre la répression. On ne tue pas un mouvement en déclarant dissoutes certaines de ses structures ou en les interdisant. Dissolution ou interdictions ne changeront donc rien.

Et nous ne céderons pas aux palinodies de partis politiques qui cherchent encore à parler en notre nom alors qu'ils ne re- présentent plus grand-chose.

C'est en nous que nous devons avoir confiance pour repousser l'assaut de l'État policier, comme celui d'une extrême droite à l'affût.

Les parents de Serge, le 12 avril 2023

Merci de diffuser ce communiqué le plus largement possible.

PHOTO PRISE DANS LA RUE À TOULOUSE PHOTO THYDE ET RORO

La goutte de trop !
Retour sur les événements de Sainte-Soline

SUITE DE LA PAGE 43

●●● s'exprimer sur leurs luttes pour l'accès à l'eau pour tous·tes, mais aussi nous prévenir que la lutte que nous entamons n'en est qu'à ses débuts et qu'elle allait être férocement réprimée…

La suite des événements nous a montré qu'ielles avaient raison.

Certain·es diront « guerre de l'eau », d'autres « bataille », ou encore « lutte » ? Les mots sont importants et laissons à chacun sa vision des choses. Seulement, la problématique est plus vaste.

Cela fait des années qu'un petit nombre d'exploitant·es agricoles et d'industriel·les s'évertue à accaparer l'eau et les terres, au détriment de tout le reste, pour imposer leur modèle mortifère… Et désormais, pour ce faire, l'État complice a été clair. Il privatise son armée. Car ne nous y trompons pas, ça n'était nullement un trou que la gendarmerie était venue défendre, mais bien une poignée de propriétaires terriens.

Le changement climatique, couplé à l'entêtement étatique, n'augure rien de bon pour la suite. Plus que jamais nous devons prendre conscience de l'enjeu et du signal clair que nous envoient les capitalistes par la répression menée à Sainte-Soline. Car vous l'aurez compris, c'est un enjeu de taille, qui vaut plus pour eux que la vie de ceux qui résistent…

Quelques mots enfin, pour affirmer que, si dans cette histoire, la gendarmerie est au plus haut point détestable, cela ne doit pas nous faire oublier que celles et ceux à qui elle obéit sans broncher, sont pires encore. Et ce, jusqu'aux plus hautes strates de l'État voyou et de l'ensemble des complexes qu'il protège.

Contre l'État et le capitalisme !

Pour la révolution sociale, écologiste et libertaire !

Pour un accès à l'eau pour tous·tes, dans le respect de tous·tes et contre la propriété privée !

Plantons les graines de l'anarchisme !

Groupe La Sociale, FA Rennes.
Groupe Henri Laborit, FA Vendée.
Le 30 mars 2023

Ceux qui prônent les méga bassines, prônaient le remembrement…

MADAME LA COLLINE

Vous êtes jaune et desséchée
Pourquoi madame la Colline *(bis)*
Mes racines on a arrachées
Je n'ai plus d'eau dans ma poitrine

Refrain
Et l'eau s'enfuit, s'enfuit, s'enfuit
Dans les prairies, l'herbe était si belle
Et l'eau s'enfuit, s'enfuit, s'enfuit
J'entends taper le seau sur le fond du puits

Dans les cellules de mes talus
La terre restait prisonnière *(bis)*
Aujourd'hui sur la roche nue
Les troupeaux vont dans la poussière

Dans la chevelure de mes haies
Qui poussaient sur ma tête ronde *(bis)*
Le froid et le vent se brisaient
J'avais chaud avant qu'on me tonde

Dans les dessous de mes fossés
L'ombre était douce et accueillante *(bis)*
Les animaux pour se soigner
Y trouvaient des herbes et des plantes

Tout ça est détruit en vitesse
Quand arrive le bulldozer *(bis)*
À la place de toutes ces richesses
On déroule du fil de fer

Les bulldozers individuels
Ça fait la joie des paranos *(bis)*
Les tronçonneuses que ça s'appelle
Ça fait un peu ciné porno

C'est la difficulté qui stoppe
La frénésie des imbéciles *(bis)*
Quand ça résiste un arbre on coupe
On en coupe cent quand c'est facile

Beau rossignol du bois joli
Si tu nous quittes pour toujours *(bis)*
Qui chantera pendant la nuit
Nos doux messages à nos amours

C'est notre histoire que nous gravions
Dans les sillons de nos cultures *(bis)*
Chaque champ portait par son nom
Témoignage de notre culture

Les noms et les mots, on les rase
Les champs reçoivent un numéro *(bis)*
Pour notre histoire et pour nos phrases
Le numéro c'est le zéro

Ingénieur du remembrement
Dis-nous le montant de ta prime *(bis)*
Ma prime c'est quatre pour cent
Sur les talus que je supprime

Sur l'abattage quatre pour cent
Par talus ça fait pas beaucoup *(bis)*
Pour que ça soit intéressant
Il faut en détruire beaucoup

Mais pourquoi tant d'acharnement
À vouloir que tout on arrache *(bis)*
Est-ce que c'est pour le rendement
Ou pour que personne ne s'y cache

Ceux qu'ont décidé ça là-haut,
Voilà ce qu'on a à leur dire *(bis)*
Si c'est exprès c'est des salauds
S'ils savaient pas, c'est encor' pire

Gilles Servat

Extrait du disque
Chantez la vie, l'amour et la mort
Kalondour. 1977

FNSEA : quand le libéralisme mafieux implore l'aide de l'État

Au prétexte que la Confédération paysanne avait « cautionné » les récents événements de Sainte-Soline, la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) du Morbihan et les Jeunes agriculteurs du département demandent au préfet de la « *sanctionner* » ! La Confédération paysanne serait un ramassis de « *décroissants simplement égoïstes, qui ont le ventre plein, et qui voudraient faire croire qu'il ne faut pas se préoccuper de nourrir la planète, pour revenir à une agriculture vivrière* » !! Les auteurs du texte demandent que « *la Confédération paysanne soit exclue de toutes les instances officielles du département, régionales et nationales, et qu'elle ne perçoive plus de subventions publiques* » !! Et plus loin : « *Le rôle d'un syndicat n'est pas d'imposer un modèle et la FDSEA, elle, s'attache à défendre les intérêts de tous les agriculteurs* » !! Et pour bien enfoncer le clou, Ch. Lambert éructait au 77e congrès de la FNSEA : « *Nous ne céderons pas à la violence et continuerons de porter notre vision de l'agriculture* » !! Ceux qui connaissent le fonctionnement de la FNSEA doivent déjà être morts de rire !

Un peu d'histoire

Dans son livre *La forteresse agricole – une histoire de la FNSEA* (2004), G. Luneau rappelait que les origines de ce syndicat se situent « *dans les marmites d'extrême droite où mijotait la Corporation paysanne du régime de Vichy* ». Que tous les ministres de l'agriculture, de droite ou de gauche, ont toujours prêté une oreille attentive – c'est un euphémisme – aux propos du syndicat agricole le plus puissant de France. Le journaliste nous permet de découvrir « *la violence des intrigues, les dissidences, les manipulations politiques, les stratégies économiques* » et de comprendre comment un modèle unique de développement agricole a pu programmer l'élimination de centaines de milliers de paysans… au nom de l'unité paysanne !

Des méthodes de voyous

Dans son investigation impressionnante, G. Luneau écrivait : « … *depuis la Libération et la naissance de la FNSEA jusqu'à nos jours, on a assisté à des dizaines de ces saccages : des préfectures attaquées ; des bureaux d'institutions publiques, voire de ministères, ravagés ; des panneaux de signalisation routière brisés ; des murs barbouillés ; des milliers de tonnes de légumes et de fruits dispersés sur les routes, piétinés, arrosés de pétrole, jetés à la décharge ; des fleuves de lait déversés dans les rues ; des porcelets lancés vivants sur les forces de l'ordre ou accrochés aux grilles des préfectures ; des lignes de chemin de fer barrées, endommagées…* ». « *S'attacher à relever des condamnations judiciaires consécutives à ces exactions, c'est chercher une aiguille dans une meule de foin. On trouve plus souvent un gouvernement qui cède, un ministre prêt à faire un chèque, un préfet passant l'éponge, qu'un procureur jugeant opportun de poursuivre… On ne fâche pas la puissante FNSEA* ». Comme le proclamait Ch. Lambert (voir plus haut) : « *Nous ne céderons pas à la violence* » !!

Le capitalisme comme modèle

La FNSEA a clairement accompagné la « modernisation » de l'agriculture des années 1960. L'agrandissement des tailles d'ateliers et l'accaparement des productions – financés par les fonds publics – permettent davantage de compétitivité, c'est-à-dire la capacité de vendre moins cher, et donc suppose des prix inférieurs aux coûts de production e t des charges externalisées et payées par d'autres. Or, plus de modernisation et d'innovation, c'est plus d'investissements trop lourds pour les plus précaires, plus d'industrialisation et d'artificialisation, plus de déshumanisation de la profession, plus d'élimination des petites fermes pourtant plus efficaces en termes d'emplois et de biodiversité.

La surproduction permet la « vocation exportatrice » de l'agriculture, c'est-à-dire l'anéantissement des productions vivrières des « pays en développement » soumis, depuis les années 1980, aux programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Ce qui explique qu'aujourd'hui ceux qui souffrent de la faim vivent pour l'essentiel dans les pays en développement et sont pour les deux tiers des paysans.

Lorsque l'association France nature environnement prône la mise en place de zones de non traitement aux pesticides près des habitations, des agriculteurs de la FDSEA jettent œufs et poubelles devant leurs locaux. Lorsque l'association de sauvegarde de la vallée du Meu organise une conférence sur la méthanisation, des agriculteurs de la FNSEA tentent de la perturber. Lorsque la journaliste M. Large enquête sur les pratiques agricoles intensives, sa voiture est sabotée.

Lorsque les délinquants du syndicat cogestionnaire vont pleurer auprès de l'État, une cellule « Demeter » de renseignement sur les atteintes au monde agricole est créée, plaçant la gendarmerie au service de l'agro-industrie. Lorsque les salaires des dirigeants de la FNSEA flirtent avec les 15 000 euros mensuels, pendant que 30 % des agriculteurs ne peuvent pas se dégager un revenu… c'est sans doute qu'ils le valent bien !

Jean-Pierre Tertrais

De l'exploitation des travailleurs agricoles en Andalousie

DANS LE SUD DE L'ESPAGNE, DES MILLIERS DE SERRES S'ÉTENDENT À PERTE DE VUE. CAPTURE D'ÉCRAN SUR YOUTUBE. "ALMERIA, SPAIN". SB ADVENTURE

Petit retour sur le *Monde libertaire* d'avril et plus précisément sur l'article page 12 « De l'exploitation en milieu bio » en Espagne.

Ce texte a pu être perçu comme une critique des cultures bio. Mon propos était plus une dénonciation de l'exploitation éhontée que subissent les travailleurs dans ces immenses cultures « sous plastique ». Main d'œuvre immigrée originaire principalement du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, surexploitée, sous payée, et logée, loin des villes ou villages, dans des tentes ou cabanes de fortune sans eau ni électricité (on me souffle dans l'oreillette que l'Espagne n'a pas le « privilège » de ce type d'exploitation de la main d'œuvre immigrée avec ou surtout sans papiers ; c'est vrai mais n'oublions pas que cette production de fruits et légumes n'est pas destinée à l'alimentation locale mais à l'exportation vers la grande distribution de l'Europe centrale et du Nord - y compris la France).

Caractéristiques

À l'heure où le problème de l'eau se pose de manière de plus en plus accru et urgent, où les industriels se frottent les mains en privatisant cette ressource qui est (était ?) un bien commun (en attendant le jour où ils nous feront payer l'air que nous respirons), on peut constater les dégâts dus à ces cultures. En effet, il s'agit bien de culture intensive entièrement tournée vers le profit et non pas pour la satisfaction des besoins de la population locale. Conséquences de cette culture intensive (60 000 hectares de serres dans la région d'Almería !), un écosystème de plus en plus mis à mal. La sécheresse due au dérèglement climatique accélérant le processus d'assèchement des nappes phréatiques. Les serres sont irriguées toute l'année et, comme les réserves d'eau de pluie ne suffisent plus, on utilise l'eau de mer dessalée (coût très élevé). L'eau de puits ? Ces puits sont creusés (souvent illégalement) de plus en plus profondément et l'eau qu'on y recueille doit être diluée car, à ces profondeurs, elle est… salée (encore un coût élevé qui s'ajoute). Illégale aussi l'élimination des plastiques, légal par contre l'empoisonnement des sols par les produits de pulvérisation.

Parlons tomates

La consommation de tomates de certains pays du Nord ou d'Europe centrale a ainsi doublé ces vingt dernières années. Selon la revue *« Archipel »* (journal du Forum civique européen), chaque jour 140 camions transportant exclusivement des tomates quittent l'Espagne pour ces autres pays du nord. Nous vous ferons grâce du nombre de km parcourus par ces camions et de leur consommation de carburant. La sobriété énergétique, la diminution du taux de dioxyde de carbone (CO_2), ce n'est pas pour tout de suite.

C'est décidément tout le système de production capitaliste qui est à revoir, ou plutôt à remplacer par un autre, soucieux d'aménager la terre de manière durable sur le plan écologique et social.

Une économie alternative, libertaire peut-être ? Sûrement.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

CINÉMA
AMEL & LES FAUVES

« Avec ma mère, nous avons vécu dans la honte et souffert dans la peur. Mais plus jamais maintenant. Ce film, c'est notre histoire. […] Dans ce monde terrifiant des bas-fonds, de la poésie et de la tendresse ressortiront de la vie des prostituées, des alcooliques cassés par la vie, des femmes seules qui se battent pour survivre et des jeunes révoltés qui trouvent dans la criminalité un dernier rempart contre la société cynique. Cette Tunisie que l'on pense connaître, qui nous fait rêver grâce à sa jeunesse libre et à ses réformes démocratiques, mais qu'on ignore en réalité profondément, car ces lieux qui hantent *Amel & les fauves* ne sont pas couverts par les médias étrangers. Cette cassure sociale est profonde et ce système bafouent la liberté et la dignité des plus démunis. »

Voilà un des messages que Medi Hmili, le réalisateur, espère nous faire passer à travers l'écriture de son film. Il s'agit bien là d'un thriller social où les ravages de la drogue et de la violence sont d'une cruauté sans nom. Âpre et très noir, le film dresse un constat effrayant de la Tunisie d'après la Révolution, à travers deux de ses composantes les plus malmenées : les jeunes et les femmes.

Amel et Moumen

Amel, travaille comme ouvrière dans une usine. Elle vit avec son mari Tahar et leur fils Moumen un adolescent et gardien de but talentueux. Ils devront affronter une société profondément patriarcale et machiste. Amel, la mère de Moumen, sera accusée à tort d'adultère et de prostitution pour avoir accepté de monter dans la voiture d'un homme d'affaires censé pistonner son fils dans le milieu du football.

« Une femme mariée surprise en compagnie d'un homme, dans un espace clos, risque jusqu'à cinq ans de prison sans avoir besoin d'un rapport médical. Mais si le mari ne poursuit pas sa femme en justice, elle prend 6 mois. »

Amel est seule contre tous, mais rien ne l'arrêtera, à sa sortie de prison, elle cherchera avec rage son fils, jusque dans les ténèbres d'un univers sombre et violent. On devine, dès les premières séquences de ce film intimiste filmé près des corps, qu'il s'agit là d'une descente aux enfers pour les deux personnages principaux joués admirablement bien par Sarra Hannachi (la mère) et Afef Ben Mahmoud (le fils). Les deux acteurs ont reçu le prix d'interprétation au Festival International de Cinéma, Vues d'Afrique de Montréal. Les humiliations et les désillusions iront crescendo. La détresse et le désespoir de Moumen, abandonné à son sort, glacent le sang. Il s'enfonce dans les bas-fonds de la ville dont on comprend que le réalisateur, Mehdi Hmili, qui porte le projet de ce film depuis de longues années, en connaît précisément les lieux.

« En 2008, j'avais participé à un atelier à Namur et l'histoire était déjà là. C'était celle d'un gamin qui se blesse au football et qui dérape. Cette histoire était aussi la mienne, car plus jeune, j'étais footballeur professionnel. Le film raconte un peu le destin de ma famille. »

Le film de Mehdi Hmili est aussi un film sur le pouvoir de l'amour d'une mère pour son enfant, un thème universel. La violence, la solitude, la morale, ne viendront pas à bout de l'amour qu'Amel porte pour son fils Moumen. Le don de soi est présent à chaque instant. La beauté, la force et l'énergie d'Amel, magnifiées par la photographie, donnent l'espoir d'une issue possible à la bataille menée contre cette société malade.

Un pays qui souffre

Mehdi Hmili exprime le désarroi d'un pays en pleine chute libre : **« Malgré le changement et les aspirations de la révolution, le contexte social n'a pas beaucoup évolué. La lutte acharnée pour la survie que mène la classe sociale écrasée en Tunisie est celle des plus démunis contre le système. Et ce même système est protégé par une police ravagée par la corruption. Le système policier en Tunisie est l'un des plus corrompus au monde selon les ONG tunisiennes et internationales. Suite aux**

EXTRAITS DE LA BANDE ANNONCE

attentats terroristes qui ont frappé la Tunisie après la révolution, le système policier s'est renforcé. On lui a attribué tous les moyens. Mais les vieux démons des années Ben Ali l'ont vite rattrapé. La torture policière persiste en Tunisie, la corruption aussi et l'impunité des forces de sécurité pousse de plus en plus de victimes à garder le silence. J'ai choisi d'affronter « ma » famille dans *Amel & les fauves* à ce système afin de le dénoncer. »

La foi en l'humanité perdue progressivement le long de ce récit violent aux allures oniriques, rejaillit lors de la dernière séquence aussi bouleversante que sublime.

Un réalisme tendu

On pourrait se plaindre que le montage manque parfois de fluidité. On a le sentiment que Mehdi Hmili est animé par le souci de ne rien laisser de côté tant il insiste sur chaque événement. On aimerait parfois qu'il nous épargne quelques scènes d'un réalisme un peu trop brutal et peut-être superflues. Il faut compter sur sa capacité à nous embarquer dans la réalité, qui, nous dirait-il, est assurément plus cruelle que la fiction. C'est aussi à cette volonté de ne rien nous épargner que l'on reconnaît la couleur du vécu.

Mehdi Hmili fait partie de la nouvelle vague de jeunes cinéastes tunisiens. Il est une figure majeure du paysage cinématographique tunisien actuel. Sa société de production, Yol Film House, joue un rôle actif dans le soutien des talents tunisiens. En 2019, il participe à La Fabrique des cinémas du monde du Festival de Cannes avec le long métrage documentaire Fouledh. Streams (Amel & les fauves) a été sélectionné en compétition officielle au 74e Festival international du film de Locarno.

Mireille Mercier et Daniel Pinós
Un strapontin pour deux (Radio libertaire)

Amel & les fauves
Un film de Mehdi Hmili.
Sortie en salle le 26 avril prochain.

APPEL À CONTRIBUTIONS

Romancier (*La Mémoire des vaincus*, *Les Mouchoirs rouges de Cholet*, etc.), spécialiste de la littérature prolétarienne, critique d'art, auteur d'une *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, **Michel Ragon** (1924-2020) est une figure incontournable des Lettres françaises et du mouvement anarchiste.

À l'occasion du centenaire de sa naissance, la revue *Fragments* lui consacrera un numéro spécial en 2024. Toute contribution (de spécialistes de l'art, de la littérature, des idées libertaires, ou tout simplement de lecteurs de ses ouvrages) sera la bienvenue.

Fragments,
79 rue du Docteur-Roux 95130
Franconville-la-Garenne
ou : Raphaël Romnée, raph.rom@wanadoo.fr

PHOTO DE YANN LEVY, 2006

CARLOS SAURA
UN CINÉASTE INTRÉPIDE, CURIEUX ET MÉLOMANE

Le vendredi 10 février, Carlos Saura, le réalisateur aragonais, est décédé à l'âge de 91 ans. Carlos Saura a rejoint Buñuel, Berlanga et Bardem, les plus grands cinéastes espagnols de notre temps. Avec ses illustres amis, il a créé l'essence du cinéma espagnol pendant la période la plus difficile de son histoire récente, la dictature de Franco et la transition. Jusqu'à son dernier soupir, Saura n'a jamais cessé de filmer et de créer, allant d'un horizon à l'autre. Il dépeignait le monde avec sa caméra dont il ne se séparait jamais, comme un appendice de lui-même. Intrépide, curieux, mélomane, Carlos Saura nous aura toujours surpris.
Tout l'intéressait, il a tiré le meilleur parti de toutes ses expériences. Le réalisateur est décédé à l'âge de 91 ans, la veille de la cérémonie des Goyas espagnols, l'équivalent de nos Césars, au cours de laquelle il devait recevoir un prix d'honneur.

Un cinéma de résistance

Né à Huesca, en Aragon, en 1932, il commence des études d'ingénieur industriel, mais change d'orientation pour rejoindre l'Institut de recherches et d'expériences cinématographiques de Madrid. En 1952, il réalise son premier court métrage, *La tarde del domingo* (L'après-midi du dimanche), suivi du documentaire *Cuenca* et, en 1960, il sort *Los golfos* (Les voyous), une œuvre fondamentale directement liée au néoréalisme italien transposé à la réalité espagnole. C'est au travers d'une jeunesse désœuvrée et une petite délinquance typiquement espagnole que Carlos Saura s'attaque au régime franquiste.

Mais c'est *La caza* (La chasse), en 1966, qui le catapulte vers le succès seulement cinq ans plus tard. Comment représenter au mieux la guerre civile espagnole sans en parler, uniquement d'un point de vue allégorique ? Avec *La caza*, le réalisateur choisit un dispositif minimaliste, mais au symbolisme très efficace : José, Paco et Luis, trois amis qui ont autrefois combattu dans le camp des nationalistes, se retrouvent pour une partie de chasse dans une garrigue noyée par le soleil et le silence. L'aridité de cet espace écrasé par le soleil est une belle métaphore de ce qu'est l'Espagne à ce moment-là : un pays à l'agonie qui n'offre plus le moindre oxygène.

Ce n'est que le début d'une carrière variée et radicale, courageuse et pleine de symboles qui ne font que remettre en question la réalité de l'époque.

CARLOS SAURA AU TRAVAIL AVEC SON ÉQUIPE

Les productions d'Elías Querejeta et de Carlos Saura

Sa relation avec le producteur Elías Querejeta est fondamentale pour le développement de sa carrière, ainsi que pour de nombreux auteurs du moment, tels que Manuel Gutiérrez Aragón ou Víctor Erice. L'association d'Elías Querejeta et Carlos Saura nous livre des films avant-gardistes comme *Peppermint Frappé*, en 1967, ou *Stres es tres tres* (Le stress c'est être trois), en 1968. Ces deux titres façonnent la modernité du cinéma espagnol et réussissent à le sortir des frontières du pays à une époque particulièrement difficile.

Carlos Saura passe au crible le franquisme et une bourgeoisie qui adhérait aux dogmes de la dictature. Des œuvres qui font fi de la censure, avec laquelle il a eu plus d'un démêlé. Il s'agit d'un cinéma radical sur le plan esthétique et thématique.

La caza remporte l'Ours d'argent à Berlin et Peppermint Frappé le prix du meilleur réalisateur, qui sera complété par l'Ours d'or, en 1981, avec *Deprisa, deprisa* (Vivre vite).

Mais la Berlinale n'est pas la seule à apprécier sa valeur. Pendant de nombreuses

années, il est le seul réalisateur espagnol à se rendre au Festival de Cannes, où il remporte le prix du jury pour deux de ses œuvres emblématiques, *La prima Angélica* (La cousine Angélique), en 1974, et *Cría cuervos* (Nourris des corbeaux) en 1976.

Dans cette dernière fiction, le réalisateur raconte la vie d'une petite fille de huit ans qui découvre avec ses grands yeux (le regard écrasant d'Ana Torrent) le monde des adultes. Un monde d'hypocrisie, d'adultères et de mensonges. *Cría Cuervos* aborde des thèmes tels que la perte de l'innocence, la nostalgie du passé et la recherche d'affection, mais s'intéresse également à la mort et à des questions d'actualité telles que les conséquences du machisme et l'application de l'euthanasie.

« Comme il le dira au *Monde*, en 2009, il se sent "*après la mort de Franco, libéré d'une obligation morale*" ».

Dans les films de Carlos Saura, les enfantsregardent les adultes sans illusions et préfèrent s'enfermer dans leur univers imaginaire, fuyant le monde étouffant de la société espagnole sous la botte du général Franco.

Saura utilise la métaphore pour parler de la répression franquiste, de la mémoire historique, du vide dont souffre sa génération, et il se charge de radiographier tous les maux de la société espagnole à travers un style symbolique, mais en même temps brut, révulsif et combatif. Et il le fait à travers des films toujours aussi énigmatiques et fascinants que *Ana y los lobos* (Ana et les loups), en 1973. Film chargé de symbolisme et d'allusions politiques avec le juste équilibre pour à la fois provoquer et contourner la censure. Carlos Saura réalise dans ses premières œuvres une critique dévastatrice de l'aristocratie espagnole à l'époque du franquisme. Après la mort du Caudillo, en 1975, le cinéaste continue un temps à peindre la société hispanique. En 1979, sortira *Mama cumple cien años* (Maman a cent ans). Autour d'elle, et dans la vieille maison, la famille se réunit pour fêter les 100 ans de la grand-mère. Ses deux fils, Fernando et Juan arrivent à la maison avec leurs épouses, ainsi que leurs trois filles. Ana (Geraldine Chaplin),

PHOTO DE TOURNAGE DU FILM LA CAZA

l'ancienne gouvernante, et son mari, arrivé d'Argentine, assistent également à la fête. Tous les enfants ont hâte que maman meure pour que le domaine devienne leur propriété et qu'ils puissent le vendre et mettre fin à la ruine dans laquelle ils sont tous englués. Le film fut sélectionné à Hollywood pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère.

Finalement, il laisse le terrain de la critique sociale aux jeunes réalisateurs de la Movida espagnole au premier rang duquel il y a Pedro Almodóvar. Comme il le dira au *Monde*, en 2009, il se sent « *après la mort de Franco, libéré d'une obligation morale* ».

Avec *Deprisa, deprisa*, il change radicalement de style et aborde le cinéma *quinqui* (racaille) dans une perspective aussi réaliste que poétique. Pablo, el Meca, el Sebas et Ángela sont quatre jeunes qui veulent s'échapper du milieu marginal dans lequel ils vivent. Pour ce faire, ils ont besoin d'argent, mais ils ne sont pas prêts à travailler pendant des années pour pouvoir l'économiser. Ils ne pensent qu'à l'obtenir rapidement et à vivre vite. *Deprisa, Deprisa* est un succès financier et critique, il reçoit un très bon accueil à Madrid et s'avère la plus importante production d'Elías Querejeta durant ses 15 ans de collaboration avec Saura.

Une passion pour la musique

En 1981, il entame une nouvelle étape qui l'amène à explorer une grande partie des genres musicaux aux racines latines. Sa première approche est l'adaptation de *Bodas de sangre* (Noces de sang), de Federico García Lorca, avec Antonio Gades, Cristina Hoyos le guitariste Paco de Lucia. *Bodas de sangre* est l'une des pièces les plus connues de Federico García Lorca, une tragédie publiée en 1931 et inspirée de faits réels, un crime qui a eu lieu à Níjar, en 1928. Il poursuit son travail avec *Carmen*, magnifiquement incarnée par Laura del Sol, dans lequel il continue à explorer les formes et les origines du flamenco. Avec *El amor brujo* (L'amour sorcier), d'après l'œuvre de Manuel de Falla, il clôture sa trilogie avec Gades, tout en intercalant des œuvres de fiction comme Los zancos (Les échasses) ou la superproduction *El Dorado*.

Par fidélité à sa mère qui était musicienne et par passion pour la musique, il reviendra à l'essence musicale, de manière de plus en plus conceptuelle dans *Sevillanas, Flamenco, Iberia, Fados, Jota de Saura, Tango ou Flamenco, flamenco*.

En 1991, il réalise i*Ay Carmela*! avec Carmen Maura et Andrés Pajares. En pleine guerre civile espagnole, Paulino et Carmela, deux comédiens ambulants, accompagnés par leur assistant Gustave, chantent pour les républicains, ils sont arrêtés en zone contrôlée par les franquistes. Sous la pression de ces derniers, ils acceptent d'animer une dernière soirée offerte à des combattants polonais des Brigades internationales qui ont été capturés et vont être fusillés le lendemain.

Goya, Buñuel et Lorca

Il aborde ensuite quelques personnages historiques liés à la peinture, au cinéma ou à la création artistique. Il donne à ●●●

GERALDINE CHAPLIN ET CARLOS SAURA

LUIS BUÑUEL ET CARLOS SAURA

●●● l'acteur Francisco Rabal son dernier grand rôle, celui de Francisco de Goya dans *Goya en Burdeos* (Goya à Bordeaux) et invente une aventure surréaliste entre Luis Buñuel, Salvador Dalí et Federico García Lorca dans *Buñuel y la mesa del rey Salomón* (Buñuel et la table du roi Salomon). Saura y décrit Buñuel, pendant ses vieux jours, imaginant un film où il se met lui-même en scène, jeune, à la recherche de la légendaire table de Salomon en compagnie de Salvador Dali et de Frederico Garcia Lorca. Saura et Buñuel étaient très liés. « *Buñuel était un esprit libre et j'ai appris de lui à travailler avec mon imagination* » écrit le cinéaste.

Malgré son âge avancé, Saura continua à travailler. Ces dernières années, il nous aura donné des films tels que *Goya 3 de mayo* (Goya 3 mai) et *Rosa Rosae, La guerra civil*. Dans ce film d'animation, à travers une trentaine d'images, de dessins et de photographies, Carlos Saura invente une histoire qui, si elle recrée la guerre civile espagnole, reflète surtout les horreurs d'une guerre universelle. Le point de vue est celui d'un enfant innocent.

« Ces dernières années, avec la montée de l'extrême droite, il a utilisé son propre exemple pour mettre en garde contre la bête immonde. »

La vie de Carlos Saura et son cinéma sont marqués, comme l'histoire espagnole, par la guerre civile. Saura se définit comme un enfant de la guerre. Le coup d'État militaire survint alors qu'il avait quatre ans, sa famille quitta Huesca et se réfugia à Madrid, Barcelone et Valence. Une expérience traumatisante dont il s'est toujours souvenu et dont il a toujours parlé. Ces dernières années, avec la montée de l'extrême droite, il a utilisé son propre exemple pour mettre en garde contre la bête immonde.

Il réalise ensuite *El Rey de todo el mundo* (Le roi de tout le monde) et *Las paredes hablan* (Les murs parlent) qui sera son dernier film. Il dépeint l'évolution et la relation de l'art avec le mur comme toile de création, depuis les premières révolutions graphiques des grottes préhistoriques jusqu'aux expressions les plus avant-gardistes de l'art urbain.

Des livres, des opéras et des pièces de théâtre

Il a écrit un roman autobiographique, *Pajarico solitario* (Petit oiseau), qu'il a ensuite porté à l'écran, faisant l'opération inverse avec *Elisa, vida mía* qui a d'abord été un film puis s'est transformé en littérature. Il a également dirigé des opéras, *Carmen* et *Don Giovanni*, et des pièces de théâtre : *La fiesta del chivo* (La fête de la chèvre), *El coronel no tiene quien le escriba* (Le colonel n'a personne pour lui écrire) et *El gran teatro del mundo* (Le grand théâtre du monde) du grand auteur classique Calderón de la Barca.

Avec la réalisatrice Adela Medrano, il a eu deux fils, Carlos et Antonio Saura Medrano, qui ont suivi ses traces. Geraldine Chaplin, la mère de son fils Shane, devient sa muse pendant plus d'une décennie. Il a ensuite épousé Mercedes Pérez en 1978, dont il a eu trois autres enfants. Sa dernière compagne Eulalia Ramón, mère d'Ana Saura, a partagé ses dernières années. Son frère cadet, le grand peintre Antonio Saura, a façonné ses tendances artistiques, ils ont collaboré à plusieurs reprises, notamment pour la mise en scène de Carmen. Il serait évidemment impossible de prétendre résumer la création artistique de toute une vie comme celle de Carlos Saura. Il nous reste ses films, ses moments mythiques qui font partie de la mémoire collective, comme la danse d'Ana Torrent avec sa sœur dans *Cría cuervos* au son de *¿Por qué te vas*? la chanson de Jeanette.

Carlos Saura aura réalisé une cinquantaine de films dont le dernier, Les murs parlent, sorti en Espagne le vendredi 10 février, le jour de sa disparition.

« Je vis avec la passion de l'humanité »

En décembre 2015, en compagnie de Christiane Passevant, nous avons interviewé Carlos Saura pour l'émission Chroniques rebelles sur Radio libertaire, lors de la sortie en France de son film *Argentina Zonda*. Nous avons parlé d'engagement, il nous avoua qu'il n'avait jamais appartenu à un parti politique parce qu'il était anarchiste.

La meilleure façon de rendre hommage à ce géant de l'art cinématographique est de voir ou revoir ses films, en plongeant dans son univers souvent mélancolique et, en apparence, pessimiste, en raison du contexte dans lequel ils ont été créés. Des films beaux et libérateurs, dans lesquels Carlos Saura nous rappelle ce qui est l'essentiel de son œuvre : sa passion illimitée pour l'humanité et la défense inconditionnelle de la liberté et de l'égalité, des valeurs fondamentales pour que nous puissions vivre et rêver en plénitude.

« *Mon cinéma est tissé dans les labyrinthes de la mémoire, je hais la tyrannie et l'oppression, je vis avec la passion de l'humanité* » disait-il.

Daniel Pinós

Yes ! I am un immense provocateur

Né en 1933, Philippe Lorin a illustré de très nombreux livres. Celui-ci, *Léo Ferré il était beau comme la révolte*, dont le texte est signé Jocelyne Sauvard, autrice de plusieurs biographies de personnalités (dont une de Léo Ferré en 2010), ravira les amateurs du chanteur anarchiste.

Pas de biographie savante ni pointilleuse de Ferré ici, mais des pages de sa vie, que Jocelyne Sauvard a suivie attentivement pendant de longues années « *de concert en concert* » et qu'elle met en exergue lorsque survient un événement ou un moment qui la touche.

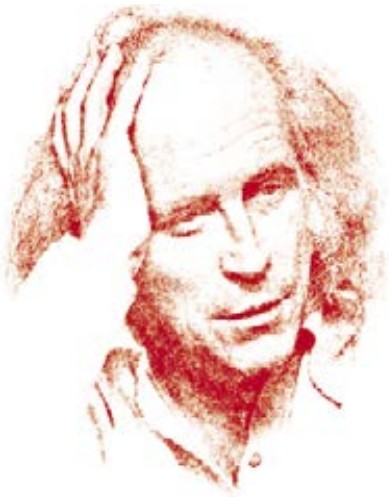
Le résultat est un livre dans lequel apparaissent tous les membres de la famille Ferré, au sens large : Marie, bien sûr, ses trois enfants et ceux, à quatre pattes, recueillis, comme le chien Arkel ou la guenon Pépée, des musiciens avec lui sur scène soir après soir ou ceux qui l'accompagnent pour un concert réel ou souhaité (Robert Charlebois, Félix Leclerc, ou encore Jimi Hendrix) et diverses personnalités.

« *Léo, c'est comme les parents, ils ne meurent pas. Ils nous habitent. En cas de coup dur, ils viennent vivaces, nous remettre sur pied, nous dire qu'on a raison, ce sont les autres qui ne comprennent rien aux chansons, aux livres, aux coureurs, à la vie, à l'amour, agrippés qu'ils sont à leur petit traintrain. Les poètes, eux, ne meurent pas.* »

Ce n'est pas le livre définitif sur Ferré, si tant est qu'un tel ouvrage puisse exister, mais c'est un bel ensemble de souvenirs, les heureux et les autres (quand de piètres maos l'insultaient sur scène, par exemple !), pour que sa voix ne s'éteigne pas. Qu'elle nous rappelle encore qu'on a toujours raison de se révolter – avec amour et poésie de préférence. Car, écrit Jocelyne Sauvard, « *la vérité, c'est que la musique, la poésie ne peuvent faire qu'une chose, aller de l'avant, vers l'infini* ».

Thierry Maricourt

PHILIPPE LORIN
JOCELYNE SAUVARD
Léo Ferré
Il était beau comme la révolte
Grrr... Art éditions, 2022



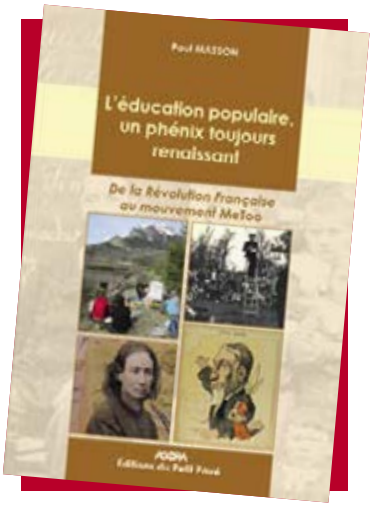
Sous les cendres de l'Éducation populaire

Dans son livre *L'éducation populaire un phénix toujours renaissant*, Paul Masson brosse un large panorama de l'éducation populaire de 1789 à nos jours. Il n'occulte pas les contradictions de ses acteurs entre ceux qui souhaitent éduquer un peuple ignorant et ceux qui prônent une auto-organisation populaire et émancipatrice de l'éducation. Il est aussi conscient des tentations permanentes de l'État et des dominants qui, selon les époques, « la courtise[nt], la dénonce[nt], la réprime[nt], achète[nt] ses services ». Hormis l'incontournable Condorcet, l'auteur consacre un intéressant chapitre à l'implication des femmes quant à l'essor de l'éducation populaire (EP) dans les années 1830. Et, il souligne le rôle fondamental des Bourses du travail et des Universités populaires à la fin du XIXe siècle. D'autres grands moments de cette éducation sont survolés : le Front populaire, les auberges de jeunesse, Peuple et culture et son projet de « *rendre la culture au peuple et le peuple à la culture* » et le grand fiasco d'après la Libération où de facto, les dominants ne voulurent pas d'une éducation émancipatrice. Mai 68, toutefois, mettra quelques coups de pieds dans cette fourmilière endormie. Mais la dérive de l'EP s'accentue, tout d'abord socio-culturelle, elle aboutit à « l'étreinte mortelle » de la commande publique et de la subordination qui asphyxie l'éduc-pop émancipatrice.

Pour l'auteur, un nouveau départ de l'éduc-pop est possible et nécessaire. Il en veut pour preuve la création d'ATTAC, en 1998, ou encore le mouvement MeToo - dont l'appartenance à l'EP est discutable - qui favorise la prise de conscience de l'oppression faite aux femmes ou encore les activités culturelles dans la ZAD. Renouveau dont il fait un long développement qui mériterait débat. Un regret, rien sur la réémergence des Universités populaires depuis 2000 ou sur la trahison de certaines grandes fédérations d'Éduc pop dans l'encadrement du SNU. Enfin, au cours de l'ouvrage, les valeurs et quelques éléments de réflexions et de mises en pratiques de l'éduc-pop, qu'il n'est jamais inutile de rappeler, sont évoquées.

L'ouvrage, d'une lecture facile, s'adresse selon moi plutôt à des lecteurs et lectrices qui souhaitent découvrir l'éducation populaire. On peut néanmoins regretter quelques raccourcis, peut-être nécessaires, mais qui obèrent parfois de grandes réalisations, comme par exemple, la coopérative du cinéma du peuple.

Hugues
Groupe Commune de Paris



PAUL MASSON
L'éducation populaire un phénix toujours renaissant
De la Révolution française au mouvement meeToo
Éd. du petit pavé
Les Garennes sur Loire, 2022

J'ai 8 ans et je ne veux pas mourir

Le titre de cet article a été écrit par Rachid Meziane, chanteur kabyle, pour une chanson dénonçant le meurtre de Malika. Il ne sera pas le seul à apporter son soutien à la famille Yezid contre le mensonge des policiers qui nient avoir frappé à mort la jeune enfant de 8 ans, à la cité des Groux, à Fresnes, au domicile des parents. Après ce crime, des comités de soutien se forment. Alain Scoff monte un spectacle « *J'ai confiance en la justice de mon pays* » et c'est Reiser qui offre le dessin de l'affiche. Même un groupe de policiers CFDT écrivent leur honte : « *Nous sommes tenus au silence par nos Chefs mais c'est d'indignation que nous sommes muets* ».

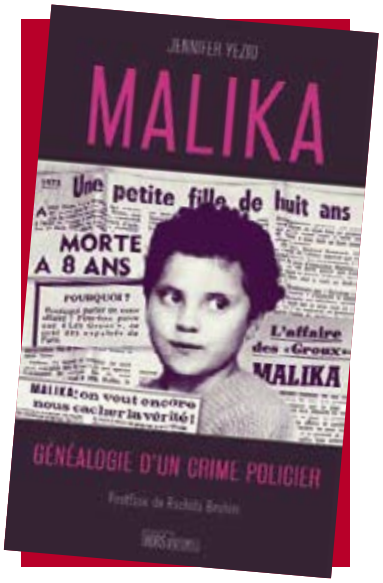
1973, c'est une année de contestation de nombre d'immigrés avant que les circulaires Marcellin-Fontanet ne soient retirées : année de la haine, climat de terreur alimenté par d'anciens de l'OAS, avec ratonnades, un attentat revendiqué par le groupe Charles-Martel (cercle armé français d'extrême-droite), 50 assassinats et 300 blessés parmi les seuls ressortissants algériens en France.

Cinquante années plus tard, Jennifer Yezid, nièce de Malika, écrit :

« *Dans quelque temps, mon fils aura l'âge qu'avait Malika, lorsqu'elle a été assassinée.* [...] *Je veux lui dire qu'elle s'appelait Malika Yezid, fille de Saïd et Fatima Yezid, partis de Kabylie, comme tant d'autres, pour grossir les rangs des ouvriers immigrés qui espéraient offrir à leurs huit enfants un avenir meilleur. Je veux qu'il sache qu'en 1973, Malika, la cadette de la fratrie, la joie de vivre de la maison, a été tuée à l'âge de huit ans. Par un gendarme. Et que les conséquences de cette tragédie impunie ont été dramatiques pour toute notre famille.* »

Aujourd'hui, Jennifer est la seule survivante de la famille Yezid, elle a découvert comment le meurtre de Malika avait saigné les parents, frères et sœurs : maladie, pendaison, suicide. Le racisme, le colonialisme suintent à chaque pas comme à chaque page. Un livre poignant qui « *fait de Malika, comme d'Adama, le nom d'une cause digne : celle de l'égalité et de la justice* » nous dit Assa Traoré.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



JENNIFER YEZID
Malika
Généalogie d'un crime policier
Éd. Hors d'Atteinte, 2023.

Dagerman, autrement

On connaît les *Billets quotidiens* (Éd. Cent pages, 2014) que l'écrivain suédois Stig Dagerman (1923-1954) a publié dans *Arbetaren*, organe de la SAC, centrale anarcho-syndicaliste : poèmes dans lesquels il présente, souvent sur le ton de l'exaspération, des faits d'actualité ou des anecdotes de la vie quotidienne. C'est un autre aspect de l'auteur qui apparaît dans cette *Suite Birgitta* (version bilingue), traduite par Philippe Bouquet et Claude Le Manchec, et postfacée par ce dernier.

« *La nuit est un pont ; son parapet, des question mortes* », écrit Stig Dagerman, relatant dans ce long poème une histoire – ni une aventure, ni une liaison – avec une femme rencontrée peut-être dans le cadre d'un projet artistique. Il est étrange, qu'avec Dagerman, le lecteur ait souvent cette impression de tout percevoir – et de ne rien savoir. Parce que le revers de la vérité n'est pas le mensonge, à l'évidence, mais une autre vérité quelquefois complémentaire, pour le moins divergente. « *Je suis la serrure de ma propre prison. / Je suis la clé de ma propre liberté. / Qui sait ce qu'est la liberté, Birgitta, / sinon celui qui aime à l'infini ?* »

Dagerman s'est ingénié dans l'ensemble de ses écrits à privilégier certains thèmes et à passer de l'un à l'autre, tricotant de nouveaux romans avec les mêmes pelotes de laine, multipliant les motifs. Comme l'observe Claude Le Manchec, ce texte, *Suite Birgitta*, « *reprend, sous une forme concentrée, plusieurs thèmes récurrents du roman* Ennui de noce*, en particulier la tristesse et la solitude de* 'celui qui n'est pas aimé'. » Chaque vers contient des images qui forcent l'imagination du lecteur et s'inscrivent dans sa mémoire.

Stig Dagerman excellait dans différents domaines (romans, théâtre, journalisme, poésie...), découvre le lecteur, une fois l'émotion suscitée par la lecture de *Suite Birgitta* non pas retombée – mais appréhendée.

Thierry Maricourt

STIG DAGERMAN
Suite Birgitta
(*Birgitta svit*, 1950)
traduction Philippe Bouquet et Claude Le Manchec.
Ænc rages & Co (Feux) 2023

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...
Groupe HLS-FAL Collectif anarcho-communiste aterritorial et international « Hacking Lord Sutch - For Always Liberty »
hackinglordsutch@riseup.net
http://senz4l3qnyzj5wphrwrmiv3dbjl2pwcntfgkii6jw46jtu5cyju75eyd.onion/ (utiliser Thor)

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org
Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « La rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h, samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE ET LOIRE
Liaison Tours
tours@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Liaison de Nantes
nantes@fede...
Groupe Hermine Noire
hermine-noire@riseup.net

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/FA.Lorient/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire* au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès 71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire* le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00 place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

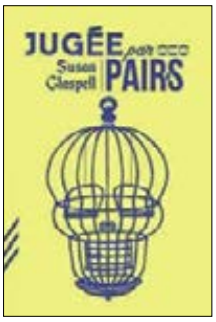
Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

Dernières parutions Mai 2023

Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



Jugée par ses paires

Susan Glaspell
Tendance négative, 72 p., 7.90 €

Dans cette nouvelle, inédite en français, l'écrivaine américaine Susan Glaspell (prix Pullitzer 1931) rebat les cartes du récit policier, et y incorpore un féminisme d'avant-garde et une critique de la rigidité judiciaire d'une étonnante modernité.

L'enjeu féministe des retraites

Christiane Marty, La Dispute, 200 p., 13 €

Notre système de retraites actuel a été conçu sur un modèle de famille patriarcal où l'homme bénéficie de droits directs, et où la femme ne jouit que de droits dérivés. Si ce système a en partie évolué, les réformes ont suivi une logique néolibérale, rendant illusoire une véritable disparition des inégalités entre les genres.

Lettre aux ingénieurs qui doutent

Olivier Lefebvre, L'Échappée, 128 p., 13 €

Artisans d'un devenir technologique qui façonne nos existences et structure nos sociétés, ils sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à ressentir de la dissonance cognitive. Quelque chose en eux sait que leur travail creuse le sillon de trajectoires insoutenables pour nos vies et pour la Terre.

La mécanique des lettres

Un homme de lettres anonyme
Le Monde à l'envers, 48 p., 4 €

« Claire avait un si beau sourire et une santé en acier. Lise était une cheffe compétente et détestée. "Gros Tas" était un chef incompétent et détesté [...] Pierre, trente ans de boîte et toujours aussi lent. La Poste, c'est là où je travaille depuis cinq ans. »

Qui a tué Berta Cáceres ?

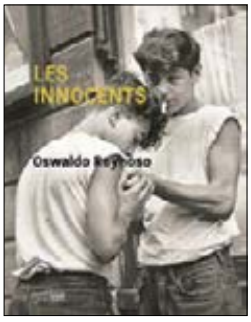
Nina Lakhani, Premiers matins de novembre, 336 p., 22 €

Nina Lakhani fait la lumière sur ce féminicide politique en tirant le portrait d'une classe politique corrompue, inféodée aux intérêts croisés d'agences internationales, de groupes financiers, de secteurs de l'agroalimentaire et de cartels de drogue.

L'écoféminisme

Catherine Larrère, La Découverte, 128 p., 11 €

Les luttes écologiques et luttes des femmes ne sont pas le fruit du hasard, mais répondent à la double oppression qui frappe les femmes et la nature. Faire d'une association positive des femmes à la nature un objet de revendication et de lutte politique est au cœur de toutes les formes d'écoféminisme.



Les innocents

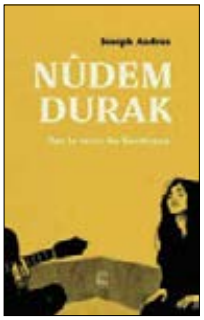
Oswaldo Reynoso
Rue d'Ulm, 136 p., 13 €

Longtemps condamné à n'exister que dans la culture underground de son pays, l'auteur est aujourd'hui reconnu comme l'un des plus grands prosateurs d'Amérique latine. Les Innocents (1961) est son premier roman et son œuvre la plus emblématique.

Malika
Généalogie d'un crime policier

Jenifer Yezid, Hors-d'atteinte, 160 p., 15 €

Jennifer Yezid est la nièce de Malika Yezid, tuée en 1973 par un gendarme alors qu'elle avait huit ans. C'est aussi la seule survivante de sa famille. Elle raconte les répercussions de ce crime injuste et impuni sur sa famille qui l'amènent à parler aujourd'hui.



Nûdem Durak
Sur la terre du Kurdistan

Joseph Andras, Éd. Ici-bas, 256 p., 22 €

En 2015, la chanteuse Nûdem Durak a 22 ans lorsqu'elle est condamnée à dix-neuf ans de réclusion par le régime turc pour avoir défendu la lutte et la culture de son peuple kurde. Accusée d'être membre d'une prétendue « organisation terroriste », elle est toujours enfermée.

Quilombos. Communautés d'esclaves insoumis au Brésil

Flávio dos Santos Gomes
L'Échappée, 160 p., 10 €

Au Brésil, dès le XVI[e] siècle, des esclaves noirs se libèrent et fondent des communautés libres et auto-organisées et deviennent, pour plusieurs siècles, le symbole de la résistance aux régimes esclavagistes.

RETOUR AU SOMMAIRE